

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse — Un An 14 fr. — Six mois 8 fr. — Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Etranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Insulaire, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le Conseiller Gavini.

AUDIENCE DU 23 NOVEMBRE.

Tentative de meurtre.

La cour d'assises du quatrième trimestre 1847 est entrée en séance aujourd'hui vers les onze heures du matin. Ferali Antoine-François de la commune de St-André était accusé d'avoir, le 26 août 1846, tenté de donner la mort à Baldacci Antoine dans les circonstances suivantes : Au mois de décembre 1835, un coup de fusil avait été tiré sur l'accusé qui heureusement n'avait pas été atteint. Baldacci fut soupçonné d'avoir été l'auteur de cette tentative d'homicide. Une mésintelligence très vive existait depuis cette époque entre Baldacci et l'accusé. Dans la journée du 26 août 1847, Baldacci passait audacieusement devant le seuil de la porte de la maison de l'accusé. Celui-ci fit à son adversaire de vives remontrances auxquelles Baldacci répondit par les propos les plus injurieux. Ferali prit alors son fusil et le dirigea du côté de Baldacci qui avait de son côté sorti un pistolet de sa poche. Un coup de feu fut tiré par Ferali contre Baldacci qui se réfugia dans une maison voisine sans éprouver aucune atteinte. L'accusé soutenait pour sa justification que son coup de feu était parti involontairement au moment où des personnes accourues sur les lieux s'efforçaient de le retenir.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Poli a développé le système de défense.

Déclaré coupable de tentative de meurtre avec provocation violente et circonstances atténuantes, Ferali a été condamné à une année d'emprisonnement.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Le nommé Natali Toussaint de la commune de Sarola s'était rendu coupable d'une tentative de meurtre sur la personne de Marcel Severini qui servait en qualité de domestique dans la maison de l'accusé Simon Brando Germani de la même commune. Des menaces étaient proférées par Natali pendant qu'il gardait la campagne. La famille Germani ayant appris qu'il s'était réfugié dans une maison de la commune, le 2 février 1847, avertit aussitôt la gendarmerie pour parvenir à l'arrestation de ce contumax. En attendant l'arrivée de la force armée, la maison en question était cernée par Simon Brando Germani et par un autre de ses parents. Natali, averti des dispositions de la famille Germani s'efforça de fuir par une fenêtre du premier étage. Simon Brando Germani l'apercevant, lui cria d'arrêter et déchargea son fusil contre lui sans l'atteindre. Natali put alors reprendre la fuite sans obstacle. L'accusé a soutenu dans sa défense qu'il n'avait pas eu l'intention de tuer son adversaire mais seulement de lui faire peur afin de donner le temps à la gendarmerie d'arriver pour l'arrêter.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. La justification de Germani a été présentée par M. Giordani. Reconnu coupable de tentative d'homicide avec provocation violente et circonstances atténuantes, Germani a été condamné à huit mois de prison.

AUDIENCE DU 21 NOVEMBRE.

Meurtre.

L'accusé Mari Simon de la commune de Sorio est traduit devant les assises pour avoir, le 9 mai 1847, donné volontairement la mort au moyen d'un coup de fusil au malheureux Ange-Paul Casanova de la commune de San Gavino. Des discussions relativement au partage d'un troupeau de brebis existaient entre l'accusé et Pierre Antonetti son beau-frère. Une transaction intervenue entre eux avait déterminé les bases de leurs prétentions respectives. Le 9 mai 1847, Mari Simon accompagné de son beau-frère Cruciani qui était inté-

ressé dans la contestation, se rendirent armés de leurs fusils, au lieu où se trouvait le troupeau en question, et s'emparèrent du bétail qui leur revenait en vertu de l'acte de transaction qu'ils avaient souscrit. Antonetti Pierre, leur beau-frère, secondé par son beau-père Casanova Ange-Paul s'opposèrent à la saisie des brebis dont Mari et Cruciani voulaient s'emparer. Une vive altercation s'éleva entre eux. Casanova armé d'un bâton menaça d'en faire usage contre les beaux-frères de son gendre. A la suite de ces menaces, Casanova lança des pierres contre Cruciani et Mari qui ripostèrent aussitôt par un coup de fusil dont le projectile donna la mort à l'infortuné Casanova.

M. Sigaudy, repoussant l'excuse de la provocation violente, a présenté l'accusation. M. Caraffa défenseur de l'accusé a plaidé l'excuse de la provocation violente.

Déclaré coupable par le jury d'homicide volontaire à la suite de provocation violente, Mari Simon a été condamné à cinq années d'emprisonnement.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Incendie et blessures graves.

Un jeune homme de dix-huit ans paraissait devant le jury sous le poids d'une inculpation qui semblait avoir de la gravité et que les débats ont considérablement simplifiée. La commune de San Gavino avait vendu à différents individus l'écorce d'une certaine quantité de chênes-verts. Les acheteurs avaient cru pouvoir s'emparer des arbres eux-mêmes pour en faire des charbons. Les habitants de San Gavino firent des menaces, aux ouvriers italiens qui s'étaient chargés de cette opération pour le compte des acheteurs. Le 2 mai 1847, trois jeunes gens pour intimider les ouvriers qui voulaient abattre les chênes-verts, leur déclarèrent qu'ils allaient mettre le feu à leur cabanne. Le nommé Menchi Jacques chef de ces ouvriers sortit de sa hutte un pistolet à la main pour repousser ces trois jeunes gens et pour éteindre le feu. Au même instant un coup de fusil chargé à petits plombs fut dirigé contre Menchi qui en fut légèrement blessé. Menchi déclare n'avoir point reconnu ces trois individus, et bien qu'aucun témoin oculaire ne soit venu attester la culpabilité de l'accusé Graziani Thomas, la voix publique l'a désigné comme tel à la justice. Ses deux autres co-accusés avaient été renvoyés de la plainte faute de charges suffisantes.

M. Sigaudy, avocat-général, a conclu à la condamnation de l'accusé sur la question des blessures; quant au crime d'incendie, il s'en est rapporté à la sagesse du jury. M. Caraffa a présenté la défense de l'accusé. Déclaré coupable de blessures légères à la suite de provocation violente, Graziani a été condamné à six mois de prisons.

AUDIENCE DU 25 NOVEMBRE.

Vol.

Un triste spectacle se produisait en ce jour devant la cour d'assises. Sur la sellette des accusés, à côté du nommé Olivo Solimeno sujet italien et de la femme Elia Agathe Simonini, sa concubine, était également assise une toute jeune fille qui de bonne heure a été malheureusement plongée dans la débauche. Olivo Solimeno et Elia Agathe exploitaient ensemble un cabaret qu'ils tenaient dans la ville de Bastia près de la place Saint-Nicolas. Un portefaix, le nommé Lucca François, allait souvent dans ce cabaret, attiré par la physionomie intéressante de la petite fille Simonini que Solimeno et Agathe entretenaient dans leur maison. Lucca était possesseur d'une somme de douze cents francs. Un jour après avoir passé la nuit avec la petite fille Simonini, il fut fortement surpris en rentrant chez lui de trouver sa porte ouverte et son coffre-fort entièrement vide, ses soupçons se portèrent sur les cabaretiers qui avaient fait peu de jours après des dépenses considérables. D'ailleurs Solimeno avait été vu dans la nuit

du crime et vers une heure du matin dans une des rues de la ville de Bastia. Les trois accusés étaient traduits pour ce fait devant les assises.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Montera a présenté la défense. Les accusés déniaient complètement d'être les auteurs de ce crime; mais les jurés convaincus par les preuves qui surgissaient contre Solimeno et Elia Agathe ont rendu contre les cabaretiers un verdict de culpabilité. Solimeno a été condamné à sept années de réclusion et Elia Agathe, en faveur de laquelle il a été admis des circonstances atténuantes, a été condamnée à trois années de prison. Quant à la malheureuse fille Simonini elle a été acquittée. Le jury l'a sagement prise en pitié à cause de son âge dont on a si déplorablement exploité la faiblesse.

AUDIENCE DU 26 NOVEMBRE.

Viol.

Une jeune fille de vingt ans de la commune de Belgodere, la nommée Orsini Marie avait porté plainte contre l'accusé Giorgi Jean-Baptiste qui, dans la journée du 26 mai 1847 avait assouvi sur elle avec violence sa brutale passion. Accompagnée de sa vieille mère, la fille Orsini s'était rendue à la campagne pour y ramasser un fagot de bois. Elles avaient été rejointes par Giorgi Jean-Baptiste qui les avait amicalement saluées et qui ne leur avait inspiré aucune crainte à cause de sa position d'homme marié et de père de famille. La mère de Marie, pressée d'aller recueillir de l'argent dans une propriété voisine, avait laissé sa fille occupée à ramasser son bois. L'accusé qui avait d'abord fait semblant de suivre son chemin revint bientôt après sur les traces de la jeune Marie, et quand il se vit seul avec elle il la renversa par terre. Marie épouvantée tomba en défaillance. L'accusé suspendit un instant ses violences; mais lorsque la jeune fille fut revenue de son évanouissement il se jeta de nouveau sur elle et accomplit ses sinistres desseins. La jeune plaignante poussée sans doute par cette poudure naturelle à son sexe revient aujourd'hui sur sa première déclaration et soutient que l'accusé ne s'est rendu coupable que d'une simple tentative, et qu'elle a eu heureusement assez de force pour repousser sa brutale agression. La position de Giorgi se trouve encore malheureusement aggravée par un autre crime. Le ministre public lui reproche d'avoir, le 26 juillet 1846, extorqué, d'un marchand colporteur, une signature opérant en sa faveur la décharge de trois cents francs.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Giordani était chargé de la défense de l'accusé. Reconnu coupable de simple tentative de viol et de l'autre crime qui lui était imputé, Giorgi a été condamné cinq années de travaux forcés.

AUDIENCE DU 28 NOVEMBRE.

Présidence de M. le Conseiller Juchereau de St-Denis.

Blessures graves.

Dans la journée du 1^{er} juillet 1847, une rixe s'était élevée dans la commune de Carchetto entre les nommés Joseph et Louis frères Donsimoni d'un côté, et Xavier Ciavaldini, de l'autre. Les frères Donsimoni avaient extrait quelques pierres d'une maison en ruine qui leur appartenait et avec lesquelles ils se disposaient à faire bâtir un escalier extérieur à leur maison d'habitation. Xavier Ciavaldini leur contesta la propriété de ces pierres. Une altercation s'éleva entre eux. Ciavaldini fit à ses adversaires un geste injurieux auquel ils répondirent par le même outrage. Au même instant Ciavaldini lança des pierres contre Louis Donsimoni. Celui-ci en est grièvement blessé, et c'est principalement à raison de cette blessure que l'accusé Ciavaldini paraît devant le jury. Il résulte également que l'accusé aurait donné un léger coup de couteau à Louis Donsimoni qui avait répondu à cette attaque en lançant également des pierres.

qu'il sort de ces fonctions, ce est réduit à fait de nous, pour éviter qu'il ne lui soit fait un mauvais parti sur sa route. En pareil cas, l'avant-dernier caid remplacé tomba dans un guet-apens et y fut blessé; celui-ci a été obligé de contribuer pour obtenir son passage. Est-il possible, avec des éléments de population ainsi disposés de penser que la diplomatie, ou une action plus directe, amènerait des résultats définis dans la question? Nous n'avons rien aujourd'hui à ajouter à ces détails sur lesquels d'ailleurs nous sommes maintes fois revenus. Nous suivons les événements par tous les moyens en notre pouvoir, et il ne dépendra pas de nous que l'opinion publique ne soit toujours éclairée sur un état de choses qui intéresse à un si haut point l'avenir de la province, dans l'œuvre qui s'y accomplit.

[ECHO d'ORAN.]

— Le *Moniteur* publie le tableau comparatif des marchandises importées et exportées pendant les neuf premiers mois de 1847, 1846 et 1845 :

Importations. — Il a été perçu pour les droits pendant cette période de 1847, 99,467,280 fr. Le chiffre des droits perçus avait été de 114,394,806 en 1846 et de 113,292,132 en 1845.

Cette diminution des droits pour 1847 a lieu principalement sur les articles suivants :

	9 mois de 1847.	de 1846.	de 1845.
Céréales,	2,777,993 fr.	8,229,637	3,040,326
Cotons en laines,	7,474,915	31,402,244	10,486,688
Fils de lin et de chanv.,	1,111,633	2,137,373	3,519,900
Diverses,	13,302,466	18,292,543	17,818,999

D'un autre côté, il y a eu augmentation sur quelques articles, comme

Sur la fonte brute,	4,017,334	3,536,471	2,327,941
Sur la houille,	3,812,690	3,692,888	3,688,721
Sur le sucre des colonies françaises,	31,827,983	28,327,779	31,667,638

Exportations. — Il a été exporté :

	1847.	1846.	1845.
En vins, Comm. gén.,	1,178,804 h.	991,693 h.	1,093,388 h.
spécial,	1,170,515	978,309	1,084,317
En céréales, Comm. g.,	1,462,367 q.	1,170,123 q.	778,915 q.
spécial,	100,963	253,253	338,393
Machines et mécaniq.,	3,240,044 fr.	3,036,816 fr.	2,936,273 fr.
Commerce général,	3,019,970	3,036,035	2,890,773

— Les nouvelles du Liban sont favorables; l'intervention de la France dans l'affaire des deux califans et l'envoi par M. Guizot de deux commissaires pour protéger les intérêts des chrétiens, ont produit un excellent effet. Il paraît que le nouveau gouverneur de la Syrie est tout disposé à s'entendre avec le cabinet des Tuileries dans le but de terminer cette longue et sanglante querelle du Liban.

A Athènes, le gouvernement persévère dans la politique énergique et nationale de Coletti. La chambre des députés est animée des meilleurs sentiments, mais, dans le sénat, il existe une opposition formidable qui s'est vue renforcée par une scission opérée dans le parti conservateur, à l'instigation de quelques mécontents qui aspiraient à l'héritage de l'homme d'état éminent que pleure la Grèce. Grâce à ce concours inopiné, l'opposition est parvenue à obtenir la majorité dans la commission de l'adresse. Conservera-t-elle le même avantage dans la discussion? cela paraît peu vraisemblable; dans tous les cas les débats seront des plus orageux.

— La *Bilancia* fait mention des conseils paternels donnés par l'empereur d'Autriche au roi de Naples. Ce fait résulterait principalement d'une série d'articles publiés par la Gazette Officielle de Venise, et on ne serait pas éloigné d'y ajouter foi. L'empereur d'Autriche serait-il plus sage ou plus libéral que le roi de Naples?

— Le *Quotidiano*, de Rome, se dit assez bien informé pour assurer que, malgré le calme apparent qui résulte dans les Abruzzes de la compression armée, l'irritation est excessive. Un certain mécontentement se ferait remarquer même parmi la troupe. Le mouvement pourrait bien recommencer à la première occasion.

LIBRAIRIE FABIANI A BASTIA.

NOUVEAU MANUEL COMPLET

DES

PONTS-ET-CHAUSSEES

1 gros volume in-18 fr. 4.

A 50 centimes l'un :

Pour 1848.

ALMANACH COMIQUE,

Pittoresque, drôlatique, amusant et charivarique, 1 vol. de 192 pag., illustré de très-jolies vignettes.

ALMANACH POPULAIRE, de la France, par des députés et des journalistes, 1 v. de 144 pages, orné de jolies vignettes.

ALMANACH PROPHÉTIQUE, 1 vol. in-32, illustré de vignettes.

ALMANACH PHALANSTÉRIEN, 1 vol. in-16, illustré de vignettes.

ALMANACH DE FRANCE, 1 vol. in-16.

ALMANACH DU MARIN ET DE LA FRANCE MARITIME, 1 vol. in-16.

ALMANACH IMPÉRIAL, PAR ÉMILE MARCO DE ST-HILAIRE.

ALMANACHS LIÉGEOIS. Le Astrologue universel. Le Vénérable. Les Souvenirs d'un Grand Homme. Le Vénérable double Liégeois. Le Triple Liégeois. Le Nouveau double Liégeois. Le Villageois. Le Petit Liégeois.

A 75 centimes :

ALMANACH DE L'ILLUSTRATION, grand in-4° doré sur tranche et illustré de magnifiques gravures (tirées avec un très-grand soin.)

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

ADJUDICATION à titre de bail à ferme des biens communaux de la ville de Bastia, ci-après indiqués, avec les mises à prix ainsi qu'il suit :

SAVOIR :

Le Pineto, étendue de terres en friche près l'étang à fr. 2,000 par an. Maison avec boutique à » 240 »

Le maire de la ville de Bastia, donne avis que l'adjudication de ces biens pour les années 1848, 1849 et 1850 aura lieu le lundi 29 novembre courant, à midi en l'hôtel de ville.

Les concurrents devront enchérir sur les sommes ci-dessus fixées. Ils pourront prendre connaissance au secrétariat de la mairie des cahiers des charges relatifs aux dites adjudications, tous les jours, le dimanche excepté, depuis 11 heures du matin jusqu'à 4 du soir.

Fait à Bastia, en l'hôtel-de-ville, le 11 novembre 1847.

Le Maire, A. S. LAZAROTTI.

Le proviseur du collège royal de Bastia donne avis que la fourniture du pain, du vin, de la viande, des souliers, des chapeaux et des habits, nécessaire à la consommation ou à l'entretien des élèves internes, à partir du 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre 1848, est mise en adjudication.

Chacune de ces fournitures sera adjugée au rabais sur soumission cachetée, par la commission administrative du collège royal.

L'adjudication aura lieu le jeudi 16 décembre 1847, à midi, dans la salle des conférences du collège royal.

Le cahier des charges sera déposé, jusqu'au jour de l'adjudication, au bureau de l'économat du collège, où l'on pourra en prendre connaissance, de 9 à 11 heures du matin et de 2 à 4 du soir.

Bastia, le 11 novembre 1847.

Le Proviseur, TH. DURIEX.

MM. ANGE GENERO PÈRE et FILS ont l'honneur de prévenir le public qu'ils viennent d'arriver de Paris avec un assortiment complet d'objets de nouveautés,

modas, schales, écharpes, manteaux, soieries, braderies, lainage, etc.

Les personnes qui voudront bien les honorer obtiendront ces objets de choix à des prix modérés.

Ses magasins sont sis Rue St-Jean, en face de l'église, à Bastia.

Madame BADUEL, née Gèbarb, Maitresse de Piano et de chant à Paris, a l'honneur d'informer les familles de la ville de Bastia, qu'étant venue se fixer en Corse, elle est dans l'intention de donner des leçons aux jeunes personnes et qu'elle s'efforcera de mériter la confiance et la satisfaction des mères qui voudront bien la faire appeler.

Son domicile provisoire est rue du Môle au rez de chaussée.

PORT DE BASTIA. ARRIVÉES.

Portotortres, 4 novembre, bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

Sunderland, 4 id. brick Providence, de 130 tx, c. Riao, houille.

Naples, 4 id. balancelle St Philippe, de 39 tx, c. Godino, en lest.

De la plage, 4 id. mistick St V. Ferreri, de 30 tx, c. Battestini, planches.

De la plage, 4 id. brick-goël. Corse, de 49 tx, c. Marinetti, bois.

Livourne, 5 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, pass.

Newcastle, 5 id. trois mâts Mazeppa, de 226 tx, c. Rouard, houille.

Lerici, 6 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Vanetti pass.

De la plage, 7 id. brick-goël. Conception, de 60 tx, c. Ersa, foin.

De la plage, 7 id. brick-goël. Antoinette, de 51 tx, c. Belgodere, bois.

Ajaccio, 7 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

Marseille, Calvi, 8 id. brick-goël. Ville de Calvi, de 70 tx, c. Paoli, diverses.

Naples, 8 id. balanc. St François, de 42 tx, c. Mattaroso, en lest.

Livourne, 9 id. bat. à vap. M. Sebastiani, c. Sisco, passagers.

Rio, 9 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Paoletti, minéral.

Marseille, 10 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, pass.

Marseille, 11 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieut. de vais. dépêches et passagers.

Du Cap Corse 4 gondoles chargées de vin.

DÉPARTS.

Livourne, 4 novembre, brick-goël. Deux-Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, en lest.

Marseille, 4 id. brick-goël. Constance, de 39 tx, c. Bonerandi, marbres.

Ajaccio, 5 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

Marseille, 5 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, pass.

Marseille, 5 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc lieut. de vais. dépêches et pass.

Naples, 5 id. balancelle St Henri, de 39 tx, c. Caricioli, anguilles.

Rio, 5 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Paoletti, en lest.

Livourne, 5 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, pass.

Naples, 6 id. balancelle St Philippe, de 39 tx, c. Godino, anguilles.

Lerici, 6 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Vanetti.

Civittavecchia, 6 id. balancelle Jeune-Cléante, de 21 tx, c. Petit, en lest.

Livourne, 10 id. mistick Miséricorde, de 44 tx, c. Gabrielli, en lest.

Gènes, 10 id. mistick St V. Ferreri, de 30 tx, c. Battestini, planches.

Livourne, 10 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ESPRIT ETHÉRE DE FOURMIS,

5 FR. LE FLACON (d'après la formule alcoolisée) dissipe à l'instant les migraines, névralgies et douleurs rhumatismales. A l'usage externe. Se vend à Paris; Dépôt à Bastia chez MM. Ponelli et Comp^{te}.

(8161).

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Gavini était chargé de défendre l'accusé. Déclaré coupable de blessures légères, Clavardini a été condamné à quinze mois d'emprisonnement.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Présidence de M. le conseiller Gavini.

Tentative de viol.

Franceschetti Pascal, garde-champêtre de la commune de Palasca, comparait devant les assises sous l'inculpation d'une double tentative de viol. Un jour du mois de mars 1846, la femme Marie Devote Allegrini se rendait à l'île-Rousse pour apporter des provisions à son mari qui travaillait dans cette commune. L'accusé la rencontre au lieu dit Purgatorio. Il l'entraîne avec violence hors du chemin qu'elle suivait, mais ses tentatives furent infructueuses. La femme Allegrini suivit de nouveau sa route; mais Franceschetti la saisit de nouveau par le corps et après l'avoir entraînée dans un lieu couvert de maïs, il s'efforça vainement d'assouvir sur elle sa brutale passion.

Dans la nuit du 31 juillet 1846 un autre crime de ce genre aurait été également commis par l'accusé sur la femme Angélique Martine Moretti. Cette fille demeurait dans la maison de son père à un premier étage dont la hauteur n'était point considérable. Franceschetti monta dans cet appartement à l'aide d'une échelle. Il se place dans le lit de la femme Moretti et lui plaçant une main sur la bouche il s'efforce en vain d'attenter à son honneur en la menaçant de se servir du couteau qu'il a l'audace de tirer de sa poche. Les cris de la femme Moretti forcent l'accusé à se retirer. En vain revient-il le 13 août suivant pour renouveler ses tentatives. La fenêtre de la chambre mieux fermée, cette fois, ne lui permet pas de pénétrer dans l'intérieur de l'appartement.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation et malgré les généreux efforts de son défenseur M. Bonelli, l'accusé, reconnu coupable de ces deux tentatives de crime, a été condamné à huit années de travaux forcés.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CORSE.

Séance de 1847.

(Suite)

Un ouvrage lithographié sur la statistique et l'état agronomique de la Corse, dû à M. Gavini, sous-préfet de Thiers, a été mis sous les yeux du conseil et examiné par une commission.

Cet ouvrage est d'un grand intérêt pour le pays, car il renferme des notions exactes et des vues utiles sur l'état actuel de notre agriculture et sur les moyens d'en faciliter le développement et les progrès.

Le conseil prie M. le Préfet de vouloir bien souscrire pour une centaine d'exemplaires de cet ouvrage, et proposer pour cet objet une allocation de 1,000 fr. au moins au budget de l'année prochaine.

Le sieur Ferrucci, cultivateur à Bocognano, fait part au conseil des essais de culture de tabac, qu'il a fait avec succès sur des terrains situés dans la même commune.

Le conseil reconnaît que la culture du tabac devrait être autant que possible étendue et, en quelque sorte, naturalisée en Corse où cette plante prospère très-bien et donne des produits excellents.

Il engage le sieur Ferrucci à continuer son industrie, et regrette de ne pouvoir lui accorder un encouragement.

Le conseil général appelle sur cet objet l'attention de M. le Ministre des finances, et il lui fait remarquer qu'il serait dans l'intérêt du département, aussi bien que dans celui de l'administration elle-même, d'encourager la culture du tabac en Corse, et d'établir à Ajaccio un entrepôt à l'instar de celui qui existe à Alger.

Le conseil, aux termes de la loi du 21 mai 1836, fixe le taux de la conversion en argent des journées de prestation pour tout le département à 1 fr. 50 c. pour les hommes et les charrettes et à 75 c. pour les bêtes de somme, de trait ou de selle.

Profitant de l'autorisation accordée par la loi du 9 août 1847, le conseil général vote 15 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes dont le produit sera affecté à l'achèvement des lignes de grande communication et aux secours à accorder pour les chemins vicinaux.

Il vote aussi, conformément à la loi du 3 juillet 1846, trois centimes additionnels au principal des quatre

contributions directes pour concourir à l'établissement et à l'entretien des fermes-modèles.

Un membre avait demandé la suppression de l'allocation portée en faveur des frères de la doctrine chrétienne de Bonifacio; il demandait qu'elle fût destinée pour créer une école à Ste-Lucie de Tallano, où les crimes de toute nature ne sont que trop fréquents. Un autre membre réclamait la même faveur pour Bocognano, commune où il ne se manifeste encore aucun signe de civilisation, et il observait que l'allocation proposée pour concourir à créer une école de frères à Vico, aurait été mieux employée, si on la destinait, pour le même objet, à Bocognano.

Le conseil en maintenant l'allocation habituelle en faveur de Bonifacio, et en approuvant celle proposée en faveur de la commune de Vico, éprouve le regret de ne pouvoir concourir, dès cette année, à l'établissement d'écoles de frères dans d'autres localités de la Corse.

Il est hors de doute, que partout où l'enseignement primaire est confié aux frères de la doctrine chrétienne, les idées religieuses, les principes d'ordre et de morale s'impriment de bonne heure dans l'âme des enfants qui fréquentent leurs écoles; qu'ainsi en les établissant dans les localités où les tendances vicieuses et les passions funestes des habitants donnent souvent lieu à des attentats contre les personnes et à un état permanent de désordre, on modifierait essentiellement les mœurs, et l'on ferait pénétrer dans ces contrées, aujourd'hui si arriérées, des éléments de civilisation.

L'état ancien du canton de Prunelli, Fiumorbo, comparé avec son état présent, est un exemple frappant de l'influence moralisatrice qu'exerce l'instruction donnée par les frères de la doctrine chrétienne.

Le département ne saurait reculer devant aucun sacrifice dans le but de multiplier les écoles dirigées par eux.

N'ayant pour cet objet aucune ressource disponible, il demande que le nombre des centimes extraordinaires, affectés aux dépenses de l'instruction primaire, et autorisé par la loi du 3 juillet 1844 soit porté de huit à dix et que la durée de cette imposition soit de cinq ans 1849, 1850, 1851, 1852 et 1853.

Le conseil général espère que le gouvernement daignera apprécier l'importance de ce vote et, s'il ne peut venir au secours du département de la Corse pour procurer une instruction morale et religieuse aux populations qui n'ont pas encore ressenti l'influence de la civilisation, il ne voudra pas cependant lui refuser la faculté de faire lui-même des sacrifices dans un but si noble et si éminemment utile.

Le vote que le conseil général vient d'émettre témoigne assez de l'importance qu'il attache à l'instruction du peuple, et il reconnaît que cette éducation ne peut produire de résultats complets, si elle ne s'étend à la jeunesse de l'autre sexe. Persuadé de cette vérité il avait décidé la prise en considération d'une demande de Mgr l'évêque d'Ajaccio, qui sollicitait des secours en faveur des sœurs de St-Joseph et des filles de Marie, dirigeant des écoles de jeunes demoiselles dans ce département. Mais l'insuffisance des ressources n'a permis au conseil d'ouvrir aucune allocation pour cet objet. Il s'adresse donc à M. le Ministre de l'instruction publique lequel est venu d'autres fois au secours des pieuses filles dignes de tout son intérêt par leur abnégation, comme par les services signalés, qu'elles rendent au pays, et il espère bien que sa recommandation ne sera pas infructueuse.

Le compte d'administration de l'école normale a été ensuite mis sous les yeux du conseil; il en reconnaît l'exactitude.

Par ordonnances royales des 20 et 21 octobre dernier :

M. Mariotti (Jean-Baptiste), lieutenant au 17^e de ligne, a été promu capitaine au même corps.

M. de Figarella (Virgile-François), adjudant sous-officier au 10^e de ligne, a été promu au grade de sous-lieutenant au même corps.

M. Fraticelli (Toussaint-Mathieu), adjudant sous-officier au 18^e de ligne, a été promu sous-lieutenant au même corps.

M. Vitini (Barthélemy), adjudant sous-officier au 17^e léger, a été promu sous-lieutenant au même corps.

M. Poggioni (Paul-Joseph), chirurgien sous-aide, a été promu au grade d'aide major.

MM. Castelli (Laurent) et Aldrovandi (Nonco-François), ont été nommés chirurgiens sous-aides.

Par arrêté de M. le préfet de la Corse en date du 3 de ce mois. M. Colonna (Nicolas), maire de la commune de Petreto et Bicchisano, a été suspendu de ses fonctions.

M. le préfet vient d'adresser à MM. les sous-préfets, maires, curés, desservants et vicaires du département, la circulaire suivante :

« Ajaccio, le 19 novembre 1847.

« Messieurs,

« Je reçois fréquemment des réclamations au sujet des absences que font MM. les curés, desservants et vicaires sans qu'ils aient été régulièrement autorisés à quitter leur résidence. Il en résulte qu'ils continuent à être rétribués, parce que l'administration n'est pas exactement informée du jour de leur départ et celui de leur rentrée au presbytère.

« Comme MM. les ecclésiastiques doivent résider dans leur paroisse et remplir leurs fonctions pour avoir droit à leur traitement, M. le Ministre de la justice et des cultes m'a recommandé de tenir la main à l'observation des règles établies, afin de prévenir le retour de pareils exemples d'infractions qui donnent sans cesse lieu à des plaintes de la part des populations et nuisent aux intérêts du trésor.

« Je crois donc devoir rappeler les dispositions de l'ordonnance réglementaire du 13 mars 1832 que l'on paraît avoir entièrement perdue de vue. »

ORDONNANCE DU ROI.

« Louis-Philippe, Roi des Français,

« A tous présents et à venir, salut.

« Vu l'ordonnance royale du 9 janvier 1816, qui porte que les vicaires généraux et chanoines, comme les curés et desservants, jouiront de leur traitement à partir de leur nomination par l'évêque diocésain ;

« Vu celle du 4 septembre 1820, d'après laquelle le traitement des archevêques et évêques date du jour de leur prise de possession ;

« Considérant qu'aucune exception à cet égard, concernant les autres titres ecclésiastiques, ne saurait être justifiée, attendu que, pour tous, la résidence et les fonctions remplies sous les conditions exigées pour avoir droit au traitement ;

« Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes ;

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« Art. 1^{er}. Les vicaires généraux, chanoines et curés, dont la nomination aura été agréée par nous, jouiront du traitement attaché à leur titre, à dater du jour de leur prise de possession.

« Il sera dressé procès-verbal de cette prise de possession, savoir : pour les vicaires généraux et chanoines, par le chapitre, et pour les curés, par le bureau des marguilliers.

« Art. 2. Le traitement des desservants et vicaires datera également du jour de leur installation, constatée par le bureau des marguilliers.

« Art. 3. Expédition de chaque procès-verbal de prise de possession sera aussitôt adressée à l'évêque diocésain et au préfet du département, pour servir à la formation des états de paiement.

« Art. 4. L'absence temporaire, et pour cause légitime, des titulaires d'emplois ecclésiastiques, du lieu où ils sont tenus de résider, pourra être autorisée par l'évêque diocésain, sans qu'il en résulte décompte sur le traitement, si l'absence ne doit pas excéder huit jours. Passé ce délai, et jusqu'à celui d'un mois, l'évêque notifiera le congé au préfet, et lui en fera connaître le motif. Si la durée de l'absence pour cause de maladie, ou autre, doit se prolonger au delà d'un mois, l'autorisation de notre ministre de l'instruction publique et des cultes sera nécessaire.

« Art. 5. Toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance sont rapportées.

« Art. 6. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

« Fait à Paris, le 13 mars 1832.

« Signé : LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

« Le Ministre secrétaire d'Etat de l'instruction publique et des cultes.

« Signé : MONTALIVET. »

Recevez, Messieurs, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Le Préfet de la Corse,
FRESNEAU.

La nouvelle relative aux arrangements entre les duchés de Modène et de Parme, que nous avons publiée d'après le *Courrier de Livourne*, ne s'est point confirmée. On parle cependant d'arrangements possibles et le duc de Modène aurait proposé de soumettre l'examen de la question au roi de Sardaigne et au Pape.

Le discours prononcé par Pie IX à l'ouverture de la Consulta n'a satisfait entièrement l'esprit public. Le Saint Père a insisté fortement sur ses droits de souverain qu'il entendait ne pas voir diminuer et qu'il voulait transmettre tels qu'il les avait reçus. La Consulta, dans la réponse qu'elle a faite à ce discours, s'est efforcée d'agrandir le cercle de ses opérations et de se poser comme pouvoir législatif. Cette adresse a été reçue avec une grande bienveillance par le Pape.

Une grande fête devait avoir lieu à Rome le 24 novembre pour l'installation du nouveau Conseil Municipal.

— On lit dans le *Moniteur* :

Louis-Philippe, etc.

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : Les chambres des pairs et des députés sont convoquées pour le 28 décembre 1847.

Notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Au palais des Tuileries, le 24 novembre 1847.

Signé : LOUIS-PHILIPPE.

Par le roi :

Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur,
Signé : DECAUCEL.

NOUVELLES DIVERSES.

Nous nous sommes abstenus, par un sentiment de prudence que nos lecteurs comprendront, de mentionner le cas de choléra dont un officier du Mentor, paquebot de la correspondance du Levant, a été victime pendant la dernière traversée de ce navire. Mais les versions les plus absurdes ayant été répandues à ce sujet dans notre ville, nous nous faisons un devoir de rassurer la population en rétablissant les faits et faisant connaître les mesures prises par notre intendance sanitaire. Ces mesures, hâtons-nous de le dire, nous paraissent entièrement suffisantes pour dissiper toutes craintes.

L'officier décédé, qui remplissait à bord du Mentor les fonctions de premier lieutenant, avait contracté à Constantinople les germes du fléau auquel il a succombé dans le trajet de cette ville à Malte, où marchandises et passagers ont été exposés à Lazaret.

A l'arrivée du Mentor sur notre rade, l'intendance sanitaire, ayant connu ces faits, a immédiatement isolé ce navire et le soumis à une quarantaine de douze jours, pendant lesquels il sera continuellement éventé. De fréquentes fumigations seront en outre pratiquées de courts intervalles. Dans le cas où une indisposition quelconque serait constatée à bord, la quarantaine serait indéfiniment prolongée et l'intendance avisée.

— Une lettre de Tiflis (Géorgie), du 3 octobre, porte ce qui suit :

« On dit que la vente des esclaves est abolie en Turquie. Cependant les malfaiteurs n'en continuent pas moins leurs expéditions nocturnes pour l'enlèvement des filles, petites et grandes. Toutes les mesures du gouvernement russe échouent contre ce trafic, car le plus souvent il y a connivence entre le père et le marchand ; et, le croiriez-vous ? les filles elles-mêmes, bercées de l'espoir des belles positions que le hasard peut leur donner à Constantinople, seraient bien fâchées si le coup monté pour leur enlèvement venait à manquer.

« Les marchés de ce genre peuvent se traiter sous les yeux de l'autorité russe et à son insu. Ordinairement le marchand se présente à la maison paternelle et traite de l'achat d'une brebis, d'une vache, d'une jument ; mais l'air, le ton certains mots avertissent le père de quel bétail il est question ; il répond sur le même ton, et l'affaire se traite ; une fois d'accord, ils trouvent facilement le moyen de simuler une attaque, un enlèvement.

« A cet égard, il est étrange que la traite blanche soit défendue par les Russes, qui vendent leurs paysans avec leurs terres. »

— M. le ministre de l'agriculture et du commerce vient d'adresser aux préfets une circulaire relative au régime des eaux, par laquelle il les invite à répondre aux questions suivantes :

1^{re} L'assainissement des terres, le dessèchement des

de 641,237 quint. met. et la valeur de 2,033,743 fr. Ceci donne un total de 3,385,495 quint. met. pour toute la France, représentant une valeur de 12 millions 984,203 fr.

Les départements qui contiennent les marais salés sont : l'Aude, les Bouches-du-Rhône, la Charente-Inférieure, la Corse, le Gard, la Gironde, l'Hérault, l'Inde-et-Vienne, la Loire-Inférieure, le Morbihan, les Pyrénées-Orientales, le Var, la Vendée. Les marais du Morbihan sont les plus nombreux, mais ceux de la Charente-Inférieure sont les plus étendus.

Les départements qui contiennent les laves sont le Calvados, les Côtes-du-Nord, la Manche. Ceux qui contiennent les deux mines sont la Meurthe et la Haute-Saône. La mine de la Meurthe est de 1,781 hectares de surface concédée, celle de la Haute-Saône de 688 hectares.

Les sources salées sont dans le département des Basses-Alpes, de l'Ariège, de l'Aude, du Doubs, du Jura, de la Moselle et des Basses-Pyrénées.

— Les documents officiels qui nous sont transmis de Calcutta nous apprennent que la compagnie des Indes a vendu cette année dans ses neuf encans périodiques 21,649 caisses d'opium, qui ont produit la somme de 2,800,000 livres sterling, soit environ 70,000,000 fr. Dans cette quantité ne se trouve point compris l'opium de Malwa, exporté directement de Bombay, sans passer par les enchères de Calcutta, lequel figure pour 1,200,000 livres ; au total, 100 millions de fr.

La compagnie achète l'opium des cultivateurs, à prix forcé, environ le quart de ce qu'elle le vend. Elle réalise donc un bénéfice annuel net de 75 millions, en spéculant, d'un côté, sur la pauvreté et la faiblesse des Indiens, auxquels elle impose le travail et le monopole ; de l'autre, sur le vice abrutissant des Chinois, qu'elle s'efforce de développer par tous les moyens possibles, en raison directe de son intérêt pécuniaire.

Quelque énorme, en effet, que puisse paraître aux philanthropes du continent la masse de poison expédiée cette année en Chine, elle n'est pas, à beaucoup près, suffisante au gré de la compagnie, et des ordres pressants viennent d'être donnés à tous les producteurs pour que la récolte de l'année prochaine fournisse au moins 32,000 caisses, c'est-à-dire qu'elle soit augmentée d'une franchise moitié ! Rien ne prouve mieux que cette mesure la parfaite sécurité dont jouit la politique anglaise en Asie, grâce à l'inconcevable insouciance des grandes puissances européennes pour tout ce qui se fait au-delà le cap de Bonne-Espérance.

Le jour où on enlèverait aux Anglais le monopole de l'opium, leur domination dans l'Inde serait frappée d'un coup mortel, et leur marine militaire compterait cent navires de moins à opposer à l'ennemi. Mais on ne pousse pas la prévoyance si loin. On vit au jour le jour ; on s'occupe de ce qui frappe les yeux. En attendant, l'Angleterre s'affermi et s'étend sans bruit, afin d'être présente et forte sur tous les points au moment où une guerre maritime éclatera. Alors, les regrets seront inutiles, et cependant pourra-t-on se plaindre de n'avoir pas été averti en temps opportun ?

— Une lettre de Tiflis (Géorgie), du 3 octobre, porte ce qui suit :

« On dit que la vente des esclaves est abolie en Turquie. Cependant les malfaiteurs n'en continuent pas moins leurs expéditions nocturnes pour l'enlèvement des filles, petites et grandes. Toutes les mesures du gouvernement russe échouent contre ce trafic, car le plus souvent il y a connivence entre le père et le marchand ; et, le croiriez-vous ? les filles elles-mêmes, bercées de l'espoir des belles positions que le hasard peut leur donner à Constantinople, seraient bien fâchées si le coup monté pour leur enlèvement venait à manquer.

« Les marchés de ce genre peuvent se traiter sous les yeux de l'autorité russe et à son insu. Ordinairement le marchand se présente à la maison paternelle et traite de l'achat d'une brebis, d'une vache, d'une jument ; mais l'air, le ton certains mots avertissent le père de quel bétail il est question ; il répond sur le même ton, et l'affaire se traite ; une fois d'accord, ils trouvent facilement le moyen de simuler une attaque, un enlèvement.

« A cet égard, il est étrange que la traite blanche soit défendue par les Russes, qui vendent leurs paysans avec leurs terres. »

— M. le ministre de l'agriculture et du commerce vient d'adresser aux préfets une circulaire relative au régime des eaux, par laquelle il les invite à répondre aux questions suivantes :

1^{re} L'assainissement des terres, le dessèchement des

marais et bagnes d'eau, le redressement, l'élargissement et le curage des rigoles, fosses, petits cours d'eau, etc., offrent-ils, dans votre département, un intérêt considérable ?

2^e Rencontre-t-on des difficultés pour leur exécution ? quelles sont ces difficultés, et par quels moyens serait-il possible de les vaincre ?

3^e La législation actuelle vous paraît-elle de nature à fournir ces moyens, et, dans le cas de la négative, quelles nouvelles mesures législatives devraient être adoptées ?

— Voici un curieux résumé des prises faites par la France et par l'Angleterre, dans les guerres maritimes de 1793 à 1797.

Les Anglais nous avaient enlevé :

En 1793.	03 navires.
En 1794.	88 —
En 1795.	47 —
En 1796.	63 —
En 1797.	114 —

Total. 375 navires.

De notre côté, nous avons enlevé aux Anglais seulement :

En 1793.	261 navires.
En 1794.	527 —
En 1795.	502 —
En 1796.	414 —
En 1797.	562 —

Total. 2,266 navires.

Différence à notre avantage : 1,891.

— On assure que des ordres viennent d'être donnés, pour fondre dans les ateliers de l'Etat une batterie d'artillerie légère, que le gouvernement se propose d'offrir au pape, pour armer l'artillerie de la garde nationale de Rome.

— M. Auguste Lafon père, négociant, ancien président de la chambre et du tribunal de commerce de Marseille, qui vient de mourir, a donné dans son testament deux beaux exemples de charité et d'intérêt pour la classe ouvrière. Voici deux de ces dispositions testamentaires :

« Je laisse à la caisse d'épargne de Marseille la somme de 12,000 fr. qu'elle distribuera, en livrets de 50 à 100 fr. de capital, à des filles et garçons d'ouvriers, âgés de moins de dix ans, lesquels ne leur seront délivrés qu'à leur majorité avec l'accumulation des intérêts. Je lui recommande de faire porter son choix sur les enfants de parents probes, travailleurs, et qui les élèvent dans les principes de la religion et de la morale.

« Outre les 12,000 fr. dont je dispose en faveur de la caisse d'épargne de Marseille, je charge mes héritiers de distribuer 13,000 fr. aux pauvres de Marseille de la manière qu'ils jugeront le plus convenable.

— De mémoire de marinier parisien, les eaux de la Seine n'ont été vues aussi basses au mois de novembre qu'elles le sont en ce moment.

Hier, le niveau du fleuve ne marquait, aux échelles métriques du Pont-Royal, que 60 centimètres au-dessus du point de départ de ces échelles, le niveau des plus basses eaux connues, celles de 1719.

La navigation reste toujours interdite sur la haute Seine aux grosses embarcations. Cette circonstance est très défavorable aux approvisionnements généraux de Paris.

— Lundi dernier, écrit-on de Cherbourg, entre onze heures et midi, le tambour de ville publiait à son de caisse, dans les rues et dans le marché, l'étrange avertissement dont voici le texte :

« Aidez aux jeunes filles. — Quatre jeunes charpentiers classés, arrivés du Havre et employés au port militaire (suivaient leurs noms, prénoms et âges), sont ennuyés d'être en hôte et desirant se marier. S'adresser pour les voir chez M. Soin, aubergiste, rue du Chanter. »

« En voici du reste l'échantillon, » ajoutait le crieur public en montrant deux de ces jeunes gens qui l'accompagnaient.

— Le jury chargé d'établir la liste des élèves admissibles, à la suite des examens, à l'école de Saint-Cyr, s'est réuni ces jours derniers, au ministère de la guerre, sous la présidence du général Molino de Saint-Yon. Le classement des élèves a été terminé hier. La liste des élèves déclarés admissibles par le jury contient 416 noms sur plus de 1000 qui se sont présentés aux examens. Sur ces 416, 330 seulement, les premiers dans l'ordre d'inscription, entreront à Saint-Cyr. Les

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr. Six mois 8 fr. Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Insulaire, rue N. D. des Victoires 16 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

Depuis bientôt deux mois de nombreux banquets ont eu lieu dans différentes villes de la France, sous le prétexte de la réforme électorale. Les oppositions de de l'extrême gauche, de la gauche et du centre gauche se sont associées sans scrupule, pour donner de l'ensemble à ces démonstrations et sans poursuivre, au fond, le même but. L'une ne provoque cette réforme que pour arriver à une révolution, les autres ne sollicitent cette réforme que pour obtenir des portefeuilles. L'une veut faire les affaires d'un système sans lequel le pays, à l'entendre, ne saurait être heureux; les autres s'imaginent que la révolution de juillet, sous peine d'avorter ne saurait être confiée à d'autres mains, suivre d'autres principes que les leurs. L'une veut détruire, faire table rase, les autres veulent conserver et maintenir, et malgré cette dissimilitude contraire du but elle ne se sent pas moins entendues. A condition de ne pas s'expliquer, à demander toutes les réformes. Vienne l'opposition de droite, qui met dans une quatrième restauration le salut de la France, et nous ne verrions pas ce que l'entente cordiale des banquets patriotiques aurait à souffrir de cette nouvelle dissonance.

C'est précisément parce que ces démonstrations manquent d'unité, de sincérité qu'il est impossible au pays de les prendre au sérieux; nous ne le voyons pas disposé à se laisser entraîner sur les pas de ces réformateurs qui s'accordent un instant à condition de se taire, tomberaient au lendemain de la victoire dans la guerre, et lui offriraient comme modèle du régime qu'ils lui préparent l'anarchie, les accusations violentes et tous les désordres qui accompagnent une situation semblable. Non il est impossible qu'une réforme utile profitable sorte de cet imbroglio et il faut que la passion aveugle singulièrement les oppositions de gauche pour les décider à faire cause commune avec des hommes et des principes qu'ils seraient tous disposés, nous le croyons, à combattre avec nous, que les radicaux acceptent le concours de la gauche, à merveille, ils ont besoin par leurs alliances de suppléer à leur petit nombre et leurs amis, leurs convives d'aujourd'hui ne les embarrasseraient pas beaucoup. Au lieu d'attaquer M. Guizot ils en seraient quittes pour mettre en lambeaux la popularité chancelante de M. Odilon-Barrot, qui s'est condamné à jouer le rôle le plus triste qui puisse convenir à un homme d'Etat. Un jour M. Barrot se sépare des radicaux; les jours suivants il se rapproche d'eux, assiste à leurs banquets, applaudit à leurs toasts et s'en va chercher partout où des patriotes se réunissent pour dire, pour le bonheur à venir du pays, de démentis à ses principes des débris pour ses convictions. Du reste il a pu déjà se convaincre à quel point sa popularité et sa velle de fidélité dynastique a été assez mal accueillie par la presse radicale pour lui ouvrir les yeux et lui faire pressentir ce qu'il peut attendre de l'avenir.

Quoiqu'il en soit les radicaux savent très bien ce qu'ils font, le but qu'ils poursuivent et ils sont conséquents avec eux-mêmes. La réforme qu'ils demandent n'a d'autre but qu'une révolution, révolution pacifique voulue par la nature, destinée à assurer sa prospérité et sa grandeur, du moins ce sont là les promesses séduisantes du programme. Pour hâter cette révolution la loi électorale les gêne; ils ne demandent tout ce qu'on pourra en ôter des obstacles qu'elle présente à leurs vues, bien convaincu qu'une concession obtenue, une seconde deviendra inévitable et que de concessions en concessions nécessaires on arrivera infailliblement à ce que nous appelons une catastrophe à ce qu'ils prédisent le salut pour le pays, il n'y a plus ni moins que cela dans leurs espérances, dans leurs désirs et dans leurs efforts. Il faudrait être singulièrement naïf pour se faire la moindre illusion à cet égard. Eh bien! les oppositions de gauche, poussées par leurs griefs ne veulent rien voir, rien comprendre et se sont résignées avec une philosophie digne d'une

meilleure cause, à être complètement dupes du radicalisme. Cependant les leçons ne leur ont pas manqué; des déflections significatives ont eu lieu dans leurs rangs, des absences faciles à comprendre se sont fait remarquer, des toasts d'une clarté étonnante ont été prononcés: rien n'y a fait; les oppositions de gauche ont continué et continueront aussi long-temps que ce spectacle de l'anarchie des idées sera donné à la France. Cette conduite est fâcheuse, fâcheuse pour ces oppositions mais instructive pour le pays qui peut voir et admirer la perspicacité politique de ceux qui se posent comme ses défenseurs intelligents et habiles. Cette petite épreuve ne sera pas sans fruit et ce sera là sans doute le seul résultat utile de ces bruyants banquets qui se font avec les mêmes orateurs, les mêmes idées et qui suppléent à la qualité par la quantité.

La cour d'assises ouverte le 23 du mois dernier poursuit le cours de ses opérations. Sur 19 affaires déjà jugées il n'y a eu que 3 acquittements (1), et encore l'un des accusés condamnés aux travaux forcés à perpétuité ne devait sortir de la cour d'assises que pour rentrer dans le bagne de Toulon, considération qui indépendamment des charges suffisantes expliquerait au besoin, la déclaration de non culpabilité.

Dira-t-on, encore que le jury ne déploie pas assez d'énergie répressive? Si la position du pays est grave, si dans certains cantons il n'y a ni respect pour l'autorité, ni sûreté pour les personnes, ni possibilité d'atteindre les coutumes, ne faut-il accuser que la molle indulgence des jurés? Si des malfaiteurs arrêtent les marchands, et les rançonnent, si des ressentiments éteints se réveillent, si des hostilités suspendues, menacent de nouveau la vie des citoyens paisibles, qui comptant sur la protection des lois et l'énergie de ceux dont la mission est de les faire exécuter, ont déposé les armes, n'a-t-on de reproches à adresser qu'aux jurés? De bonne foi, est-ce sur eux seulement que doit retomber la responsabilité de ces malheurs?

Sans doute, répondrons les adversaires de cette belle et populaire institution. Pourquoi le jury déclare-t-il si souvent l'existence des circonstances atténuantes? N'est-ce pas pour ôter au crime son horreur, à la peine toute sa répression salutaire, aux gens de bien la sécurité, ce premier besoin du pays? Non assurément; quand ils répondent de façon, à amener une atténuation plus ou moins forte dans la pénalité, c'est que la nature des faits le comporte. D'ailleurs, ce qui justifie les jurés, c'est que la cour se montre tout aussi indulgente que le jury. Il est rare que dans l'application de la peine, les juges du droit aillent jusqu'au maximum.

Le reproche d'admettre avec la même facilité l'excuse tirée de la violente provocation n'est pas mieux fondé. De quoi s'agit-il dans la plus part des affaires? de meurtres ou de tentatives de meurtre sans effet, que précédent, d'ordinaire, de voies de fait, ou qui sont commises dans des rencontres, pendant la chaleur d'une rixe, l'irritation d'une insulte ou à la suite de coups et violences graves envers les personnes? Or que porte l'article 779 du code d'instruction criminelle? que lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, le président devra à peine de nullité, en faire la matière d'une question spéciale?

Est-il étonnant, qu'interrogés sur ces sortes de questions les jurés répondent affirmativement? Ceux qui connaissent et étudient avec attention les affaires portées devant notre cour d'assises, savent que la plupart d'entre elles présentent un côté plus ou moins excusable, et que lorsque la provocation matérielle sera si suffisamment établie, le dénouement de l'accusé, peut invoquer avec succès la provocation morale? Cependant, et qu'on ne se méprenne pas sur notre intention, admettra des circonstances favorables,

(1) Il est à noter que dans une de ces affaires le ministère public a désisté de l'accusation.

alors qu'elles ne résultent point des débats, c'est mentir à sa conscience de chrétien, c'est mettre la pitié à la place de la justice, c'est oublier l'intérêt de la société pour celui de l'individu, substituer une satisfaction dérisoire à un châtement proportionné au crime et motiver jusqu'à un certain point les appréhensions exagérées des personnes qui n'ayant pu empêcher le rétablissement du jury en Corse, en désirent secrètement la suppression. Mais il n'en sera point ainsi. Les jurés, et le nombre n'en est pas aussi restreint qu'on le prétend, ont le sentiment de leurs devoirs, l'intelligence pour comprendre la gravité et l'importance de leurs fonctions, et ce qui vaut mieux encore, le courage nécessaire pour les exercer avec indépendance.

Au lieu de les gourmander on ferait beaucoup mieux ce nous semble, de s'occuper avec un peu plus de sollicitude de l'éducation des listes, d'apporter dans le choix des deux cents, sinon plus de soin, du moins plus de discernement; de signaler à l'estime publique ceux d'entre ces magistrats citoyens qui savent allier pendant toute la session, la modération à la fermeté, fermer l'oreille à toutes les sollicitations pour n'écouter que la voix de la conscience, qui demandent ce que les accusés ont fait et non comment ils s'appellent, s'il y a des charges aux débats et non pas s'ils sont puissamment recommandés, si c'est la société qui poursuit une réparation légitime ou bien des passions haineuses qui veulent associer la justice du pays à des vengeances de famille.

Avec le droit de récusation habilement exercé on peut écarter aisément du jury de jugement les hommes faibles, par caractère ou par position, pour mettre à leur place des jurés sévères sans dureté, étrangers à toutes les préventions du dehors, libres de toute espèce d'engagement, commandant la confiance de la cour par la pureté des mœurs et des principes, les respects de l'auditoire, par le recueillement et la dignité du maintien.

Si nous devons en juger par les verdicts déjà rendus, cette session prouvera une fois de plus, que bien dirigée la procédure par jurés suffit en Corse, comme par tout ailleurs, à l'énergique répression du crime. Tout ce que nous craignons, c'est que la longueur des sessions ne finisse par atténuer le zèle ou lasser le dévouement des jurés. Ce serait là un fâcheux symptôme pour le pays. Quand on veut joindre des avantages d'une institution il faut en accepter les charges sans regret. Le patriotisme n'est après tout, que l'abnégation de ses intérêts particuliers au profit du corps social. — Comme nous sommes de ceux qui veulent la pratique sincère et loyale du jury, ce serait avec douleur que nous le verrions faussé dans ses éléments ou ne fonctionner qu'avec peine.

Mais le corps des jurés se compose d'hommes trop éclairés, trop dévoués au pays, trop jaloux du maintien d'une institution qui les appelle périodiquement à intervenir tour à tour dans l'exercice du pouvoir judiciaire pour ne pas sentir la nécessité de redoubler de soins et de zèle. Ainsi, loin de nous des craintes qui seraient des injures pour cette classe d'élite. Le jury que la révolution de 1830 nous a rendu et que nulle puissance au monde ne peut nous enlever, sera dans l'avenir ce qu'il a été pendant ces dix-sept années, l'effroi des coupables et la sauve-garde des innocents. Qui nous avons la douce confiance qu'ils ne cesseront de mériter les éloges que nous avons eu si souvent occasion de leur donner. Si de fâcheuses erreurs ont échappé de loin en loin aux jurés qui les ont précédés sur le banc du jury, ce n'est pas aux jurés de cette session que la société, un instant alarmée, peut en demander compte. Après tout, et quoique il y ait entre les huit cents jurés une sorte de solidarité d'honneur, nous ne sommes responsables au pays que des déclarations auxquelles nous avons concouru.

Au reste, nous nous proposons de porter plus tard un jugement motivé sur l'ensemble des opérations de la cour d'assises qui ne sera closé que le 7 janvier.

doivent être rendus à Saint-Cyr le 1^{er} décembre.

— Les dernières expériences faites par la frégate la *Pomone* paraissent avoir été déterminantes; elles ont prouvé que le système mixte, tel qu'il a été établi à bord de ce bâtiment, offrait tous les avantages qu'on en attendait. Le ministre de la marine est parti de ce résultat pour ordonner la construction d'un vaisseau de quatre-vingt-dix canons dans le même système et d'après les plans de M. Dubuy-Delomo, officier du génie maritime, auteur d'un Mémoire sur les bâtiments en fer. C'est à Toulon que ce navire va être mis en chantier, et il devra atteindre Toulon en 1848.

— La question d'introduction à la chambre de députés de nos colonies sera discutée dans la prochaine session. On dit que le gouvernement est favorable à cette mesure.

— Le choléra est près de s'éteindre à Moscou, mais il s'est propagé au delà de cette ville dans la direction de St-Petersbourg. Il y a eu un petit nombre de cas à Waldai et à Novgorod, ville qui n'est éloignée que d'une quarantaine de lieues de notre capitale.

« Le bruit court que trois individus, dont un marin hollandais, auraient été atteints du choléra à Saint-Petersbourg, mais cette nouvelle mérite confirmation.

« Jusqu'à présent, le choléra a frappé en Russie environ cent mille personnes, dont seulement vingt-deux mille ont succombé. »

VARIÉTÉS.

THÉÂTRE DE BASTIA.

ROBERTO D'EVREUX.

Il y a deux mois, à la grande satisfaction des insulaires et des continentaux un bruit s'était répandu: le théâtre sera réparé depuis la tête jusqu'au pied, du paradis au parterre; à la place, qui s'introduisait par le toit délabré, succédera bientôt le beau temps de M. de Marboeuf; l'Opéra Italien sera convenablement représenté désormais dans l'ancienne salle, construite par un Français dont le nom sera toujours cher à la Corse, comme il fut cher à Napoléon. Le public accoutumé à ne pas croire à l'impossible, et qui voterait pour la destruction du plus beau monument historique, ce bon public criait: absurdité! Créez d'une baraque un temple lyrique, c'est jeter son argent par les croisées; il faudrait abattre l'édifice, et sur ses ruines en construire un nouveau. La restauration a eu lieu, et tous les spectateurs à l'envi se sont empressés d'applaudir, à la vue du confortable, qui a succédé à la misère; ce n'est pas encore bien, mais c'est mieux. Nous devons engager le propriétaire à rendre l'extérieur digne de l'intérieur, et nous serons les premiers à encourager tous ses efforts, pour obtenir le concours de l'administration municipale dans le but louable de rendre à la salle de M. de Marboeuf sa dignité primitive.

C'est là un vrai monument historique, lecteurs, l'un des plus anciens témoignages du génie civilisateur de l'administration française. La République de Gènes n'avait jamais songé à construire en Corse des théâtres, elle autorisait la représentation de certains mystères, où tragédies sacrées, jouées en plein air, aux portes des églises, les jours de grandes solennités. Dans l'histoire on conserve la mémoire de ces drames, qui attirèrent les peuples de toutes les pieuses environnantes. Le martyre des apôtres Saint-Pierre et Saint-Paul, représenté pour la première fois à Lumio, le 8 mai 1688, fit alors fureur. Ce fut pendant plusieurs années le thème, le libretto favori de ces actions pieuses dont la Balagne offrit le plus souvent le spectacle attendrissant. La *Passion*, du docteur Petrucci, donnée à Catari en 1692, marque encore dans les fastes dramatiques de l'île, mais sa célébrité fut plus restreinte, car la tragédie de Lumio était imprimée à Bastia en 1693 et dédiée à Monseigneur Marc Emmanuel Durazzo, évêque d'Aleria. Murati de Muro, auteur contemporain l'affirme dans sa *Pratica Manuale*; il ajoute qu'elle est composée de six mille vers. Ce volume antérieur aux Statuts sortis des presses de Bastia est une vraie curiosité bibliographique.

En compulsant les annales du théâtre de Bastia, nous pourrions citer plus d'une pièce écrite pour cette salle, où se réunirent tant de Français, tant de Corse, dont le nom est buriné dans l'histoire; nous pourrions mentionner plus d'un acteur, qui après avoir débuté sur cette scène modeste, est parvenu à la plus grande renommée. Vous connaissez tous certaine sylphide, l'honneur du voluptueux ballet, qui fit ses premiers pas

dans la carrière chorégraphique, sur les planches de la salle Marboeuf?

Le bon vieux temps est passé, l'opéra seul nous reste: n'allons pas maladroitement parler de ces anciens souvenirs; en considérant le présent le public pourrait peut-être ne pas oublier, comme à *Roberto D'Evreux*, qu'il est certain droit qu'à la porte on achète en entrant. Dimanche, lundi, mardi on nous a donné trois représentations consécutives de cette pièce.

Sans doute les directeurs précédents ont pu se dispenser d'avoir des chœurs de femmes, par ce que la location des loges devait être très minime, pour ne pas dire nulle, dans une salle où le public eût été obligé de déloger, dans un jour de forte pluie. Mais aujourd'hui, la recette des loges et des abonnements exige que l'on ait à Bastia des chœurs bien composés, ne chantant pas de manière à déchirer les oreilles des assistants les plus sourds. Une reine, comme Elisabeth, ne doit pas s'évanouir entre les mains du dernier choriste du dernier théâtre de province! Une reine doit avoir ses dames d'honneur, des confidentes pour demander leurs conseils, et le public, comme dimanche, ne saura s'empêcher de rire, en la voyant s'entretenir avec des courtisans, dont la voix lui serait bien fatale, si elle avait le malheur de se laisser guider par elle, après avoir eu le malheur de les entendre.

M^{re} Clementina Pieruccetti (*Elisabeth*), quoique actrice consommée, a eu bien de la peine à sauver l'invraisemblance d'une pareille scène; par un jeu animé, vif et pathétique elle cachait le ridicule d'un tel spectacle. Le public a bien voulu oublier, grâce à elle, que des hommes écoutaient les secrets qu'une reine rougirait de leur déclarer, qu'elle dévoilait avec peine à l'amie la plus intime. Donnée d'une excellente méthode, M^{re} Pieruccetti a su proportionner sa voix à l'étendue de la salle, et sans crier, sans ces explosions de voix, défauts communs aux actrices qui en manquent, elle se fait entendre de toutes les parties de la salle; pas un mot n'était perdu pour les auditeurs. Les applaudissements réitérés des loges et du parterre témoignaient de la satisfaction générale. — M. Joseph Casolini (*Nottingham*) a recueilli ces bravos que le public accorde à tous les artistes de talent et d'avenir, mais habitué sans doute à des salles plus grandes, il donne par intervalle à sa voix une trop forte extension — *Alfred* (*Roberto*) se distingue par sa vocalisation; il a obtenu également, pendant trois représentations les sympathies du public. Quant à M^{re} Lotti (*Sara*) elle a mieux chanté que joué; elle est d'une froideur de zone glaciale, mais on disait que pour la première fois elle paraissait sur un théâtre, et le public, pour une première fois même, s'est montré bien indulgent.

L'administration du théâtre ne devrait pas donner au public le scandale de dimanche dernier: aux premières loges les mêmes numéros étaient loués à plusieurs personnes; au milieu de l'opéra, quelques retardataires trouvaient occupée leur place payée à l'avance. Cet imbroglio a occasionné quelque tumulte. Il suffit de signaler de pareils faits, pour espérer qu'ils ne se renouvelleront plus.

M. R***

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

VENTE après décès et pour cause de minorité.

De MEUBLES consistant en meubles meublans, ustensiles de ménage, fusils de chasse, effets d'habillement etc., qui aura lieu lundi six décembre prochain dix heures du matin, dans la maison Lucciana au 3^e étage sur la traverse royale en cette ville de Bastia par le ministère de l'huissier soussigné.

CHERSIA.

AVIS AU COMMERCE

Les Gérants de la Compagnie Valéry Frères ont l'honneur de prévenir le commerce qu'à partir de ce jour les marchandises qui devront être embarquées pour Marseille sur les paquebots de la Compagnie devront

être vérifiées sur le quai avant midi de la veille de départ, à défaut les chargeurs seront obligés de les faire porter à bord à leurs frais toutes les fois qu'elles pourront être reçues.

A l'arrivée du bateau de Marseille les marchandises seront déposées sur le quai aux risques des destinataires qui sont prévenus dès à présent de se rendre sur le dit quai pour les retirer aussitôt après qu'elles auront été vérifiées par la douane.

Les chargeurs sont prévenus enfin que la compagnie n'entend répondre en aucun cas de la rupture des choses fragiles, du coulage des liquides ni de toute avarie quelconque provenant de fortune de mer ou de tout autre accident.

PAQUEBOTS A VAPEUR FRANÇAIS.



COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES. Services réguliers de 15 en 15 jours entre Bastia et Portoferrato (Sardaigne) touchant à Bonifacio, et de Bastia à Ajaccio, touchant à l'Île-Rousse et Calvi.

Un bateau à vapeur partira de Bastia pour Ajaccio touchant à l'Île-Rousse et Calvi le vendredi 3 du mois de décembre prochain à 7 heures du matin.

Il repartira d'Ajaccio pour Bastia, le 4 à 7 heures du soir touchant de même à Calvi et l'Île-Rousse.

E stato smarrito nella spiaggia di Furiani un cavallo bajo, stellato in fronte, di anni 4, appartenente al Sig. Gio. Battista Benigni di Furiani. Chi lo indicasse al padrone sarà ricompensato.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Portovecchio, 25 novembre, brick-goël. Conception, de 60 tx, c. Erso, en lest.

Livourne, 25 id. mistick Conception, de 29 tx, c. Alexandr, blé et diverses.

Civittavecchia, 26 id. bat. à vap. Liamone, c. Corelli, lieutenant de vaisseau.

Livourne, 26 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, c. Stretti, pass.

Livourne, 26 id. mistick Misericorde, de 44 tx, c. Gabrielli, diverses.

Naples, 28 id. balanc. S^{te} Philippe, de 42 tx, c. Mattaroso, en lest.

Naples, 28 id. balanc. S^{te} Philomène, de 34 tx, c. Solesse, en lest.

La Spezia, 29 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Vanetti, pass.

Marseille, 30 id. brick-goël. Cirno, de 100 tx, c. Valzi, diverses, et pass.

Marseille, 1^{er} décembre bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, pass.

Marseille, 1 id. paquebot Ajaccio, c. Blanc, lieut. de vais. dépêches et pass.

Livourne, 1 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, c. Stretti, pass.

DÉPARTS.

Marseille, 26 novembre, paquebot Napoléon, c. De Coors, lieut. de vais. dépêches et pass.

Marseille, 26 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, pass.

Portoferrato, 26 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

Livourne, 26 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, c. Stretti, pass.

Toulon, 29 id. bat. à vap. Liamone, c. Corelli, lieutenant de vaisseau.

Livourne, 1^{er} décembre bat. à vap. Télégraphe, c. Vanetti, pass.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

COPAHU FERRUGINEUX,

2 FR. LE FLACON, infallible pour la guérison des maladies secrètes, anciennes et passées à l'état chronique. A la pharmacie BÉRAL, à Paris; dépôt à Bastia, chez MM. Ponelli et Compagnie. (8160).

MAGNÉSIE ANGLAISE VÉRITABLE,

3 FR. 50 C. LE FLACON, absorbe les aigreurs et facilite les fonctions digestives de l'estomac. Dépôt unique à Bastia chez MM. Ponelli et Compagnie. (8161).

Les avocats du barreau de Corte, dont le nombre augmente toutes les années, réclament depuis 1840, contre la délibération qui autorise les avoués à plaider concurrentement avec eux.

Le tribunal de Corte a enfin retiré à ces officiers ministériels une faculté qui ne serait plus qu'un privilège illégal. On sait en effet qu'aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance du 27 février 1822, les avoués ne peuvent plaider les causes dans lesquelles ils occupent, que dans les tribunaux, où le nombre des avocats inscrits sur le tableau ou stagiaires exorbitant et résidant dans le chef-lieu serait insuffisant pour la plaidoirie et l'expédition des affaires. Hors de ces cas les avoués doivent se borner à plaider les demandes incidentes de nature à être jugées sommairement, et tous les incidents relatifs à la procédure.

Or il est évident, qu'un barreau qui compte huit avocats, tous capables d'exercer réellement leur profession et plaider trois fois plus d'affaires que le tribunal n'en juge, devait être rétabli dans le droit exclusif de la plaidoirie.

C'est ce qu'a fait le tribunal. Il a compris, qu'il était temps de supprimer une autorisation essentiellement provisoire et qu'il n'y avait plus aucune raison d'intérêt général pour la maintenir. On a lieu d'espérer que la cour royale sentira à son tour qu'il y a justice et convenance tout à la fois à confirmer l'avis du tribunal, premier juge de l'opportunité de ces sortes de mesures. Elle ne voudra pas que seul parmi tous les barreaux de son ressort, celui de Corte soit frappé dans la première comme dans la plus belle de ses prérogatives.

Il est, au sein de la cour, des conseillers qui ont porté noblement la robe d'avocat, pour permettre que ceux de Corte soient placés sur la même ligne que les officiers ministériels. S'il en était ainsi, un simple certificat de capacité aurait plus de valeur que le grade de licencié en droit. La cour relèvera donc le barreau de Corte de la position exceptionnelle et par conséquent humiliante où il se trouve depuis plusieurs années. M. le garde des sceaux, jaloux de conserver à l'ordre des avocats le rang et la dignité qui lui appartiennent, s'empresse, nous en avons l'assurance, d'approuver la délibération qui va être prise par la cour royale.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le Conseiller Gavini.

AUDIENCE DU 30 NOVEMBRE.

Vol.

Dans la nuit du 2 au 3 mars 1847 le nommé Casanova Placide, de la commune d'Occhiatana, s'étant introduit dans la maison du desservant, a dérobé à son préjudice une somme de quarante sept francs et une montre en argent. De vol d'après l'accusation aurait été commis avec effraction et escalade. L'accusé serait monté au premier étage du presbytère en entrant par la cave et aurait brisé le tiroir d'une table et le cadenas d'une malle. Aux circonstances de ce crime venaient encore se joindre la mauvaise réputation de l'accusé qui dans la journée du 28 février 1846 aurait également soustrait frauduleusement une somme de quatre-vingt-dix francs au préjudice du sieur Blasini de la commune d'Occhiatana.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. L'accusé, malgré la justification habilement présentée par M. Montera, ayant été reconnu coupable de vol avec les circonstances relatées dans l'acte d'accusation a été condamné à cinq années d'emprisonnement.

AUDIENCE DU 1 DÉCEMBRE.

Blessures graves.

Une rixe avait eu lieu entre le nommé Michel Giacobetti de la commune d'Antisanti et les frères Claude et Nicolas Vincentelli. Giacobetti avait reçu dans cette circonstance des coups de bâton pour lesquels Claude Vincentelli avait été condamné à seize francs d'amende par le tribunal correctionnel de Calvi. Non content de cette réparation Giacobetti ayant rencontré le 9 août 1846 sur le territoire de Belgodera son adversaire Claude Vincentelli, déchargé contre lui un petit pistolet de pocha à la suite d'une altercation qu'il eurent entre eux. Le coup ne produisit heureusement aucun fâcheux résultat. Malheureusement le 14 du même mois une autre rencontre eut lieu avec Nicolas Vincentelli. L'accusé tira de sa poche un couteau et menaça de se précipiter sur lui; mais des personnes de bien s'interposèrent et aucun malheur ne survint.

Traduit devant les assises pour tentative de meurtre l'accusé soutint qu'il a été violemment provoqué. M. Sigaudy, avocat-général, occupa le siège du ministère public. M. Caraffa est au banc de la défense. Déclaré coupable de tentative de meurtre avec provocation violente, Giacobetti a été condamné à une année de prison.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Faux en écriture publique.

Rossi Ours-Paul de la commune de Ventiseri était appelé à faire partie du contingent de la classe 1842. Le 19 mars de la même année s'étant présenté au conseil de révision, il prétendit qu'il était petit-fils d'une femme veuve septuagenaire et aveugle. Il produisit à cet effet un certificat signé de deux individus et affirmé par l'adjoint de la commune, par lequel il prétendait soutenir la véracité de ce qu'il exposait. Sur la réclamation du nommé Giorgi Charles, il fut reconnu que les signatures apposées au bas de ce certificat avaient été falsifiées. En conséquence Rossi mis en état d'accusation a été traduit pour ce fait devant le jury.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Casabianca a présenté la défense de l'accusé. Déclaré coupable du crime qui lui était imputé avec circonstances atténuantes, Rossi Ours-Paul a été condamné à deux années de prison.

AUDIENCE DU 2 DÉCEMBRE.

Tentative d'assassinat.

Dans la soirée du 12 août 1846 au moment où le nommé Napoleoni Jacques entra dans sa demeure à une heure avancée de la nuit, une détonation se fit entendre et il fut mortellement blessé par trois balles. Ses soupçons tombèrent d'abord sur Quilici Pierre-Paul qui avait eu une altercation avec lui quelques jours auparavant. Toutefois il fut démontré que Quilici était innocent de ce crime et qu'il se trouvait dans la maison du sieur Morati au moment de l'attentat.

L'opinion publique désigna alors le nommé Leonetti Pierre-Jean qui, d'après l'accusation, avait entretenu des relations coupables avec la femme de Napoleoni et qui avait pris la fuite aussitôt après la perpétration du crime. Dans le cours des débats, un témoin entendu à l'instruction ayant fait une déposition contraire à celle qui avait été recueillie par le juge d'instruction, M. Sigaudy, avocat-général, a demandé et la cour a prononcé le renvoi de l'affaire à une prochaine session. M. Caraffa et Savelli étaient les défenseurs de l'accusé.

Par une ordonnance royale en date du 25 courant, est nommé conseiller à la cour royale de Bastia, M. Lacour, procureur du roi près le tribunal de première instance de Saint-Pons, en remplacement de M. Jourdan, appelé à d'autres fonctions.

Nous apprenons que M. le conservateur des forêts est mandé à Paris pour faire partie d'une commission, chargée de préparer les éléments de la mise en vente des bois domaniaux de la Corse.

Le pays apprendra avec une joie bien vive que le gouvernement va exaucer un de ses vœux les plus ardents. Notre conseil général a encore appelé cette année toute la sollicitude de l'administration sur un objet qui a toujours été regardé comme étant de la plus haute importance pour notre île.

L'exploitation des forêts y attirera, en effet, des consommateurs; ce qui amènera nécessairement un accroissement de produits, et par conséquent la circulation du numéraire; mais ce que nous considérons comme plus avantageux et utile à la fois, c'est la facilité que trouveront nos concitoyens de travailler, et de demeurer par là cette opinion de paresse qu'on s'est formée des Corse.

(Journal de la Corse).

Par arrêté de M. le ministre des finances du 18 novembre dernier :

M. Limarola, est maintenant percepteur de la réunion d'Orta.

M. Bargilati, percepteur surnuméraire, est nommé percepteur de la réunion de Murato.

M. Fiorini, percepteur surnuméraire, est nommé percepteur de la réunion de Castifao.

M. Dellepiane, ancien percepteur, est nommé percepteur de la réunion d'Evisa.

D'après les dernières nouvelles d'Italie, le territoire de Fivizzano, conformément à l'arbitrage du roi de Sardaigne et du pape, a été cédé au duché de Modène; celui de Pietrasanta reste à la Toscane. Le duc de ce dernier pays et celui de Modène ont publié deux proclamations à ce sujet.

L'individu prévenu d'avoir tué dans la nuit du 20 au 21 novembre un caporal de ligne à Livourne a été condamné par la cour criminelle de Florence à 15 ans de travaux publics.

Des journaux d'Italie annoncent que la Sicile toute entière est en pleine insurrection. La constitution de 1812 aurait été proclamée, l'île se serait soustraite à la domination de Naples et se serait placée sous la protection du gouvernement anglais.

On annonce que la flotte anglaise passera l'hiver partie à la Spezzia, partie dans le golfe de Naples.

En vertu d'un décret royal tous les navires pourront à l'avenir entrer tous les dimanches et les jours de fêtes sans exception, dans les ports du royaume de Sardaigne et en repartir les mêmes jours, s'ils le veulent.

Réponse à M. Tommaso.

Monsieur,

La Patria, journal imprimé à Florence que je lis avec le plus grand intérêt, contient dans son numéro du 26 novembre dernier un article qui me concerne. J'aurais pu le laisser sans réponse, car il ne renferme que des sarcasmes de mauvais goût, genre de polémique fort peu usité entre gens de bonne compagnie.

La réfutation est permise, l'insulte jamais. La rédaction de la Patria l'a tellement senti qu'elle a rejeté votre lettre au bas de ses colonnes pour marquer apparemment le peu de cas qu'elle en faisait.

Des personnes qui vous connaissent m'avaient bien parlé de votre humeur, de cette humeur bizarre et chagrine qui, d'ordinaire, vient du mécontentement de soi-même ou du dépit d'un orgueil blessé. Mais je ne devais pas supposer que la moindre contradiction vous irritait au point de vous faire oublier les règles de l'urbanité la plus vulgaire.

Penser comme vous, ou s'attendre à des injures... mais savez-vous que vous affichez là une bien étrange prétention? Quand vous voulez que l'on partage, ou du moins que l'on se taise sur vos opinions relativement aux hommes et aux mœurs du pays, mettez plus de vérité dans les aperçus, et surtout plus de convenance dans votre langage. Si nous avons de la sympathie et de l'estime pour les auteurs étrangers qui viennent recueillir parmi nous des souvenirs historiques, nous ne leur pardonnons pas d'abuser des lois de l'hospitalité et de la facilité de nos communications pour rapetisser dans des livres dogmatiques et prétentieux, des patriotes haut placés dans nos souvenirs, encore moins d'outrager ceux que nous aimons le plus.

C'était donc à nous à nous plaindre avec amertume, vous nous devez une réparation et des excuses, et c'est vous qui attaquez !!

Mais voyons : qu'est-ce qui vous a si vivement irrité? M. Tommaso, est un de ces hommes qui semblent regretter le plus que la Corse ait cessé d'appartenir à la péninsule italique pour devenir département français.

J'ajoutais immédiatement : « l'expression de ces regrets, le désir de cette alliance flatterait jusqu'à un certain point notre orgueil national; les peuples comme les individus attachent toujours du prix à ceux qu'ils estiment (pag. 1 et 4) ».

La main sur la conscience, est-ce réellement ce passage de ma brochure qui a motivé l'amertume sarcastique de votre réponse? Personne n'y croira.

Je ne devais pas m'attendre, dites-vous, à aucune gratitude de la part d'hommes qui pensent et écrivent comme M. Arrighi. Oui, quand, vous posant en Plutarque de la Corse, vous prétendez refaire notre histoire à votre guise; oui, quand vous distribuez magistralement le blâme ou l'éloge au gré de vos rancunes ou de vos affections; oui, quand vous posez l'antipathie contre la France jusqu'à détester les insulaires qui, sans cesser d'aimer l'Italie, préfèrent la langue française, cette langue désormais européenne et que vous semblez craindre plus que les Romains ne craignaient autrefois les Gaulois aux portes de Rome. Pour-

quoi vous en défendre? Un homme d'honneur ne désavoue point ce qu'il pense, ne retracte point ce qu'il écrit (1).

Comme j'ai, moi, le courage de mes actes et de mes convictions, fussent-elles aussi étranges que les vôtres, j'ai signalé sans délai et sans détour, mais toutefois avec les ménagements dus à votre réputation littéraire ce que votre publication m'a paru contenir de contraire aux vœux et aux intérêts de mon pays.

J'en avais bien le droit, de même que vous avez celui de défendre les héros Slaves si j'étais assez fou pour les attaquer.

Vous insinuez que pour acquiescer dei titoli, stipendii ed applausi ou pour faire la cour aux puissances du jour, il est des Corse qui ne craignent point de s'exposer à une tâche ignominieuse, celle de flétrir la mémoire de Paoli la canisnie contristata del Paoli. Pour repousser le reproche d'ambition (si c'est de moi que vous entendez parler) ou la honte d'une trop grande obsequiosité envers les dispensateurs souverains des faveurs, je n'ai qu'un mot à dire, c'est que ma position actuelle atteste suffisamment l'indépendance de mon caractère.

Il n'est pas vrai non plus que des Corse attaquent la mémoire vénérée de Paoli (sia da taluno dei suoi figli insultata) pendant qu'un étranger prend en main sa défense. Il y aurait là, je l'avoue, un bien singulier renversement de rôles! Heureusement c'est le contraire qui est vrai.

Paoli, une des plus belles figures historiques des temps modernes, moins grand, mais plus cher peut-être que Napoléon, a trop fait pour la liberté et la gloire de son pays pour que l'erreur d'un jour, d'ailleurs cruellement expiée par les regrets d'un second exil pût ternir l'éclat de sa carrière ou affaiblir l'admiration de la postérité. Il n'y a que les dieux qui ne commettent point de fautes. Son passage aux Anglais en fut une; c'est du moins mon opinion. (Voir une lettre de Paoli à M. Burnaby. Londres 10 janvier 1797.)

Au reste, les Corse que vous accusez d'ingratitude n'avaient pas attendu le recueil de ses lettres pour élever à sa mémoire un monument qui durera plus que votre Proemio. Moins préoccupé du soin de grossir le volume que de celui de montrer le Wasinghton de nos montagnes dans toute la simplicité des vertus antiques, vous auriez apporté plus de réserve et de discernement dans le choix de ses lettres et des autres documents historiques. J'en appelle sur ce point aux impressions de tous ceux qui ont vu votre ouvrage.

Il était trop jaloux de l'illustration de la patrie, le général Paoli, pour qu'il vous fût permis de grandir son nom, en abaissant tous les autres. Avec quel mépris n'ait-il pas rejeté l'hommage d'une couronne formée avec des fleurs arrachées à celle de ses concitoyens illustres?

Napoléon lui-même dont le fondateur de notre nationalité devina le génie et présagea le brillant avenir, n'est plus dans vos écrits qu'un homme vil, un imposteur, sans générosité, oubliant les services rendus, sans grandeur réelle, indifférent au bonheur des peuples, les trompant par de décevantes promesses, faisant la guerre sans autre motif que l'ivresse de l'ambition, écrasant les choses pour le seul plaisir de les écraser, organisant les études mais pour s'en servir selon ses desseins, étranger à tous les pays parce qu'il n'en aimait aucun, inaccessible au sentiment du beau, sans pudeur dans les prodigalités envers les siens, volant des armées dévouées et point de nations libres... (2)

Et voilà l'écrivain qui prétend aimer la Corse plus que nous! Voilà comment il cherche à mettre en relief tout ce qui élève et l'honore aux yeux des autres nations. Et si c'est de la sorte que vous nous traitez dans l'expansion de votre amour, que n'aurions-nous pas à craindre de l'excès de votre haine?

Vous vous plaignez en outre, M. Tommaso, de ce que je vous ai soupçonné de vouloir soulever la jeunesse corse pour l'aider à insurger les États italiens. Oh, pour le coup, ce serait, je l'avoue, une véritable calomnie. Vous, insurger la Péninsule! Mais, homme prudent, vous n'attaquez que ceux qui ne peuvent plus se défendre; écrivain humanitaire, vous êtes pour les batailles sans armes. Ainsi on peut être tranquille de ce côté. Pour nous rassurer davantage, vous

(1) Italia terra sol: nell'accorato
Delle ton donne funerali ballate
Spleen! I sommi che il mio Dante amò.

Sempre Italia sarà.....

(Ode a Giuseppe Mulino).

(2) Voir la brochure de M. Borghetti de juin 1847.

avec soin de nous apprendre que vous êtes né sous un ciel moins brûlant. J'en suis désolé pour la patrie de Dante et de Guicciardini. Elle comptera désormais un homme célèbre de moins.

Encore une fois, je conçois parfaitement que vous n'ayez rien à démêler ni avec les révolutionnaires de la Jeune Italie ni avec les princes étrangers. Ce que je ne comprends pas également, c'est qu'avec un caractère si doux et des dispositions si peu belliqueuses, vous vous soyez avisé après six mois de silence de m'envoyer l'injure et le défi. Comme on le voit, vous n'avez pas même l'excuse de la précipitation. Les flots de votre bile avaient tout le temps de rentrer dans votre cœur. — Encore si vous n'aviez attaqué qu'un obscur avocat de province, ou un de mes pairs (pari suoi) vos coups porteraient plus haut; c'est la France que vous enveloppez d'un votre risible colère, ou plutôt dans votre superbe dédain, la France que vous avez l'habitude de traiter assez cavalièrement et surtout Paris dont j'aurais subi, dites-vous, la dangereuse séduction.

Mais ne faisons pas une querelle nationale d'un démêlé personnel. Je le répète, la cause réelle de votre dépit est ailleurs. Soyez franc, Monsieur, mon crime irrémissible, est d'avoir dit et de penser encore, que grâce à sa clarté, à sa précision et à son universalité, la langue française, devrait devenir aussi parmi nous, non pas la langue unique, exclusive, mais la langue légale, ce qui est bien différent.

Voilà ce que ne me pardonnent pas les personnes qui comme vous eroient voir, dans l'invasion de la langue française au sein de l'île le terme, ou le déclin de leur renommée littéraire, de même que l'Autriche croit voir le terme de sa domination dans la propagation des idées libérales.

Avouez donc que l'engouement pour la mémoire de Paoli n'est qu'un beau prétexte, imaginé pour populariser votre nom dans un pays où vous savez que le sien est entouré de respect et de sympathie. — Au surplus, en voulez-vous la preuve? La voici : un jeune poète, M. Borghetti, dont les chants patriotiques révélaient autant d'imagination que de cœur, a ressenti aussi vivement que moi l'injure faite à la Corse, en reproduisant, sous des formes encore plus dures, les violentes invectives que vous avez trouvées contre l'Empereur dans les histoires de Botta, de Walter Scott, ou dans les mauvais pamphlets de 1815.

Vous connaissez ces vers et je suis certain qu'ils vous ont fait plus de mal que ma brochure (1), si pâle si modérée auprès de cette vigoureuse riposte. Et pourtant vous le laissez en paix; vous n'avez d'emportement que contre moi!

Eh bien ! si pour rendre le repos à votre esprit malade, il faut que je déclare que votre prose, surtout celle du Proemio, dont vous semblez si fier, vaut à elle seule tous les chefs-d'œuvre du siècle d'Auguste et de Louis XIV, je suis prêt à le faire, dussé-je me brouiller avec l'académie de la Crusca.

Ce sera un grand mensonge sans doute; mais, par le temps qui court, ces sortes de concessions au désir de la paix ne surprennent guère et vous avez, moins que personne, le droit de vous en étonner. A. ARRIGHI.

NOUVELLES DIVERSES.

Le ministre de l'instruction publique a décidé qu'un concours au jugement du conseil royal, sur le rapport de la section des études, est ouvert pour la composition d'un livre de lecture courante et d'exercice grammatical contenant les notions usuelles de toute nature les plus propres à détruire les préjugés et les mauvaises traditions, à propager les connaissances les plus utiles dans toutes les conditions de la vie, à inspirer l'amour du devoir et le respect des lois, à former les bons citoyens, en un mot, à améliorer les mœurs publiques.

Le livre de lecture courante et d'exercice grammatical devra présenter les notions ci-dessus indiquées, d'une manière graduée, tant pour le fond que pour la forme, avec simplicité et précision, variété et intérêt, de telle sorte qu'après la lecture de chaque page ou de chaque article, les enfants puissent être interrogés sur ce qu'ils viennent de lire, enfin que le souvenir s'en grave dans leur mémoire. Ce livre ne devra pas contenir la matière de plus de 200 pages d'impression petit in-8°.

L'auteur du livre qui aura été jugé digne du prix recevra, de nous, en conseil royal de l'Université,

(1) « Noto a calunnia ero, saper tu del
« Colla ton guinea a disfrondar l'alloro,
« Né che talgna, a danno i Tommasi
« Ghirlande d'oro, etc. etc.

une médaille d'or de la valeur de six mille francs. Le livre couronné tombera immédiatement dans le domaine public et il pourra être imprimé soit en un, soit en plusieurs petits volumes.

Des médailles de la valeur de cinq cents francs seront accordées aux auteurs des ouvrages qui, sans remplir entièrement les conditions du programme, seront reconnus utiles et moraux. Ces ouvrages tomberont également de plein droit dans le domaine public.

Les ouvrages présentés au concours devront être déposés, sans nom d'auteur, avec une devise seulement, au secrétariat du ministère de l'instruction publique, avant le 1^{er} janvier 1849. La devise inscrite sur l'ouvrage sera reproduite au-dessus du nom de l'auteur, dans un bulletin cacheté qui devra être déposé en même temps que le manuscrit.

— Il paraît certain aujourd'hui que deux des fils de l'empereur du Maroc Muley-Abderrahman, ont déjà dépassé la ville de Thaxa (avec des camps nombreux), qu'un troisième camp s'avance par les montagnes du Rif, et qu'enfin le caïd d'Ouchda sortant de sa longue impuissance, renforcé d'une troupe de cavaliers réguliers, est parvenu à rallier autour de lui des contingents assez respectables, et menace de son côté la deïra d'Abd-el-Kader.

L'une des tribus, dont le territoire était traversé par les fils de l'empereur, tribu compromise déjà par ses relations avec l'émir, ayant commis plusieurs meurtres sur les fourrageurs des camps impériaux, les fils de Muley-Abderrahman l'ont livrée à leurs cavaliers, tout a été pillé, brûlé, exterminé.

Cette sanglante exécution a jeté la terreur dans les tribus qui s'étaient mises en rapport avec l'émir, a relevé le courage de celles qu'il avait soumises par la force; toutes se sont retirées de lui et s'empressent de répondre à l'appel des fils du sultan et des commandants de ses troupes.

Resserré dans son campement, privé des ressources qu'il avait tirées jusque là du pays qui environne Harbar-Telouan, Abd-el-Kader a ramené sa deïra sur les sables de Zaïs, à deux heures sur la rive gauche de la Molouia, lieu où il a depuis longtemps formé des dépôts de grains. De là, il a envoyé, dit-on, aux fils de l'empereur des négociateurs qui ont été repoussés. En même temps, pour soutenir la confiance des gens de la deïra, il tentait, suivant sa tactique ordinaire, d'accroître le bruit de sa paix avec les Français, en faisant partir publiquement pour Nemours un personnage assez important, qu'il prétendait faire arriver avec des lettres jusqu'au prince gouverneur-général. Ce négociateur a été reconduit sans réponse jusqu'à la frontière.

Sur ces nouvelles, M. le lieutenant-général de Lamoricière s'est rendu par mer à Nemours, et, de là, a rejoint la colonne d'observation de Nédroma qui a été renforcée.

Nous comptons sur des événements décisifs si l'expérience de la mollesse et de l'hésitation des Marocains, de la vigueur et de la décision de leur adversaire, ne nous avait appris depuis trop longtemps à nous défier de tout raisonnement, de toute apparence pour apprécier, avant l'événement, les résultats de la lutte engagée.

— On écrit de Francfort-sur-Mein, le 24 novembre : « Les dernières dispositions faites par l'électeur de Hesse, concernant sa fortune personnelle, sont contenues dans quatre codicilles dont le plus ancien est de 1834 et le dernier de 1846. Ces codicilles ont été ouverts le soir même du jour de la mort de l'électeur. Le prince, par sa fortune personnelle, était un des plus riches souverains de l'Europe. Il laisse, dit-on, plus de 100 millions de francs; l'empereur d'Autriche est nommé premier exécuteur testamentaire et arbitre, dans le cas où il s'élèverait des contestations. »

— Plusieurs ordonnances royales insérées au Moniteur portent ce qui suit :

M. Magne, membre de la chambre des députés, directeur du contentieux au ministère des finances, est nommé sous-secrétaire d'état au département de la guerre, en remplacement de M. Martineau des Chesneux, appelé à d'autres fonctions.

M. Dassauret, conseiller d'état, membre de la chambre des députés, directeur de l'administration des cultes, est nommé directeur du contentieux au ministère des finances en remplacement de M. Magne, promu aux fonctions de sous-secrétaire d'état au département de la guerre.

M. Moutin, avocat-général à la cour royale, mem-

bre de la Chambre des députés, est nommé directeur-général de l'administration des cultes au ministère de la justice et des cultes, en remplacement de M. Deshayes appelé à d'autres fonctions; ses attributions sont réglées par notre ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes.

Voici quels sont déjà les emprunts qui ont été contractés par les lignes françaises de chemin de fer :

Saint-Germain	10,000,000
Versailles (rive droite)	6,000,000
Versailles (rive gauche)	1,000,000
St-Etienne à Lyon	7,219,000
Andrézieux à Roanne	2,000,000
Montpellier à Cette	1,000,000
Mulhouse à Thann	400,000
Paris à Orléans	10,000,000
Paris à Rouen	11,000,000
Rouen au Havre	15,000,000
Strasbourg à Bâle	3,000,000
Montereau à Troyes	2,000,000
Avignon à Marseille	15,000,000
Grand Combe	6,000,000
Paris à Sceaux	1,500,000

Total. 91,419,000

La plus forte partie de ces 91 millions d'emprunt est remboursable avec une prime égale à 25 0/0 du capital et elle produit de 4 à 6 0/0 d'intérêt. Le montant des emprunts sera doublé avant peu d'années par la consolidation de la dette flottante du chemin de fer de Rouen et par l'emprunt à réaliser par la compagnie de Lyon.

Une dépêche télégraphique arrivée hier au gouvernement a annoncé que Lucerne avait capitulé dans la journée du 24 novembre. Un combat sanglant a précédé l'occupation de cette ville par l'armée fédérale. D'après certains rapports, la ville aurait été emportée d'assaut à la bayonnette; d'autres prétendent que le général Dufour aurait d'abord refusé d'accorder les conditions auxquelles les Lucernois offraient de capituler.

M. Adolphe Adam, directeur de l'Opéra-National, a annoncé ces jours derniers à ceux des jeunes artistes musiciens faisant partie de son orchestre, qui n'ont pas encore satisfait à la conscription, que lorsqu'ils seront appelés par la loi il leur accordera à chacun une représentation à bénéfice; il a même ajouté que si le produit de la représentation ne suffisait pas pour lui acheter un remplaçant, il compléterait lui-même la somme nécessaire.

L'ambassadeur persan a engagé plusieurs français appartenant à diverses professions pour les attacher à Téhéran à la maison du Sha. Dans le nombre se trouvent un pharmacien et un chef de cuisine.

Le ministère des finances de Russie, dans un rapport qu'il a fait, au mois de juillet, sur l'état des finances russes, a donné des détails sur les motifs qui l'ont engagé à placer des capitaux sur les fonds russes, français et anglais, et il a ajouté que jusqu'à la date de ce rapport l'effet de cette mesure financière avait été très avantageux pour le trésor russe. Le 7 février 1886, date du décret qui autorisait ces placements de fonds, le capital en espèces métalliques et en lingots appartenant aux banques de circulation, était de 114, 289,000 roubles d'argent, et le 16 juillet suivant, après avoir prélevé 30 millions de roubles pour acheter des fonds public, le montant s'élevait encore à 110,590,000 de roubles, c'est-à-dire qu'il y avait une augmentation de 26,300,000 roubles.

On lit dans les journaux de Paris :

La grippe qui sévit en ce moment dans beaucoup de villes est presque toujours suivie d'irritations de la poitrine et des bronches; la plupart des médecins de Paris ordonnent, contre ces affections et avec le plus grand succès, le Sina ou la Pâte de Sina d'Arabie; par l'usage immédiat de ces pectoraux on évite les suites de cette maladie qui sont souvent funestes pour la poitrine.

MAUX DE DENTS: L'eau O'méara, calme les plus vives douleurs et l'expérience a prouvé que son action toute conservatrice, préserve des ravages de la carie. On se la procure à Bastia chez M. Giralt pharmacien, ainsi que la Poudre dentifrice alcaline de B. pour les soins de la bouche.

EX VENTE A LA LIBRAIRIE FABIANI.

LE GUIDE DE LA FEMME CHRÉTIENNE,

OU
RECUEIL
DE
REFLEXIONS, PIÈCES ET PRATIQUES DE PIÉTÉ,
A L'USAGE DES DAMES;
Par M^{me} B. B.

avec approbation ecclésiastique.

1 vol. gros in-12 rel. 5 fr.

OFFICIO

DE DIRM
NELLA NOTTE DEL NATALE
DI NOSTRO SIGNORE;
COLLA MESSA.
Prezzo 40 centesimi.

NOUVEAU MANUEL COMPLET
DES
PONTS-ET-CHAUSSEES
1 gros volume in-18 fr. 4.

A 50 centimes l'un :
Pour 1848.

ALMANACH COMIQUE,
Pittoresque, drôlatique, amusant et charivarique, 1 vol. de 192 pag., illustré de très-jolies vignettes.

ALMANACH POPULAIRE,
de la France, par des députés et des journalistes, 1 v. de 144 pages, orné de jolies vignettes.

ALMANACH PROPHÉTIQUE,
1 vol. in-32, illustré de vignettes.

ALMANACH PHALANSTÉRIEN,
1 vol. in-16, illustré de vignettes.

ALMANACH DE FRANCE,
1 vol. in-16.

ALMANACH DU MARIN ET DE LA
FRANCE MARITIME,
1 vol. in-16.

ALMANACH IMPÉRIAL
PAR ÉMILE MARCO DE ST-HILAIRE.

ALMANACHS LIEGEOIS.

Le Astrologue universel.
Le Vénérable.
Les Souvenirs d'un Grand Homme.
Le Vénérable double Liégeois.
Le Triple Liégeois.
Le Nouveau double Liégeois.
Le Villageois.
Le Petit Liégeois.

A 75 centimes :

ALMANACH DE L'ILLUSTRATION,
grand in-4^e doré sur tranches et illustré de magnifiques gravures (tirées avec un très-grand soin).

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

Le Sr Baldaccini Joseph propriétaire à Pesca (Toscane) a l'honneur de prévenir les amateurs de la culture du marier, qu'il a une très vaste Pépinière de ces arbres de la meilleure qualité et qu'il est en état

d'en fournir telle quantité qu'on en désire aux personnes qui voudront avoir connaissance en lui.

S'adresser pour les conditions d'achat, à M. Guastella, Jean-Antoine, expéditionnaire de navire à la marine.

PAQUEBOTS A VAPEUR FRANÇAIS.



COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES.

Services réguliers de 15 en 15 jours entre Bastia et Portofino (Sardaigne) touchant à Bonifacio, et de Bastia à Ajaccio, touchant à l'Île-Rousse et Calvi.

Un bateau à vapeur partira de Bastia pour Ajaccio touchant à l'Île Rousse et Calvi le vendredi 17 du mois courant à 7 heures du matin.

Il repartira d'Ajaccio pour Bastia, le 18 à 6 heures du soir touchant de même à Calvi et l'Île Rousse.

PORT DE BASTIA. ARRIVÉES.

Portofino, 2 décembre bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, passagers.
Livourne, 2 id. goëlette Assomption, de 42 tx, c. Thiers diverses.
Livourne, 2 id. goël. St Joseph, de 30 tx, c. Bonelli, diverses.
Livourne, 3 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, diverses et passagers.
De la mer, 4 id. bat. à vap. de l'état Antilope, c. D'Asteyrac, lieutenant de vais.
Marseille, 5 id. brick-goël. Ville de Bastia, de 75 tx, c. Zuani, diverses.
Marseille, 5 id. brick-goël. St Antoine, de 48 tx, c. Meccolin, diverses.
Marseille, 5 id. brick-goël. Sampiero, de 74 tx, c. Gaché, diverses.
Ajaccio, 5 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Vanetti pns.
Rio, 5 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Paolotti, minéral.
Gênes, 5 id. bœuf V^e des Carmes, de 15 tx, c. Figallo, riz.
Livourne, 6 id. brick-goël. Deux-Amis, de 65, tx c. Alfonsi, blé.
Marseille, 8 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, diverses et passagers.
Marseille, 8 id. paquebot Ajaccio, c. de la Croix, dépêches et passagers.
Portofino, 8 id. brick Joseph-Etienne, de 110 tx, c. Bocognani, bois.

DÉPARTS.

Calvi, 2 id. brick-goël. Ville de Calvi, de 70 tx, c. Paoli, en lest.
Naples, 2 id. balancelle St François, de 42 tx, c. Mattareso, anguilles.
Nantes, 3 id. brick Providence, de 130 tx, c. Rian, fontes en fer.
Marseille, 3 id. paquebot Ajaccio, c. de la Croix, dépêches et passagers.
Marseille, 3 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, passagers.
Ajaccio, 3 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Vanetti, passagers.
Livourne, 3 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.
Livourne, 8 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Vanetti, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX DE L'ABONNEMENT pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'ÉDITEUR, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le Conseiller Gavini.

AUDIENCE DU 4 DÉCEMBRE.

Meurtre.

Un jeune homme de la commune de Monte, le nommé Jean-Sylvestre Giudicelli, appartenant à une des familles les plus honorables de son village, comparait devant la cour d'assises sous le poids d'une accusation d'homicide volontaire. Un vol avait été commis il y a près de deux ans dans la maison de l'accusé. La femme Vincenti du hameau de Flette poursuivie correctionnellement pour ce délit avait été condamnée à quinze jours d'emprisonnement. La famille Vincenti avait conservé depuis cette époque contre l'accusé et sa famille le plus vif ressentiment. Le nommé Ferdinand Ceruti sujet italien qui s'était marié avec une sœur de celle qui avait été condamnée pour cette soustraction frauduleuse, avait pris part à toute la haine que les parents de sa femme manifestaient contre la famille Giudicelli.

Le 2 du mois de juin 1847, Jean-Sylvestre Giudicelli étant sorti de sa maison d'habitation se dirigeait avec son fusil et son petit neveu, d'environ deux ans, sur les bras, dans un de ses enclos plantés à châtaigniers. Il avait l'intention de tuer un oiseau pour amuser ce petit enfant qui pleurait. En traversant son jardin qui était contigu à celui de Ferdinand Ceruti, il fut insulté par ce dernier qui s'y trouvait en compagnie du nommé Félix-Antoine Gaffieri. L'accusé ne faisant nullement attention aux paroles qui lui étaient adressées continua sa marche pour arriver à son enclos. Ferdinand Ceruti quitta aussitôt son jardin où il se trouvait avec Gaffieri et se dirigeant vers sa maison d'habitation il en revint bientôt après avec un fusil à double canon et se précipita sur les traces de Giudicelli. Aussitôt qu'il arriva sur la hauteur du mur qui le séparait de l'enclos de l'accusé, Ferdinand Ceruti arma son fusil et renouvela les reproches contre Giudicelli. En vain ce dernier lui répondit par de paisibles remontrances; Ferdinand Ceruti franchit le mur qui le séparait de Giudicelli, puis il s'avance toujours vers lui, la main placée sur la batterie de son arme dans l'attitude d'un homme, qui arme ou désarme son fusil. L'accusé qui avait laissé son fusil appuyé contre un châtaignier et qui n'avait plus en main qu'un couteau avec lequel il coupait une branche dont il voulait faire un jouet à son enfant s'élança immédiatement sur son agresseur, le frappe avec son couteau de plusieurs coups mortels et lui fait à la gorge une large et profonde blessure. Puis se relevant tout-à-coup lorsque Ceruti ne donne plus aucun signe de vie, Giudicelli reprend son fusil et son enfant et se livre à la fuite.

Tels sont les faits qui sont résultés des débats. L'accusé a prétendu aussi qu'aussitôt après avoir franchi le mur, Ceruti avait pressé la détente de son arme qui heureusement avait raté et qu'il avait armé de nouveau son fusil en s'avançant vers lui pour mieux l'ajuster. Gaffieri Félix-Antoine, le seul témoin qui se trouvait dans le jardin de Ceruti, au moment de l'événement, n'avait pas pu apercevoir ce dernier au moment où il était au-dessous du mur, mais il l'avait vu repartir à quelques pas de là avec les mains sur la batterie de son arme sans qu'il puisse préciser s'il l'armait ou s'il le désarmait.

Cette affaire entourée de circonstances aussi inusitées avait excité la curiosité publique. Une foule assez considérable se pressa dans l'enceinte de la cour d'assises. La veuve Vincenti qui s'était constituée partie civile au procès est représentée par M^e Caraffa.

M. Sigaudy, avocat-général, occupe le siège du ministère public. Non seulement il soutient que l'accusé ne s'est point trouvé dans le cas de la légitime défense, mais il affirme qu'il n'a pas même été violemment provoqué, par la raison que le témoin Gaf-

fieri avait affirmé dans une de ses dépositions écrites que Ferdinand Ceruti avait désarmé son fusil à la suite des remontrances paisibles de l'accusé.

M^e Giamarchi et Gavini, chargés de présenter la justification de l'accusé, s'efforcent de prouver que Giudicelli s'est trouvé dans le cas de la légitime défense. Après le résumé impartial de M. le président, le jury entre dans la chambre de leurs délibérations d'où ils rapportent, contre l'accusé, un verdict de culpabilité rendu à la simple majorité, avec provocation violente et circonstances atténuantes. En conséquence Giudicelli a été condamné à trois années d'emprisonnement et huit cents francs de dommages-intérêts en faveur de la partie civile.

Présidence de M. le Conseiller Giordani.

AUDIENCE DU 6 DÉCEMBRE.

Tentative d'assassinat et de meurtre.

Argellano Don Pietrini est un homme d'une taille élancée et d'une belle physionomie. Ces avantages présentent malheureusement un contraste frappant avec la position dans laquelle il se trouve. Condamné aux travaux forcés à perpétuité en 1838 pour tentative de meurtre, cet accusé avait pu s'évader du bagne de Toulon et se réfugier sur la terre étrangère le 21 septembre 1846. Le désir de retourner dans son pays pour y exercer des actes de vengeance l'a fait de nouveau tomber sous la main de la justice et l'accusation lui demande compte aujourd'hui de deux autres crimes qu'il aurait commis dans la commune d'Amprant, son pays, depuis son évasion.

Le 8 décembre 1846, le nommé Ollivier Lota se trouvant dans une de ses propriétés, s'aperçut qu'un inconnu qui se tenait à quelque distance de lui cherchait à le guetter. Dans la crainte qu'il ne lui arrivât quelque malheur, Lota prend le chemin de son village, mais cet homme qui le suivait, quoiqu'à une distance assez considérable, fit feu deux fois contre lui sans l'atteindre avec le fusil à double canon dont il était porteur. Celui qui se rendait coupable de cette tentative d'assassinat c'était Don Pietrini qui prétend aujourd'hui pour sa justification que son intention n'avait point été de tuer Lota et que s'il a fait semblant de tirer sur lui c'est pour répondre aux exigences de quelques-uns de ses parents, qui l'avaient accueilli après sa sortie du bagne. Il a été établi en effet qu'aucun motif de haine ne pouvait exister entre l'accusé et Lota qui n'avait pris aucune part à la condamnation de Don Pietrini.

Le 10 février 1847 au moment où le même accusé sortait d'une cabane, les voltigeurs le somment d'arrêter et une fusillade s'engage de part et d'autre. Les agents de la force publique ont constaté que Don Pietrini avait tiré le premier, mais les voltigeurs n'ont pas été atteints tandis que l'accusé a été percé de deux balles dont l'une lui a traversé l'épaule et l'autre le bas-ventre. Don Pietrini soutient que seul il a essayé le feu des voltigeurs, et la gravité de ses blessures atteste que ses jours n'ont été sauvés que par le plus grand des hasards.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, a occupé dans cette affaire le siège du ministère public.

M^e Casabianca a présenté la défense de Don Pietrini. Le jury, en considération sans doute de la sévérité de la première condamnation qui lui avait été infligée, a rendu un verdict d'acquiescement en faveur de l'accusé qui sera de nouveau transféré au bagne pour subir sa première peine.

AUDIENCE DU 7 DÉCEMBRE.

Tentative de meurtre.

Une mésintelligence, qui avait pour motif des discussions d'intérêt, existait depuis quelque temps entre l'accusé Casabianca Baptiste-Marie de Guarguaglie et Barboni François de la même commune. Le 23 août 1847 un avertissement par le ministère d'un huissier,

fut donné à l'accusé au nom de son adversaire, Casabianca en témoignage le plus vif mécontentement. Le lendemain l'accusé de retour d'une de ses propriétés, rencontra Barboni François sur sa route. Des propos injurieux furent proférés de part et d'autre. Barboni dit à Casabianca qui était armé de son fusil, qu'il voulait aller lui même prendre des armes, qu'alors ils auraient pu se mesurer ensemble. Les deux adversaires étaient au moment d'en venir aux prises lorsque le nommé Simon Barboni, oncle de François, se plaça entre les deux combattants pour mettre le bien. Cette intervention devait malheureusement lui être fatale.

Un coup de feu partit des mains de l'accusé Casabianca et deux balles pénétrèrent de part en part Simon Barboni qui heureusement a pu survivre à ses blessures. Il est toutefois résulté des débats, que les deux Barboni étaient également armés et qu'un premier coup de feu était parti de leur côté.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. La défense a été présentée par M^e Casabianca aîné.

Déclaré coupable de tentative de meurtre à la suite de provocation violente et circonstances atténuantes, Casabianca a été condamné à deux années de prison.

AUDIENCE DU 8 DÉCEMBRE.

Complicité d'assassinat.

Ferrenti Simon-François était un contumax redoutable qui avait commis plusieurs crimes et qui fut tué il y a quelque temps par la gendarmerie dans la commune de Vescovato. L'accusation reproche aujourd'hui à Ferrenti François-Xavier de s'être rendu complice de plusieurs méfaits de son frère en l'aider et l'assistant en connaissance de cause.

Les témoins entendus aux débats ne fournissent contre l'accusé aucune charge réelle.

M. Sigaudy occupe le siège du ministère public et M^e Caraffa celui de la défense.

Déclaré non coupable, Ferrenti François-Xavier a été renvoyé de l'accusation portée contre lui.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Meurtre.

Giorgi Joseph-Antoine d'Antisanti, enfant de moins de seize ans est accusé d'avoir, le 13 février 1847, donné volontairement la mort à un jeune homme à peu près de son âge, au malheureux Joseph Battini. Berger de sa profession, ce dernier gardait un troupeau sur le territoire d'Antisanti. Sa jument s'était introduite dans un enclos de l'accusé. Celui-ci veut s'en emparer, l'animal se cabre, Giorgi le saisit par la corde à laquelle il était attaché. Le berger demande sa bête, Giorgi la refuse. A ce refus le berger répond par une poussée; puis il avait, d'après l'accusé, levé sa hache en l'air et en aurait menacé Giorgi qui riposta aussitôt par un coup de fusil.

M. Sigaudy a soutenu l'accusation. M^e Montera a présenté la justification de l'accusé.

Déclaré coupable de meurtre à la suite de provocation violente, et comme étant âgé de moins de seize ans, Giorgi a été condamné à trente mois d'emprisonnement.

AUDIENCE DU 9 DÉCEMBRE.

Tentative d'assassinat.

La propriété d'une citerne d'eau avait donné lieu à une discussion entre Gozzi Jules-Antoine et son neveu Gozzi Joseph. Le 3 juillet 1846 Jules-Antoine Gozzi défia son neveu de se rendre sur le bien en litige. Gozzi s'y rendit en effet armé de son fusil, mais son oncle ne put en faire autant parce que des femmes accoururent dans sa demeure et l'empêchèrent de partir. Lorsque Joseph Gozzi fut de retour et au moment où il se trouvait dans les mansardes de sa maison d'habitation l'accusé Gozzi Jules-Antoine l'appela de sa fenêtre, et aussitôt qu'il se montra, il dirigea contre lui un coup de feu dont les projectiles lui traversèrent la main droite, et lui emportèrent les phalanges des

ESPRIT ÉTHÉRÉ DE FOURMIS,

LE FLACON (Acide formique alcoolisé) dissipe à l'instant les migraines, névralgies et douleurs rhumatismales. A la pharmacie BÉRAT, à Paris; Dépôt à Bastia chez MM. Ponelli et Comp^e.

deux derniers doigts de la main gauche. L'accusé a présenté à son fait partie son arme que lorsque d'Ors Joseph Goxi avait tenté de décharger la sienna contre lui.

M. Sigaudy avocat-général occupe le siège du ministère public M. Giordani est banc de la défense.

Déclaré coupable de tentative de meurtre avec provocation violente et circonstances atténuantes Pozzi Jules-Antoine a été condamné à une année de prison.

M. le préfet vient d'adresser à MM. les maires du département, la circulaire suivante :

MONSIEUR,

Vous trouverez ci-après l'extrait d'un arrêté en date du 26 novembre dernier, qui fixe les mois et les jours pendant lesquels devront être employés les prestations en nature imposées pour les travaux à exécuter sur les chemins vicinaux en 1848.

Je ne cesserais, Monsieur le Maire, de réclamer votre intérêt et votre zèle pour ce service dont vous reconnaîtrez toute l'importance.

Ainsi que je vous l'ai dit dans ma circulaire du 7 décembre 1847, nous ne devons pas seulement nous attacher à entretenir les chemins existants, nous devons faire tous nos efforts pour les améliorer, et surtout pour avoir des chemins carrossables seul moyen de faire arriver votre commune au degré de prospérité auquel elle doit atteindre.

Vous savez que presque tous les anciens chemins sont établis sur des pentes si fortes, qu'il est impossible de les entretenir en bon état; dans beaucoup d'endroits les premières eaux pluviales emportent tous les travaux qu'on y a faits. S'il ne vous est pas possible d'avoir un chemin carrossable il est urgent de changer au moins ces parties des anciens chemins quand même ils devraient rester muletiers.

Vous devez donc au reçu de la présente inviter M. l'Agent-Voyer cantonal de votre circonscription à se rendre près de vous pour visiter avec lui le chemin à réparer, à ouvrir ou à redresser en 1848. Des notes prises indiquant les noms des propriétaires des terres à traverser pour établir le nouveau chemin ou redresser l'ancien.

Vous employerez toute votre influence et celle des personnes notables de votre commune pour obtenir la cession gratuite de ces terres, les anciennes parties de chemin abandonnées pourront être accordées aux concessionnaires dont vous aurez soin de faire connaître les noms afin qu'ils soient signalés à la reconnaissance publique, en cas de concessions importantes.

Vous verrez en même temps s'il est nécessaire de joindre aux prestataires quelques ouvriers salariés, capables d'extraire les rochers qui obstrueraient le passage ou d'acheter quelques kilogrammes de poudre à mine; le conseil municipal devra dans ce dernier cas voter la somme nécessaire pour faire face à ces dépenses et nommer en même temps une commission de cinq membres, qui à tour de rôle, assisteront tous les jours aux travaux; je donnerai des instructions en conséquence.

Vous veillerez avec le plus grand soin à ce que les eaux pluviales puissent s'écouler sans gêner le chemin qui, lorsqu'il est à mi-côte, doit avoir son inclinaison transversale du côté d'amont.

De nombreux aqueducs à sec ou des rigoles doivent être construits pour faire couler les eaux du côté d'aval; les propriétaires qui recevront les eaux pluviales seront entendus; ces eaux doivent être dirigées de telle sorte que les propriétaires des terres qu'elles traversent éprouvent le moins de dommages possible.

En un mot, Monsieur le Maire, il ne s'agit pas seulement de faire travailler vos administrés, mais bien de rendre leur travail utile. Il y a onze ans que la loi du 21 mai 1836 est exécutée en Corse, et si on excepte les dernières années les travaux ont produit très-peu de résultats, faute de cette direction intelligente qui seule rend faciles les entreprises les plus ardues.

Je recevrai avec plaisir tous les rapports que vous m'adresserez sur le service de la voirie vicinale, et je vous aiderai de tous mes moyens à surmonter tous les obstacles que vous pourriez rencontrer.

Vous ne perdrez pas de vue que l'aisance et la civilisation ne pénétreront dans la Corse, qu'autant qu'elle sera pourvue de communications faciles et que surtout les charrettes pourront transporter facilement les objets dont elle a besoin, ou dont elle abonde; vous devez donc avoir à cœur de doter, s'il est possible, votre commune d'un chemin carrossable qui la mette en communication avec une route royale ou départementale, et même avec un port de mer.

Recevez, etc. FRESNEAU.

Par ordonnance royale en date du 22 novembre dernier, M. Nicot, capitaine au corps d'infanterie de marine a été élevé au grade de chef de bataillon; M. Martini, sous-officier au même corps a été nommé sous-lieutenant.

Le paquebot-poste le *Tancrède*, a relâché dans notre port le 6 du courant dans la soirée. Il a eu un homme mort du choléra-morbus pendant sa traversée de Constantinople à Malte; repoussé de ce dernier port, il a dû venir à Ajaccio pour faire du charbon. Les précautions sanitaires que réclamait la circonstance ont été prises ensuite par l'intendance sanitaire. Le *Tancrède* est parti pour Marseille dans la journée du 8, le mauvais temps l'ayant forcé de rester le 7 à Ajaccio. Aucun autre cas de maladie quelconque ne s'était manifesté parmi les passagers et l'équipage.

(Journal de la Corse.)

Dans notre numéro du 22 novembre nous avons annoncé que par son arrêté du 3 dudit mois, M. le préfet de la Corse avait suspendu de ses fonctions, le sieur Colonna Nicolas, maire de la commune de Petreto et Bichisano.

Une ordonnance royale du 30 novembre susdit prononce la révocation de ce maire. (Id.)

Nous avons annoncé, il y a quelques mois, que l'Ecole Paoli, sur la proposition de M. l'inspecteur général Ozaneux, avait reçu une organisation nouvelle qui paraît convenir aux besoins de la localité. Nous apprenons aujourd'hui que cette école est définitivement organisée, que les nouveaux professeurs sont à leur poste et que son ouverture aura lieu le 4 janvier prochain. Nous nous intéressons trop vivement à tout ce qui peut développer les progrès intellectuels et moraux de notre pays, pour ne pas apprendre cette nouvelle avec plaisir. Nous désirons vivement que l'organisation actuelle réponde à l'attente et aux besoins d'une partie notable de notre population. Un foyer d'instruction de plus, placé au centre même de l'île, s'adressant à des besoins impérieux, avec un ensemble d'enseignement aussi complet que possible répondant à une nécessité bien sentie portera, nous l'espérons, ses fruits. Il serait par trop fâcheux que ce nouvel essai restât infructueux. L'administration académique ne négligera rien, nous en avons la conviction, pour imprimer à cette œuvre, par ses soins et son zèle, l'activité et la marche qui doivent la faire prospérer. Tout ce qu'elle pourra faire en faveur de l'Ecole Paoli sera fait par elle.

C'est en vain que le gouverneur de Milan, le duc de Fiquelmont, adresse invitations sur invitations pour ses soirées, personne ne s'y rend. Les dames de la ville ont pris l'engagement de n'assister à aucune des fêtes qui auront lieu pendant le carnaval, soit au palais du vice-roi, soit à l'hôtel du gouverneur.

L'insurrection de la Sicile a été démentie, puis affirmée de nouveau. Des journaux annoncent que les manifestations se sont bornées à la ville de Palerme et que le roi effrayé aurait fini par accorder la garde nationale à cette ville. La *Patria* dans son numéro du 13 décembre assure que d'après des lettres du 11, les vapeurs arrivés de Sicile ce jour-là auraient annoncé que la Sicile était en pleine insurrection.

Nous lisons dans la *Patria* du 13 :

Rome, 10 décembre. — La question de Ferrare est enfin arrivée à son terme. Les choses sont rétablies sur l'ancien pied, ainsi que l'avait demandé le gouvernement romain avec une fermeté qui lui fait honneur. Un attaché à l'ambassade d'Autriche est arrivé hier de Milan avec des dépêches pour l'ambassadeur, dépêches annonçant cette heureuse nouvelle. Les notes relatives à cette affaire seront échangées aujourd'hui entre notre gouvernement et l'ambassadeur autrichien.

Le *Télégraphe* parti le 11 de ce mois pour Portoferraïo a à son bord des marchandes et des passagers n'a pu débarquer attendu que les autorités sarda voulaient le soumettre à une quarantaine de dix jours. La compagnie Valéry se trouve par conséquent forcée de suspendre ses voyages jusqu'à ce que ces mesures sanitaires soient révoquées; c'est là une circonstance fâcheuse qui compromet à la fois les intérêts des deux îles. Ces mesures rigoureuses nous semblent d'autant plus inopportunes que les Etats d'Italie viennent de lever les quarantaines imposées de-

puis le commencement du mois par crainte du choléra. Aussi nous ne doutons pas que de nouveaux ordres seront expédiés promptement pour faire cesser un état de choses que rien ne justifie.

Le 5 décembre 1746 la ville de Gènes occupée alors par les Autrichiens, se souleva tout entière, et expulsa de son sein les soldats étrangers et recouvra la liberté. Un jeune homme nommé Balilla avait donné le signal de la révolte en refusant d'obéir à des soldats allemands qui voulaient le contraindre à les aider à enlever un mortier enfoui dans la terre dans la rue Portoria. Cet anniversaire a été célébré cette année à Gènes par une fête magnifique. Une procession composée de 40,000 personnes comprenant toutes les classes de la société hommes, femmes, enfants, corps de métiers, clergé s'est rendu le 10 décembre à neuf heures du matin de la promenade de l'Acquasola à l'église de l'Oregina, par les rues les plus populeuses de la ville. Un *Te Deum* a été chanté; les nombreuses bannières, portées par chaque détachement de cette immense procession, ont été bénies. A cinq heures du soir la foule était de retour au point du départ. Des airs nationaux ont été joués et chantés pendant le trajet et entrecoupés par les cris qui, depuis quelque temps, sont devenus populaires et fréquents en Italie. Les mesures avaient été prises pour qu'il n'y eût aucun désordre et elles ont été couronnées d'un plein succès. Le soir la ville entière a été magnifiquement illuminée. Cette fête nationale a été des plus imposantes, non-seulement par son ensemble, mais encore par l'ordre admirable qui y a régné.

Une députation de Pietrasanta qui, ainsi que nous l'avons annoncé, reste à la Toscane, a été reçue le 4 décembre par le grand-duc, auquel elle a présenté le témoignage de la reconnaissance et de la joie de ce district. Le prince a répondu avec des paroles très affectueuses.

La *Contemporaine*, de Rome annonce que le roi de Naples a écrit à la reine d'Angleterre pour la prier de donner ordre à la flotte anglaise de ne point approcher de Naples.

Le nouveau code de procédure criminelle, renfermant des améliorations importantes et destiné au royaume de Sardaigne, va être publié incessamment. Il sera en vigueur à dater du 1er mai 1848. Cet intervalle étant nécessaire pour être suffisamment étudié et connu.

NOUVELLES DIVERSES.

— On lit dans le *Moniteur* :

« Par ordonnances du roi, en date du 8 décembre :
« M. de Bacourt, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. près les Etats-Unis d'Amérique, est nommé ambassadeur auprès de S. M. le roi de Sardaigne, et ministre plénipotentiaire auprès de S. M. l'archiduchesse de Parme, en remplacement de M. le comte Mortier. »

« M. le duc de Glücksberg, ministre plénipotentiaire près S. M. la reine d'Espagne, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. la reine de Portugal, en remplacement de M. le baron Burignot de Varennes. »

« M. le baron Burignot de Varennes, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine de Portugal, est nommé en la même qualité auprès de S. M. le roi de Danemark, en remplacement de M. le baron de Billing, nommé précédemment envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la confédération germanique. »

« M. Pageot, ministre plénipotentiaire, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près les Etats-Unis d'Amérique, en remplacement de M. de Bacourt. »

« M. le duc de Bassano, secrétaire d'ambassade à Bruxelles, est nommé ministre plénipotentiaire et chargé, en cette qualité de gérer par intérim les affaires de la légation du roi près l'électeur de Hesse. »

Tunis, 5 décembre. — Hier à quatre heures de l'après-midi le roi est arrivé de Gènes.

Je renonce à vous dépeindre l'enthousiasme avec lequel il a été reçu.

Plus de 20,000 personnes ont été le recevoir et l'ont accompagné jusqu'au palais. Cette masse de population se composait de magistrats, avocats, négociants, et de toutes les corporations d'arts et métiers.

Tous étaient parés de la cocarde nationale et les grands nombres portaient également le drapeau sardo.

Les étudiants, au nombre de 2,300, formaient un corps magnifique à voir. Ils étaient précédés par le comte Robert d'Azeglio, frère de l'illustre écrivain.

Quinze ou vingt provinces avaient également envoyé une députation à cette fête nationale. Rien n'a manqué enfin pour prouver au roi combien son peuple est heureux des réformes si dignement entreprises.

Dans cette circonstance solennelle, le commerce de Turin s'était coté pour offrir au roi un magnifique drapeau. Huit personnes tirées au sort ont été le lui offrir. Après les avoir vivement remerciés, S. M. a ajouté ces deux mots significatifs : « Soyez persuadés que je ferai plus encore que vous ne croyez ! » Ces mots, connus bientôt de la foule, ont triplé immédiatement les cris de : Vive le roi Charles Albert ! Vive l'Italie !

On dit assez hautement parmi nous que l'Autriche et la France ont protesté contre les réformes entreprises par Charles Albert. Pour ce qui est de la France, nous pensons que c'est une indigne calomnie; mais quant à l'Autriche, nous ne la craignons pas plus que le Japon. C'est le cas de dire que nous serons toujours assez préparés à recevoir ces barbares de l'Europe.

Procès des Polonais. — CONDAMNATION.

Le 3 décembre, devant une foule d'auditeurs nombreux, les accusés polonais, même ceux qui précédemment avaient été mis en liberté, ont été amenés devant la cour, qui, par l'organe de son président, a prononcé une série de jugements d'une cruauté désolante pour les lois d'un pays dont le gouvernement se vante de marcher dans les voies d'un progrès soi-disant rationnel.

Huit accusés : Louis de Mieroslawski, Wladislaw Kozinski, Stanislas Félix de Sadowski, Ewerdus Elzanowski, Joseph-Albrecht-Stanislas Ladoski, Stanislas Florian Ceynara, Joseph Pulkammer et Apollonius de Kuroski ont été condamnés à la peine de mort par la hache, avec perte de la noblesse et de la cocarde nationale et confiscation de leurs biens comme traîtres de première classe, pour avoir voulu détacher, dit l'arrêt, une partie de la monarchie russe.

Trois autres accusés, Hippolyte de Trapinski, Adolphe Malezewski et Charles-Frédéric Liebfelt, ont été condamnés aussi comme traîtres de première classe, le premier, à la perte de la cocarde nationale, la confiscation de ses biens et à 25 ans de détention, les deux autres à la confiscation de leurs biens, à la perte de la cocarde et à 20 ans de détention seulement.

Les autres accusés, au nombre de 79, sont condamnés à la perte de la cocarde et de la noblesse, s'il y a lieu, et à un nombre d'années de détention qui varie de six à quinze ans. 25 d'entre eux sont reconnus coupables seulement de crime de non révélation, crime politique qui depuis Barneveldt et de Thou flétrit ceux qui l'ont condamné, non ceux qui l'ont commis.

On espère, nous le répétons, que par une seule des condamnations à mort ne sera mise à exécution. Nous comptons d'autant plus que, encore une fois, la législation et les pénalités appliquées aux Polonais exaltaient une odeur de barbarie à faire reculer les plus braves champions du système historique. Les Polonais ont revendiqué la nationalité de 22 millions d'hommes ont transgressé une loi écrite sur le papier, mais ils ont obéi à cette loi imprimée de la main de Dieu au cœur des hommes de courage : Protestez éternellement contre la violence et l'injustice.

(Siège).

— On dit que l'ambassadeur de France à Berlin a adressé au roi de Prusse une supplique dans le but de lui demander la grâce des Polonais condamnés à mort.

— Le Journal des Débats annonce, à son tour, le départ du duc de Serra-Capriola, ambassadeur des Deux-Siciles à Paris.

« Le duc de Serra-Capriola, ambassadeur de Naples à Paris, vient d'être appelé précipitamment auprès de son souverain.

« On dit que le roi de Naples, frappé de la sourde maladie et du malaise qui se manifestent sur plusieurs points de son royaume, a l'intention de le nommer son lieutenant-général, jadis vice-roi en Sicile. Tous ceux qui connaissent l'élévation, la fermeté et la généreuse modération du caractère du duc de Serra-Capriola, qui savent combien ses principes

convenaient à l'élévation monarchique et à la conviction d'un progrès désormais inévitable pour le pays, ne peuvent qu'applaudir à ce choix. C'est en effet, aux yeux de l'Europe, la meilleure garantie des intentions bienveillantes du roi pour son peuple.

M. de Serra-Capriola jouissait à Paris de la plus haute considération, et il emporte les regrets de tous ceux qu'attirait la plus sincère hospitalité et l'urbanité la plus gracieuse.

— Nous avons été bien inspirés en n'accueillant, hier, qu'avec la plus grande réserve les bruits qui couraient à Naples au départ du Virgile, relativement à une insurrection qui aurait éclaté dans la Sicile. Ainsi que nous l'avons fait pressentir, ces versions étaient dénuées de tout fondement. Notre correspondance de Naples, qui nous a toujours parfaitement informés de tout ce qui se passait dans la Sicile, nous a fait connaître notre dernière correspondance, aux démonstrations pacifiques dont nous avons tracé le fidèle exposé.

Les professeurs de l'université et les hommes les plus distingués du pays ont harangué la foule pour la maintenir dans les sentiments d'ordre et de modération, et ces sages conseils ont été parfaitement suivis; il ne s'est pas produit de désordre de la part du peuple, malgré les infâmes agressions de la police. Un soldat de garde au bureau du commissariat a tué d'un coup de fusil un homme du peuple sans avoir été provoqué. Ce militaire a été arrêté par la foule, et l'un des personnages les plus influents du groupe lui a dit :

« Nous pourrions te pulvériser, mais nous ne voulons pas verser le sang de nos concitoyens. »

Le soldat a été ensuite mis en liberté.

— Les lettres de Nossi-Bé sont sans intérêt quant à ce qui touche cette possession; mais elles nous apportent le récit d'une de ces scènes dramatiques de révolte à bord et de piraterie dont l'Océan est encore parfois le témoin.

Voici comment cette scène de meurtre nous est racontée :

« Il vient de se passer une affaire terrible à Nossi-Bé, ou du moins au large de l'île. Un petit bâtiment de cent d'une centaine de tonnes avait pour équipage un capitaine, un second, un matelot et deux novices du pays, autrement dits esclaves. Ce petit navire était parti de Nossi-Bé pour aller traiter des bœufs à la côte Ouest de Madagascar, et il était à peine à une trentaine de milles en mer, lorsque les deux hommes noirs étant du quart du second, le saisirent et lui brisèrent la crâne à coup de hache. Cet officier étant mort à leurs pieds, ils prirent un couteau de cuisine, décollèrent le cadavre et le jetèrent immédiatement à la mer.

« Pendant que s'achevait cette horrible boucherie, le matelot blanc, qui avait entendu des cris, monta en hâte sur le pont, mais il n'y trouva personne. Après y être resté quelques secondes, il fut épouvanté par de nouveaux gémissements, qui sortaient cette fois de la chambre; il se précipita alors de suite à l'arrière, et vit les deux esclaves la hache levée sur le capitaine, qui en avait déjà reçu un coup sur la tête et un autre sur l'épaule gauche. Les noirs le croyant mort comme leur première victime, l'abandonnèrent pour remonter sur le pont, dans le dessein de faire subir le même sort au matelot blanc. Une réflexion de leur part sauva celui-ci : ils ne savaient ni gouverner, ni faire leur point d'estime, et le malheureux marin leur était nécessaire pour le conduire à terre. Ils lui enjoignirent donc de se mettre à la barre. Le matelot pleurant et protestant qu'il ne connaissait pas la route pour les conduire à Nossi-Bé, Furieux de cette résistance, les esclaves lui abattirent d'un coup de hache la main droite, au moment où il la tenait posée sur le bord de la ligne; puis le frappant à coup de bâton, ils forcèrent l'infortuné à gouverner de la main gauche.

« Une fois en vue de terre, au lieu de venir sur la rade, ils descendirent dans le canot, où ils chargèrent tout ce qu'ils purent voler à bord : argent, montre, etc., et se dirigèrent dans le sud de Nossi-Bé où ils débarquèrent et allèrent se cacher dans les bois.

« Cependant le capitaine, qu'ils croyaient mortellement blessé, ne l'était pas aussi dangereusement que s'en étaient fait ces monstres. Il sortit après leur départ du lieu où il s'était caché pendant leur présence sur le pont du navire, monta et trouva son pauvre matelot avec une main de moins. Tous deux purent alors descendre heureusement à terre, où ils furent déposés à l'hôpital pour y recevoir tous les soins qu'exigeait leur état, et d'où ils sont, depuis, sortis complètement guéris.

« Dès son arrivée, le capitaine avait fait son rapport sur cet événement, et au bout de trois jours les assassins étaient pris et conduits les uns aux pieds et aux mains à bord du stationnaire le *Lionne*, d'où ils ont été dirigés sur Bourbon par la goélette *l'Iris*, afin d'y passer en jugement.

« Le capitaine qui commandait le navire où s'est passée cette affreuse scène, est M. Giron, il est de Nantes, et avait à bord du *Berceau* un frère qui est retourné en France à la suite d'une blessure reçue à Tamatave. »

(National de l'Ouest).

NOUVELLES MESURES SANITAIRES ADOPTÉES A GÈNES.

Le magistrat de santé de Gènes, officiellement informé qu'un cas de choléra s'était manifesté sur le Mentor arrivé de Constantinople à Malte le 14 novembre, et que des passagers de ce paquebot s'étaient embarqués pour Marseille sur le Nil, a décidé que jusqu'à nouvel ordre, les provenances des ports français dans la Méditerranée ne seraient pas admises en libre pratique dans le port de Gènes, et seront soumises à un traitement spécial qui variera selon les circonstances.

Ces mesures seront toutefois suspendues, si après l'écoulement d'un temps convenable, le choléra ne s'est manifesté dans aucun des ports et échelles ci-dessus désignées, et si d'ailleurs les provenances des lieux où règne le choléra ont été soumises à une augmentation de quarantaine.

Cette décision a été portée à la connaissance de la chambre par M. le consul général de France à Gènes.

— Un bien fatal accident, qui a coûté la vie à onze personnes, a eu, dimanche dernier pour théâtre la baie de Foynes, à l'entrée du Shannon. Un petit sloop caboteur, allant à Limerick avec des provisions de beurre et de fruits, dont les propriétaires se trouvaient à bord, a été pris au mouillage par une raffale qui a fait dériver ses ancres, et incapable de se diriger au milieu d'une mer assez grosse, il ne tarda pas à être jeté sur un écueil où il se brisa. La plupart des passagers et de l'équipage périrent immédiatement. Quelques-uns réfugiés dans la mâture furent successivement emportés par les lames, et quand les habitants du rivage qui assistaient, spectateurs impuissants, à ce sinistre, purent se porter avec une embarcation au secours des naufragés, il n'en restait plus qu'un qui fut recueilli dans un état pitoyable.

Le pauvre matelot, seul échappé au désastre, a déjà fait naufrage sur la même côte, et c'est la seconde fois qu'il voit la mort d'aussi près. Il est père de neuf enfants.

ORAN, 3 décembre. — L'intérieur de la province jouit toujours de la plus grande tranquillité; tout l'intérêt continue à se concentrer sur ce qui se passe dans le Maroc.

Nous disions que l'émir, en même temps qu'il épuisait la ruse pour faire accroître aux siens et à ses adversaires à une paix prochaine avec nous, cherchait à rallier à lui les sympathies musulmanes, en faisant acte public de soumission à l'empereur par l'envoi de chevaux. Il paraît positif qu'il a pris définitivement ce parti. De tout temps, il était probable qu'il l'adopterait plutôt qu'une capitulation, telle que nécessairement nous l'eussions exigée de lui en pareil cas.

La générosité de la France l'eût sans doute entouré d'égards, de conditions, de bien-être qu'il ne trouvera nulle part ailleurs; il ne peut l'ignorer, mais la haute idée qu'il s'est faite du grand rôle qu'il a joué, le prestige qu'il doit vouloir conserver aux yeux de ses coreligionnaires, devaient faire prédominer cette pensée, que, placé dans une situation extrême entre nous et Muley-Abder-Rhaman, il préférerait s'adresser à lui.

Un espoir secret de quelque retour de fortune que lui ménagerait la volonté de Dieu, suffisait d'ailleurs pour le décider dans cette dernière voie.

Voici à peu près les données de sa situation actuelle. Nous écarterons ici les détails dont l'entourent les indigènes; seulement, nous constaterons qu'ils tendent à présenter Abd-el-Kader comme réduit à une détresse complète. Il est toujours aux fontaines de Zato, position que nous avons déjà décrite; il n'avait pas perdu de temps pour y préparer une résistance désespérée contre une attaque qu'il devait déplorer; il est certain qu'une action eût mieux valu pour lui que le blocus, à distance, dans lequel il s'est trouvé renfermé à Zato; abandonné des tribus, devenu méfiant pour lui, sous l'influence des camps du mag-zen, il devait bientôt manquer de ressources pour fai-

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PHIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Éclair, rue N. D. des Victoires 45 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

OUVERTURE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE BASTIA.

C'est le premier janvier prochain que s'ouvre la caisse d'épargne fondée par l'ordonnance royale du 26 novembre 1846 dans la ville de Bastia. L'administration municipale ne pouvait mieux commencer l'année : c'est un bienfait direct pour toutes les personnes peu aisées qui peuvent ainsi mettre d'abord en sûreté leurs économies et ensuite en retirer un intérêt qui fait fructifier ces mêmes économies. Partout où ces établissements ont été fondés, et il est peu de départements qui n'en comptent pas au moins un aujourd'hui, ils ont été parfaitement appréciés et les dépôts successifs se sont élevés à des sommes considérables qui dépassent plus de cent-vingt millions. Ce chiffre en dit plus que les commentaires les plus éloquentes, il montre que toutes les classes de la société se sont empressées de profiter des avantages attachés aux caisses d'épargne.

Le premier de ces avantages c'est de placer d'une façon sûre les petites économies que chacun peut faire. C'est surtout aux ouvriers qu'il appartient de profiter de cet avantage. Leurs économies peuvent disparaître soit par le vol, soit par la dissipation. Absents souvent de leurs demeures, ils ne peuvent exercer une surveillance active qui les rassure entièrement sur la possession de leurs économies péniblement ramassées. En outre on peut facilement se laisser entraîner au désir de faire des dépenses folles ou peu nécessaires quand on se trouve en présence d'un petit capital sans emploi du moment : que de fois n'a-t-on pas cédé à ces tentatives d'amour propre, ou d'envie de jouissances plus grandes qu'à l'ordinaire ; surtout quand la somme à dépenser devait être peu considérable. C'est ainsi que de petites économies se sont dissipées peu à peu, qu'on s'est privé de ressources précieuses soit pour la maladie, soit pour des dépenses urgentes, imprévues et qu'on a été obligé de s'imposer des privations et de contracter des emprunts onéreux pour parer aux besoins du moment. Avec un peu de prévoyance on aurait prévenu ces embarras ; mais cette prévoyance s'exerce d'autant plus facilement que les économies sont là à votre disposition et quand on ne s'est pas mis dans la sage nécessité de ne pouvoir les entamer immédiatement. On pourrait, il est vrai, prêter ces économies ; mais outre que les emprunteurs ne présentent pas toujours des garanties suffisantes, il est tel placement de sommes minimes qui ne peuvent être faits et dans tous les cas, on ne pourrait rentrer immédiatement, dans un cas donné, dans la possession de la somme prêtée. Ce sont là des difficultés qui font que les personnes, qui auraient le plus besoin de se réserver des ressources pour les instants difficiles, ne peuvent songer à assurer leur avenir.

Eh bien ! le premier avantage de la caisse d'épargne est de soustraire ces économies aux deux chances de pertes possibles, dont nous avons parlé, le vol ou la dissipation. La caisse reçoit les sommes les plus minimes, depuis un franc jusqu'à trois-cents francs dans un seul versement. La caisse offre aux déposants sécurité complète, puisque les fonds sont immédiatement versés dans les caisses de l'État qui en devient responsable. Quel placement plus prompt, plus facile, plus sûr pourrait-on trouver ? Le dépôt se fait sans frais, sans embarras et la somme versée est susceptible de produire un intérêt de 4 p. 100. Ainsi les économies sont assurées, et elles fructifient. Il n'était pas possible de trouver une combinaison plus simple et plus heureuse.

Mais la caisse d'épargne n'a pas seulement pour but de soustraire les économies qui peuvent être faites, à toutes chances de pertes et de leur faire produire un intérêt, la caisse d'épargne est aussi caisse de prévoyance, c'est-à-dire qu'elle assure la disposition des économies faites dans les jours heureux pour les mau-

vais jours. Si ce dépôt est facile, sans embarras, le retrait des sommes déposées se fait avec la même facilité. Il suffit de prévenir quinze jours à l'avance, et ce délai expiré, la caisse rembourse tout ou partie de la somme déposée. On le voit donc cette institution est excellente et offre des avantages dont notre population ouvrière surtout s'empressera de profiter, ainsi que cela a eu lieu partout ailleurs. Nous pourrions encore nous étendre sur les autres avantages qui découlent des caisses d'épargne, sur les habitudes d'ordre, d'économie, de moralité qu'elles favorisent, développement ou privation ; mais nous croyons en avoir assez dit pour faire apprécier leur utilité la plus pratique et la plus directe. Nous nous bornerons à publier ici les statuts de la caisse d'épargne de Bastia, afin qu'on puisse se faire une idée exacte et complète de cette nouvelle institution et qu'on puisse profiter de tous les avantages qu'elle assure.

Statuts de la Caisse d'épargne et de prévoyance de la ville de Bastia.

Article premier. Il est établi à Bastia, avec l'autorisation du gouvernement, une caisse d'épargne et de prévoyance, destinée à recevoir et à faire fructifier les sommes qui lui sont confiées.

Art. 2. Le fonds de dotation de la Caisse se compose des dons qui peuvent lui être faits ; il est placé, soit en inscriptions de rentes sur l'État, soit à la caisse des dépôts et consignations ; les intérêts qui en proviennent peuvent seuls être affectés au paiement des frais d'administration, et le capital n'en peut être aliéné qu'avec l'autorisation du ministre compétent.

Jusqu'à ce que les intérêts du fonds de dotation, réunis aux bonifications de caisse, puissent suffire pour couvrir les dépenses de l'établissement, il y sera pourvu par une subvention portée chaque année au budget de la ville.

Art. 3. La Caisse est régie par un conseil composé de douze directeurs, nommés par le conseil municipal. Quatre d'entre eux sont élus parmi les membres de ce conseil, et les huit autres parmi les notables de la ville, et principalement parmi les donateurs. Leurs fonctions durent trois ans ; ils sont renouvelés par tiers chaque année.

Les membres sortants sont indéfiniment rééligibles. Le conseil pourvoit de même aux vacances accidentelles qui peuvent arriver pendant l'année.

Les fonctions des directeurs sont gratuites ; ils ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire.

Art. 4. Le maire est membre né et président du conseil des directeurs ; il peut se faire remplacer par un adjoint.

Art. 5. Les directeurs élisent parmi eux à la majorité des suffrages un vice-président, et en dehors du conseil un secrétaire qui n'a pas voix délibérative. Les délibérations doivent être prises à la majorité des membres qui composent le conseil.

Art. 6. Il y a un caissier ou agent comptable qui est responsable des fonds dont il a le maniement et qui fournit un cautionnement en immeubles, en rentes sur l'État, ou en espèces dont la quotité est déterminée par le conseil des directeurs.

Art. 7. La Caisse ne reçoit pas moins d'un franc, ni au delà de trois cents francs, de même déposant par semaine. Toutefois aucun versement ne peut être reçu sur un compte dont le crédit a atteint quinze cents francs. Ce crédit peut néanmoins être porté à deux mille francs par la capitalisation des intérêts ; et au cas où il vient à dépasser cette limite, il n'est point alloué d'intérêts pour l'excédant.

Art. 8. L'intérêt est alloué sur toute somme ronde de un franc ; il commence à courir quinze jours après le versement, et cesse quinze jours avant celui qui est indiqué pour le remboursement ; il est capitalisé à la fin de chaque année.

Art. 9. Les remplaçants dans les armées de terre ou

de mer sont admis à déposer en un seul versement le prix stipulé dans l'acte de remplacement, à quelque somme qu'il s'élève, et le crédit porte intérêt, pendant toute la durée du service.

Les marins de l'inscription maritime et du recrutement sont pareillement admis à déposer, en un seul versement, le montant de leurs soldes, décomptes et salaires, au moment, soit de leur embarquement, soit de leur débarquement, mais sans pouvoir excéder le maximum déterminé par l'article premier.

Un règlement d'administration publique déterminera les formes dans lesquelles l'origine des fonds admis à ces versements exceptionnels sera justifiée.

Art. 10. Les sociétés de secours mutuels, pour les cas de maladies, d'infirmités ou de vieillesse, formées entre ouvriers et d'ailleurs autorisées, sont admises à déposer dans la Caisse d'épargne jusqu'à concurrence de six mille francs, et le crédit de leurs sociétés peut s'élever par l'accumulation des intérêts jusqu'à concurrence de la somme de huit mille francs ; il ne leur est pas alloué d'intérêts au delà de cette somme.

Art. 11. Les dépôts peuvent être retirés en totalité, ou en partie, à la volonté des déposants, en prévenant quinze jours d'avance ; la Caisse se réserve toutefois la faculté de rembourser avant l'expiration de ce délai.

Art. 12. Le taux de l'intérêt alloué au déposant est le même que celui qui est servi à la Caisse d'épargne par la caisse des dépôts et consignations, et qui est fixé en ce moment à 4 pour cent, conformément à la loi du 31 mars 1837.

Art. 13. Les dépôts sont inscrits sur un livret au nom du déposant numéroté, contresigné par un directeur et le secrétaire.

L'intérêt est réglé à la fin de chaque année, il est capitalisé, et produit des intérêts pour l'année suivante.

Les remboursements successifs sont inscrits au livret, qui est retenu lors du remboursement intégral.

Aucun déposant ne peut avoir plus d'un livret à la Caisse, ou dans d'autres Caisses. Le contrevenant serait privé de l'intérêt de la totalité des sommes déposées.

Art. 14. Lorsqu'un crédit a atteint le maximum légal, le déposant est invité à disposer de son capital, et lorsque le crédit est suffisant pour l'achat d'une rente de dix francs au moins, le déposant peut obtenir, sur sa demande, par l'intermédiaire de la Caisse d'épargne, et sans frais, la conversion de sa créance en une inscription de rente.

La demande doit être faite par écrit, et indiquer l'espèce de rente à acquérir.

Aussi longtemps que le déposant ne réclame pas son titre, la Caisse touche pour lui les arrérages, qui seront portés à son crédit.

Cet article, ainsi que les articles 11 et 13 sont transcrits sur tous les livrets.

Art. 15. Les sommes déposées à la Caisse d'épargne, sont, dans les 24 heures, versées en compte courant à la Caisse des dépôts et consignations, par l'entremise du receveur général, conformément à la loi du 31 mars 1837.

Art. 16. Les sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignations ne peuvent en être retirées que sur un récépissé signé par le caissier ou agent comptable.

Art. 17. La dissolution de la Caisse arrivant, pour quelque cause que ce soit, les valeurs qui resteront libres, après le remboursement de tous les dépôts, et le paiement de toutes les dettes, demeureront destinées à la prolongation et au renouvellement de l'établissement, s'il y a lieu ; sinon, elles seront, d'après une délibération du Conseil Municipal, employées à des œuvres de bienfaisance.

Art. 18. Les modifications qu'il deviendrait nécessaire d'introduire dans les statuts, seront délibérées par

re vivre ses troupes et sa Daira surtout, qu'il ne pouvait déplacer, n'ayant aucun lien plus sûr où la conduire.

D'ailleurs, un pareil mouvement eût été, selon toute apparence, le signal d'un désastre. La présence de la colonne du général Lamoricière, sur la frontière, augmentait encore ses vives inquiétudes.

C'est dans ces circonstances que Bou-Hamed el-Kader, il y a douze ou quinze jours, pour aller implorer la clémence de Muley-Abd-el-Rhaman. Cette mission, que le juste ressentiment de celui-ci ne présentait pas comme sans dangers, était digne de l'homme qui a soutenu le plus énergiquement la fortune de l'émir ; son départ aurait eu lieu au milieu des vœux et des larmes.

LE PROCHAIN TIRAGE

de la 113^e émission d'actions, garantie par la ville libre de Francfort aura lieu

les 5 et 6 janvier 1848.

Gains principaux : fr. 450,000 ; deux à 215,000, un de 107,500, deux à 54,000, deux à 45,000, un de 32,000, un de 25,000, quatre à 21,500, un de 12,000, cinq à 10,700, un de 8,500, cinq à 6,400, onze à 4,500 quatre-vingt-cinq à 2,150 etc. d'un total de

TROIS MILLIONS 940,000 FRANCS.

Il y a deux manières d'y participer, soit pour le tirage ci-dessus mentionné, soit pour tous les tirages suivants, qui seront effectués durant quatre mois.

Prix d'une action pour un tirage, fr. 40
— demi 20
— quart 10
— huitième 5

Prix d'une action valable pour tous les tirages fr. 200
— demi 100
— quart 50
— huitième 25
Payables en effet sur Paris ou tout autre ville de commerce, en mandats de poste payables à Strasbourg, en billets de banque, ou contre mon mandat. Les listes officielles des tirages seront fournies dans les journaux. — On peut toucher les gains à Paris, Lyon, Londres et Francfort.
Pour obtenir les actions, les prospectus français et les renseignements ultérieurs s'adresser directement à l'administration générale de Maurice L. STIEBEL, banquier et receveur-général à Francfort sur le Mein.
N. B. — On acceptera aussi en paiement les actions gagnantes de la seigneurie Lagiewnik.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

Le Maire de la Ville de Bastia, donne avis que l'adjudication à titre de bail à ferme du bien communal le Pineto pour les années 1848, 1849, 1850, aura lieu le jeudi 23 décembre courant, à midi en l'hôtel de Ville. La mise à prix de cette adjudication

est fixée à 1000 fr. par an. Les concourents pourront prendre connaissance au secrétariat de la mairie du cahier des charges relatif à cette adjudication.

Fait à Bastia, en l'hôtel de Ville le 16 décembre 1847.

Le Maire de la Ville,

A. S. LAZAROTTI.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.
Naples, 9 décembre, balancello S^r Henri, de 39 tx, c. Curcioli, en lest.

Livourne, 11 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, en lest.
Livourne, 11 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Vanetti, pass.
Livourne, 11 id. mistick Conception, de 30 tx, c. Bonelli, blé et diverses.
Livourne, 12 id. mistick S^r V^r Ferreri, de 30 tx, c. Battistini, blé et diverses.
De la mer, 13 id. bat. à vap. Antilope, c. D'Asteyrac, lieutenant de vaisseau.
Livourne, 13 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, c. Stretti, pass.
De la plage, 13 id. golette S^r Joseph, de 38 tx, c. Bonelli, en lest.
Marseille, 15 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, pass.
Marseille, 15 id. brick-golette Ajaccio, c. De la Croix, lieutenant de vaisseau.
Rio, 16 id. brick-golette Charité, de 81 tx, c. Paolo, en lest.
Portoferra, 16 id. brick-golette Cirio, de 100 tx, c. Valzi, diverses.
Portoferra, 16 id. brick-golette Deux-Amis, de 65 tx, c. Libarelli, blé.
A la mer, 11 id. bat. à vap. Antilope, c. D'Asteyrac, lieutenant de vaisseau.
Portoferra, 11 id. bat. à vap. Télégraphe, Vanetti, passagers.
Livourne, 15 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

DÉPARTS.

Marseille, 10 décembre bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, pass.
Marseille, 10 id. brick-golette Ajaccio, c. De la Croix, lieutenant de vaisseau.
Rio, 16 id. brick-golette Charité, de 81 tx, c. Paolo, en lest.
Portoferra, 16 id. brick-golette Cirio, de 100 tx, c. Valzi, diverses.
Portoferra, 16 id. brick-golette Deux-Amis, de 65 tx, c. Libarelli, blé.
A la mer, 11 id. bat. à vap. Antilope, c. D'Asteyrac, lieutenant de vaisseau.
Portoferra, 11 id. bat. à vap. Télégraphe, Vanetti, passagers.
Livourne, 15 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

PHARES ET FANAUUX.

AVIS AUX NAVIGATEURS.

ALLUMAGE DE TROIS NOUVEAUX PHARES.

Les navigateurs sont prévenus qu'à partir du 1^{er} janvier prochain, trois nouveaux feux seront allumés, pendant toute la durée des nuits l'un à l'extrémité septentrionale de l'île de Corse, les deux autres à l'entrée de la rade de Brest.

Les indications suivantes font connaître la position géographique, le caractère et la portée de ces trois feux, dont l'établissement a déjà été annoncé dans les trois dernières éditions de la description des phares de France publiées en 1845, 1846 et 1847.

PHARE DE L'ÎLE DE GIRAGLIA.

Feu à éclipses de demi-minute en demi-minute [☉ 1.]

Sur l'île de Giraglia,

Lat. 43° 1' 45". — Long. 7° 3' 55" E.

Élévation { au dessus du sol 22m } Portée 27 milles
 { au dessus de la mer 82m }

En temps ordinaire les éclipses ne paraîtront totales qu'au delà d'une distance de 10 milles marins.

PHARES DU GRAND QUENAL DE BREST.

1^{er} PHARE DU PETIT-MINO.

Feu fixe [☉ 3.]

Sur la pointe du Petit-Minou située à l'entrée occidentale et sur la côte Nord du Goulet de Brest.

Lat. 48° 21' 29" — Long. 6° 52' 19" O.

Élévation { au dessus du sol 24m } Portée 15 milles.
 { au dessus de la mer 32m }

2^e PHARE DE PORTZIC.

Feu varié de trois en trois minutes par des éclats précédés et suivis de courtes éclipses

[☉ 2.]

Sur la pointe de Portzic à 6,400 mètres au N. 69° E du phare du Petit-Minou.

Lat. 48° 20' 42" — Long. 6° 57' 9" O.

Élévation { au dessus du sol 33m 40 } Portée 18 milles.
 { au dessus de la mer 56m 20 }

En temps ordinaire les courtes-éclipses de ce phare ne paraîtront totales qu'au delà d'une distance de 8 milles marins

Ces deux feux, tenus l'un par l'autre, indiqueront aux navigateurs la direction à suivre pour arriver à l'entrée du Goulet en évitant au Nord, les écueils du Coge de la Basse Bouze et au Sud celui de la Vandré.

le conseil des directeurs, à la majorité des membres qui le composent, et ne pourront être relégués à exécution qu'après avoir été adoptés par le conseil municipal, et approuvés par le gouvernement.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le Conseiller Giordani.

AUDIENCE DU 15 DÉCEMBRE.

Faux en écriture publique.

Le 23 mars 1844, le maire de la commune de Mazzola avait prié son adjoint, Natali, de le remplacer aux opérations du tirage des jeunes conscrits de la classe de 1845 qui devait avoir lieu dans la commune de Serrano. Il remettait en même temps au sieur Natali, le tableau de recensement qu'il avait signé et sur lequel ne figurait aucun nom.

Jean Mazzola beau-frère de Natali avait prié ce dernier au nom du maire de sa commune, d'inscrire le nom de son fils Mazzola Jacques-Jean. L'adjoint adhéra aux propositions de son beau-frère; et il permit que l'on inscrirait le nom de son neveu sur le tableau de recensement. Ce jeune homme n'était âgé que de quinze ans. Son âge n'était point désigné sur le tableau; mais sur les interpellations de M. le sous-préfet de Corte il fut répondu par plusieurs personnes de l'auditoire et par l'adjoint lui-même que le jeune Mazzola était âgé de 21 ans. A la réunion du conseil de révision qui eut lieu le 11 juin 1846, il fut reconnu que Mazzola Jacques-Jean n'était point âgé de 21 ans et qu'il avait été indûment porté sur le tableau de recensement. L'adjoint Natali et Jean Mazzola père du jeune homme qui avait été illégalement porté sur le tableau ont été traduits devant la cour d'assises sous l'inculpation de faux et de complicité de ce crime.

M. D'Aiguy, premier avocat-général, a soutenu l'accusation, M. Giamarchi et Gavini défenseurs des accusés ont soutenu qu'il n'y avait point de crime de faux tel qu'il est spécifié par la loi du moment où l'âge du jeune Mazzola n'avait point été désigné. M. Giamarchi a prouvé également qu'il n'y avait point de complicité de la part de Mazzola et les deux défenseurs ont démontré que le fait tel qu'il était reproché aux accusés ne pouvait porter aucun préjudice à des tiers ce qui enlevait à leur action un des caractères essentiels du faux proprement dit.

Déclaré non coupables par le jury, les deux accusés ont été mis en liberté.

Présidence de M. le Conseiller Nasica.

AUDIENCE DU 16 DÉCEMBRE.

Menaces de mort par écrit et sous condition.

Les frères Marcilese Antoine, Alexandre, Léonard et Thomas sont accusés de complicité du crime de menaces de mort par écrit et sous condition. Il paraît que de longs procès civils et criminels avaient existé entre eux et le médecin Nicolai de la commune de Carhini. Dans le mois de janvier dernier une lettre menaçante fut écrite au médecin Nicolai par le comtux Viggiani et par laquelle il était enjoint à la famille Nicolai de payer aux Marcilese les frais qui leur avaient été occasionnés dans les procès dont il a été question. L'accusation a soutenu que cette lettre avait été écrite par Viggiani d'après les instigations des frères Marcilese qui étaient à cette époque les amis et les confidentes de ce bandit heureusement tombé sous les coups de la force publique.

Le siège du ministère public était occupé par M. D'Aiguy premier avocat-général; la défense a été présentée par M. Caraffa et Giordani.

Le jury ayant déclaré les accusés, Antoine et Alexandre frères Marcilese coupables du crime qui leur était imputé avec circonstances atténuantes, la cour les a condamnés à trente mois de prison. Les deux autres frères Léonard et Thomas, contre lesquels il n'y avait point de charges suffisantes ont été acquittés par le jury.

AUDIENCE DU 17 DÉCEMBRE.

Tentative de Meurtre.

Charles-André Giannetti, maire de la commune de Verdesse, avait été remplacé dans ses fonctions par Quilichini Xavier. Il croyait avoir été victime d'une dénonciation à laquelle aurait pris part le nouveau maire et Charles Giannetti de la même commune. L'irritation de Charles-André Giannetti était extrême. Dans la soirée du 6 mars 1846, Quilichini Xavier, accompagné du brigadier de la gendarmerie, se rend chez l'ancien maire pour se faire remettre les registres

et le sceau de la mairie. Des explications ont lieu entre ces deux individus. Quilichini s'efforce de calmer Charles-André Giannetti en lui disant qu'il n'a pris part à aucune dénonciation faite contre lui. Charles-André Giannetti accepte ces explications et consent à accompagner Quilichini dans la demeure où devait avoir lieu un souper en réjouissance de sa nomination. En sortant de la maison Quilichini, Charles-André Giannetti fait entendre contre Charles Giannetti des paroles injurieuses. Celui-ci se présente sur le seuil de la porte et, au milieu des cris de la multitude, un coup de pistolet part dans la mêlée et va frapper à la porte de Charles Giannetti.

L'accusation attribuait cette tentative de meurtre à Charles-André Giannetti, mais il est résulté des débats que celui-ci n'avait point d'armes et qu'il s'était écrié au moment de l'explosion : « On a tiré sur moi un coup de pistolet. » La direction du projectile ne constatait pas non plus d'une manière suffisante que l'accusé Charles-André Giannetti fût l'auteur de ce coup. Giannetti Paul-Félix, frère de Charles-André, accouru sur les lieux aux cris de son frère, déchargea son fusil dans la direction de la maison de Charles Giannetti et donna la mort à la malheureuse Joséphine Guérini, sœur de ce dernier. Mais Giannetti Paul-Félix est encore fugitif; le jury n'a eu à s'occuper aujourd'hui que de Charles-André Giannetti contre lequel il n'existait point de charges suffisantes.

M. D'Aiguy avocat général a soutenu l'accusation. M. Caraffa a présenté la défense de l'accusé. Déclaré non coupable, Charles-André Giannetti a été mis en liberté.

Présidence de M. le Conseiller Giordani.

AUDIENCE DU 18 DÉCEMBRE.

Meurtre.

On remarque aux environs du palais de justice une affluence considérable de personnes. Il est facile de comprendre que la cour d'assises doit s'occuper en ce jour d'un de ces procès importants qui excitent vivement la curiosité publique.

L'accusé Charles Poli, de la commune de Cervione, est un jeune homme de 28 ans appartenant à une des familles les plus honorables de l'arrondissement de Bastia. Il arrive escorté de la gendarmerie et prend place sur la sellette en attendant l'ouverture de l'audience. La cour entre en séance vers les onze heures du matin. M. D'Aiguy, 1^{er} avocat général, occupe le siège du ministère public. Sur le banc de la défense sont assis M. Caraffa et M. Poli, qui vient remplir un pieux devoir envers un membre de sa famille.

Il résulte de l'acte d'accusation dont lecture est donnée par le greffier, que Charles Poli dans la soirée du 30 août 1844, a donné la mort à l'aide d'un coup de couteau au malheureux Philippe-Louis Gabrielli sergent fourrier des voltigeurs corses et appartenant à une des familles les plus honorables de l'arrondissement de Corte. Voici dans quelles circonstances : Le 28 août le jeune Gabrielli accompagné d'un voltigeur corse était allé faire une partie de chasse. Ils rencontrèrent dans leurs excursions Charles Poli accompagné de deux autres jeunes gens de la commune de Cervione. Le voltigeur qui accompagnait Gabrielli demanda en plaisantant à Charles Poli s'il avait un permis de chasse. Celui-ci tira de sa poche un papier et quoiqu'il fût reconnu que ce n'était point là la pièce que le voltigeur demandait. La conversation n'en continua pas moins sur le ton de la plaisanterie. Après quelques instants Poli et ses camarades, se séparèrent après avoir offert des rafraichissements au fourrier Gabrielli et à son voltigeur. Deux jours après cette rencontre on rapporta à Charles Poli que le fourrier voulait dresser contre lui un procès verbal de contravention à la loi sur la chasse. Charles Poli s'en plaignit avec le voltigeur Luporsi qui le rassura complètement sur les intentions bienveillantes de son fourrier. Non content de ces explications Charles Poli, dans la soirée du 30 août 1844, à la nuit tombante s'approche du jeune Gabrielli qui se trouvait sur la place de Cervione et lui demande un entretien de quelques instants Gabrielli se rend à l'invitation de Poli et ils se dirigent vers la vigne de la maison Casalta et trois minutes après Gabrielli revient sur la place en criant : « Je suis mortellement blessé ». Une foule de personnes accourent sur les lieux, on entoure ce malheureux jeune homme, on l'interroge et il répond que Charles Poli lui a demandé s'il voulait dresser un procès-verbal contre lui et que sur sa réponse négative, il l'avait frappé avec un couteau dans la bas ventre sans qu'il pût préciser d'où il avait sorti cette arme et comment le coup lui avait été porté. A la suite de cette dé-

claration dans laquelle le jeune Gabrielli narrait malade après avoir reçu les derniers secours de la religion la voie publique se prononce fortement contre Charles Poli. Quelques jours après ce malheureux événement, le bruit se répandit dans Cervione que Charles Poli n'avait point été le meurtrier de Gabrielli et que ce crime devait être imputé à un autre individu. En effet l'accusé a soutenu pour sa justification qu'au moment où il demandait une explication à Gabrielli, celui-ci l'aurait menacé avec un atilet, qu'il s'était alors efforcé de retenir son bras en criant au secours, que deux inconnus étaient accourus sur les lieux et que l'un d'eux avait donné la mort au malheureux Philippe-Louis Gabrielli. Quelques témoins entendus aux débats à la décharge de l'accusé ont corroboré ce système de défense; mais le ministère public se fondant sur des renseignements obtenus du juge de paix du canton et d'autres personnes honorables, a soutenu que ces témoins dont la moralité était suspecte ne méritaient nullement la confiance de la justice.

Telles étaient les circonstances de ce crime qui avait eu il y a trois ans un si grand retentissement. Charles Poli qui s'était réfugié sur la terre étrangère, s'est volontairement constitué prisonnier et proteste de son innocence.

A huit heures du soir tous les témoins sont entendus et la parole est donnée à l'éloquent organe de l'accusation qui dans un réquisitoire admirable de logique de raisonnement et d'élevation de sentiments et de pensées, combat le système de défense de l'accusé et demande une réparation éclatante. Nous regrettons surtout de ne pas pouvoir mettre sous les yeux de nos lecteurs la peroraison de M. le premier avocat-général qui a été, nous pouvons le dire, un chef-d'œuvre d'éloquence judiciaire.

M. Caraffa, avec son magnifique talent et cette puissance de raisonnement qu'il apporte dans les procès importants qui lui sont confiés, a présenté la défense de son jeune client.

Il est une heure du matin. M. le président résume les débats dans une allocution brillante, remarquable d'impartialité et de justice.

Le jury entre dans la chambre de ses délibérations d'où il rapporte, contre l'accusé Poli Charles, un verdict de culpabilité avec provocation violente. La cour condamne l'accusé à cinq années d'emprisonnement.

Le *Courrier de Livourne* du 14 du courant rapporte un acte attentatoire aux droits des gens et à la liberté du commerce, commis dans cette ville le dimanche 12, par des bateliers envers la compagnie Valéry frères et contre la personne même de M. Joseph Valéry l'un des gérants. Le bateau le Sebastiani de cette compagnie se trouvant à Livourne, plusieurs personnes de Livourne, de Pise et même de Florence ayant manifesté le désir que ce bateau pût les conduire visiter la flotte anglaise qui était ancrée à trois mille du port, on se disposa d'obtempérer à leur désir. Mais les bateliers informés de la course qui devait avoir lieu s'y opposèrent avec des menaces et des cris sinistres. Un poste de carabinieri demeura le témoin impassible de ces violences; et pour empêcher des résultats qui auraient pu devenir sanglants. M. Joseph Valéry, sur les instances de M. Casanova, agent de la compagnie à Livourne dut renoncer à la course projetée. Notre consul informé de ces actes coupables s'est mis en devoir d'intervenir auprès de l'autorité toscane; celle-ci prévenant a offert les satisfactions qui pourraient dépendre d'elle. Mais elle n'a pas dissimulé qu'elle craignait, en s'engageant, de soulever de plus fâcheux désordres; et M. Joseph Valéry a été supplié de consentir à ce qu'il ne fût pas donné de suite à ses justes griefs.

Le *Courrier de Livourne* en rapportant ces faits les déplore ainsi que quelques autres actes de prétentions locales, portant atteinte à l'unité nationale qui ont été l'objet de manifestations turbulentes à Pise et à Livourne. Ce journal fait au sujet de ces événements des réflexions pleines de raison et de sagesse sur ce qu'il y a de sauvage sous le rapport de la civilisation et de dangereux pour la liberté dans de pareils actes. Nous ne pouvons qu'approuver ces réflexions; nous approuvons aussi que M. Joseph Valéry ait fait taire son ressentiment. Mais pourtant si des violences de la nature de celles qui ont été commises envers une compagnie de bateaux à vapeur français venaient à se renouveler, il serait, cette fois, du devoir de notre consul général à Livourne et au besoin, de notre gouvernement lui-même d'en exiger la sévère répression. Car, ainsi que le dit le *Courrier de Livourne*, la liberté

ne doit pas dégénérer en licence; et dans tous les cas le gouvernement français doit être prêt à faire respecter les personnes et les droits des Français partout et contre tous.

La garnison autrichienne, qui avait occupé Ferrare, vient enfin de se retirer et de rentrer dans la citadelle. Le cardinal Cicchi a reçu ordre de se rendre immédiatement à Ferrare pour assister à l'égémonie de la place.

S. M. Marie Louise, duchesse de Parme, vient de mourir à Parme, le 17 décembre après une maladie de quelques jours.

De courroux troubles ont eu lieu à Naples. D'après la *Patria* les troupes auraient tiré sur le peuple. Les détails manquent.

NOUVELLES DIVERSES.

— On lit dans la Presse :

« On assure que, d'après de nouvelles notes reçues au ministère des affaires étrangères, les trois puissances du Nord persistent plus que jamais à intervenir dans le règlement des affaires de Suisse, en procédant, comme en 1831, dans les affaires de Hollande, d'abord par l'emploi des protocoles et en recourant au besoin en dernier lieu, à l'emploi de la force armée. »

« Les trois puissances exprimeraient de plus le désir que la ville de Neuchâtel fût le lieu fixé pour la tenue des conférences. On assure que le cabinet français a immédiatement répondu par un double consentement à ces deux propositions. L'Autriche se fera représenter dans cette circonstance par M. le général comte de Colloredo, et la Prusse par M. le général Radowicz, qui serait en outre nommé gouverneur militaire de Neuchâtel par S. M. prussienne. »

« On ne désigne pas encore le représentant de la Russie. »

« Quant au choix du gouvernement français, il est certain qu'il ne se fixera pas sur M. de Rochele-Comte, dont les relations personnelles avec M. Ochsenbein se trouvent envenimées au dernier point. »

« Il est question de confier cette mission à M. de Lagrange. »

— Nous avons par le *Forth* les avis de Haïti, en date du 22 octobre, annonçant que la plus complète tranquillité régnait dans toute la république. Le nouveau ministère était installé, et se composait de MM. Dupuy, Paul, Delva et Remisayo. Ce dernier est l'ex-secrétaire du président, mais il appartient corps et âme à Dupuy, chef du cabinet, sous l'influence duquel s'est formée la nouvelle administration dont on attend en général de bons effets.

Des mesures ont été prises, dans l'intérieur, pour établir une police sévère sur les mœurs de la population, et la ramener aux habitudes du travail. Les fonctionnaires des divers districts ont reçu des ordres rigoureux à l'effet d'inspecter la récolte du café et de vérifier la loyauté des expéditions avant qu'elles partent pour les ports.

— Par ordonnance du roi en date du 10 décembre, M. Piscatory, pair de France, ministre plénipotentiaire près le roi de Grèce, est nommé ambassadeur près de S. M. la reine d'Espagne.

Cette nomination est significative. M. Piscatory, pendant son séjour à Athènes, où il était le plus ferme soutien de M. Coletti de regrettable mémoire, s'est constamment montré supérieur à sir Edmund Lyons, son antagoniste acharné. M. Piscatory a fort habilement tenu en échec la diplomatie anglaise et la diplomatie russe, toutes deux si jalouses de notre influence près du roi Othon. Nul homme ne s'est montré dans ces derniers temps plus ferme que lui à l'encontre des prétentions toujours croissantes du cabinet de St-James, et nous avouons que si sa nomination à l'ambassade d'Espagne n'a pas le caractère d'un défi jeté à l'Angleterre, elle prouve du moins que le gouvernement français n'a pas l'intention de reculer dans l'entreprise nationale qui a commencé au mariage du duc de Montpensier avec la fille de Ferdinand VII.

Au reste, la capacité de M. Piscatory est universellement connue. Il a fait partie pendant 12 ans de la chambre des députés, où il jouait un rôle actif et intelligent. Il était un des membres les plus remarquables de ce qu'on appelait le banc des doctrinaires. Après la coalition, M. Piscatory resta fidèle à M. Guizot et à M. Duchatel, tandis que M. Duvergier de Hauranne et M. de Remusat s'en séparaient. Aussi, quand, par suite d'un échec électoral fort imprévu, les électeurs de Chénod nommèrent à M. C. écrivain leur préférence sur M. Piscatory, M. Guizot voulut le dédommager en lui offrant à Athènes un poste diplomatique où il a montré, l'Europe le sait, une si merveilleuse aptitude et une rare fermeté.

Il est à remarquer que la date de l'ordonnance qui nomme M. Piscatory ambassadeur à Madrid, est celle du jour où les paroles inévitables de lord Palmerston prononcées à la chambre des communes ont été connues à Paris.

ALGER, le 15 décembre 1847. — Le courrier de l'Ouest est arrivé avant-hier à point en avoir apporté les nouvelles décisives que l'on pouvait attendre de la frontière du Maroc.

Aucun événement n'était accompli. — Cependant la fermeté de l'empereur Muley-Abderrahman ne s'était démentie par aucune démarche faible.

Les camps marocains s'approchaient de la deira, on savait dans la colonne de M. le lieutenant-général de Lamoricière que ces camps la resserraient assez pour leur ensemble leurs attaques.

Le kalifa Bou-Hammedi avait été retenu à Fes. M. le lieutenant-général de Lamoricière est resté à la tête de ses troupes sur l'extrême frontière, pour être prêt à agir, si l'événement y donnait lieu.

Nous ne pouvons que rappeler ici les réflexions que nous a déjà suggérées la même situation, mieux caractérisée seulement aujourd'hui. Ce qui paraissait infaillible avec d'autres acteurs... reste douteux avec Abd-el-Kader d'un côté et les Marocains de l'autre.

L'émir paraît touché à sa ruine... Avec 600 fantassins et autant de cavaliers environ, il est pressé entre trois camps nombreux, toutes les tribus l'ont abandonné et secondent ses adversaires. — Cependant, il ne faut rien prédire avant l'événement.

— On assure que la plus grande partie des jeunes Tahitiens que M. le contre-amiral Beut a amenés se trouvaient dans un tel état de santé, qu'on a jugé urgent de les renvoyer à Tahiti. Le climat de Paris les a trop cruellement éprouvés.

— On dit que la famille Rothschild a décidé la fondation d'une maison aux Etats-Unis d'Amérique. Cette maison de banque serait la succursale de celles de Paris, de Francfort et de Londres.

— Une ligne de télégraphie électrique non interrompue existe entre Philadelphie et Cincinnati; c'est une distance de 1,206 kilomètres, et les nouvelles sont maintenant transmises instantanément entre ces deux villes. Or, comme Cincinnati est à 10 degrés à l'ouest de Philadelphie, il existe une différence de 40 minutes entre les horloges des deux villes. De sorte que les nouvelles arrivent par le télégraphe plus d'une demi-heure avant l'heure où elles sont parties.

— Une ordonnance royale, datée du 14 décembre et insérée au *Moniteur* d'aujourd'hui, porte ce qui suit : Considérant qu'il importe de déterminer d'une manière uniforme l'époque de la rentrée des cours et tribunaux du royaume,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : Art. 1^{er} La rentrée de la cour de cassation, des cours royales et des tribunaux de première instance, aura lieu le 3 novembre de chaque année.

Dans le cas où le 3 novembre serait un jour férié, la rentrée aura lieu le 4.

Le procès-verbal constatant les noms des membres présents à l'audience de rentrée et les causes d'empêchement de ceux qui seraient absents, sera immédiatement transmis au garde-des-sceaux.

VENTE PAR AUTORISATION DE JUSTICE

Des immeubles ci-après désignés provenant de la faillite du sieur Charles-Marie Firpi et devant entreprendre de travaux publics domicilié et demeurant à Bastia; autorisée par ordonnance de M. le juge commissaire à la faillite, et ordonnée par jugement du tribunal civil de Bastia en date du 12 novembre dernier le tout enregistré.

Sur la poursuite de MM. Aristide Giordani, avocat à la cour royale de Bastia, et Jean-André Lazarotti propriétaire et négociant domiciliés et demeurants à Bastia syndics délégués, de l'union des créanciers de la faillite dudit sieur Firpi, ayant pour leur avoué au tribunal civil de Bastia, M. Ristori et domicilié et demeurant.

Cette vente aura lieu le 13 janvier de la prochaine année 1848 à onze heures du matin en l'étude de M. Antoine-Joseph Gassac notaire à Bastia, sise sur la Traverse royale, commis par ledit jugement.

Les immeubles seront mis en vente en vingt-neuf lots séparés, composés comme il suit, et sur la mise à prix fixée par ledit jugement.

1^{er} Lot. — Vigne, oliviers et maison de campagne, le tout formant un seul corps sis alle plane quartier d'Agliani, aboutissant au nord à la vigne du sieur Xavier Ogliastro, et au couchant à celle du sieur Antoine Marie Firpi. Mise à prix. 5,534 fr. 16 c.

2^e Lot. — Champs d'oliviers, plus un jardin potager avec arbres fruitiers et terrain planté à roseaux

plus une maisonnette, le tout formant un seul corps sis à l'après quartier d'Agliani, tenant, à l'est M. Pierangeli jure et au sud, à M. Marengo. Mise à prix. 736 fr. 00 c.

3^e Lot. — Vigne et Makis avec arbres fruitiers, plus une Maisonnette, le tout formant un seul corps sis à Sallio quartier d'Agliani, tenant, au couchant, à Joseph Olmeta, au sud, au chemin public. Mise à prix. 1,124 fr. 64 c.

4^e Lot. — Vigne et terrain complanté à arbres fruitiers, plus une maisonnette faisant un seul corps sis à Subigna quartier de Suerta, tenant, au couchant, au chemin public, à l'est au sieur Ignace Ogliastro. Mise à prix. 637 fr. 40 c.

5^e Lot. — Une petite vigne avec pailier, sise à Pierrera, tenant, à l'ouest, avec champ d'oliviers d'Augustin Bonini, et à l'est, à la vigne des hoirs Savy. Mise à prix. 105 fr. 50 c.

6^e Lot. — Vigne à Ficciola, faubourg St-Joseph, et terrain non cultivé, tenant, à l'est, avec chemin public et à la fontaine, au sud, à M. Marengo. Mise à prix. 270 fr. 34 c.

7^e Lot. — Terrain complanté à chataigniers sis à Marinacce, quartier de Suerta, tenant, au couchant, à la vigne de Jean-Baptiste Belgodere, au sud, à la route royale de St-Florent. Mise à prix. 291 fr. 59 c.

8^e Lot. — Makis sis à Marinacce, tenant, à l'est, avec propriété de Mme Limperani née Farinole, et au nord à la route royale de Saint-Florent. Mise à prix. 215 fr. 28 c.

9^e Lot. — Makis avec plants de chataigniers sis à Vignacce quartier de Cardo, tenant, au couchant, avec Louis Luo, et à l'est avec Antoine-Dominique Benedetti. Mise à prix. 231 fr. 00 c.

10^e Lot. — Makis et chataigniers, à Favale, quartier de Cardo, tenant, au couchant, avec Antoine-Dominique Sammattei, et au nord, avec Gueffucci. Mise à prix. 127 fr. 96 c.

11^e Lot. — Makis à Codola quartier de Cardo, tenant, au nord, à la propriété de M. Horace Carbuccia, au sud à Pierre-François Sammattei. Mise à prix 119f.

12^e Lot. — Makis à Gesuiti quartier de Cardo, tenant, au couchant, à Louis Luo, au sud à Sammattei. Mise à prix. 95 fr. 87 c.

13^e Lot. — Makis à Bazzia quartier de Cardo, plus un terrain potager avec arbres fruitiers, tenant, au couchant, aux terres de Jean-Baptiste Casanova, au sud, à celle de Félix Marinetti. Mise à prix. 150 fr. 00 c.

14^e Lot. — Makis et dix-sept chataigniers à Pastinacce, quartier de Cardo, tenant, à l'est, avec Joseph Romani, au nord, à Dominique Casevecchie. Mise à prix. 167 fr. 68 c.

15^e Lot. — Makis et chataigniers, à Pastinacce quartier de Cardo, tenant, à l'ouest, au sieur Antoine Mattei, au nord, au sieur Casanova Jean-Baptiste. Mise à prix. 98 fr. 85 c.

Les immeubles ruraux décrits jusqu'ici sont situés dans le territoire de la ville de Bastia dans laquelle sont également situés les urbains qui seront décrits dans les lots suivants :

16^e Lot. — Le dernier étage composé de sept pièces, grenier au-dessus, terrasse et droit d'exhaussement, ayant aussi deux passages, et trois portes d'entrées, dépendant de la maison Poggi sise au faubourg Saint-Joseph, tenant, au sud, à la maison Rolla et à l'est, avec la route royale; plus l'emplacement à bâtir ou soit jardin complanté à vigne et arbre fruitiers avec poulailler et un puits, le tout clos à mur, aboutissant à la rue de San-Roccuccio, au nord, à la maison de Dominique-Marie Firpi. Mise à prix. 6,587 fr. 00 c.

17^e Lot. — Ecurie contiguë audit jardin, magasin, une chambre au-dessus et cour au devant, tenant, à l'ouest, à la rue de San-Roccuccio, au nord, audit jardin, à la charge par l'adjudicataire de fermer à ses frais la porte d'entrée qui donne sur ledit jardin. Mise à prix. 1,547 fr. 90 c.

18^e Lot. — Cave avec porte d'entrée donnant sur le jardin et l'autre sur la rue, qui sera la seule dont l'adjudicataire pourra se servir avec charge de fermer à ses frais celle qui donne sur ledit jardin, tenant, au sud, audit jardin et au nord, à la maison Altelli. Mise à prix. 715 fr. 00 c.

19^e Lot. — Deux chambres au-dessus de ladite cave, ayant les mêmes aboutissants indiqués au lot précédent. Mise à prix. 865 fr. 00 c.

20^e Lot. — Deux chambres sises faubourg Saint-Joseph, tenant, au nord, avec maison Varese, et au sud à la maison du sieur Sperino Savonar. Mise à prix. 750 fr. 00 c.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'Abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr., par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Insulaire, rue N. D. des Victoires 16 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le PRIX des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.



LIBRAIRIE FABIANI A BASTIA.

OFFICIO

DA BERNI
NELLA NOTTE DEL NATALE
DI NOSTRO SIGNORE;
COLLA MESSA.
Prezzo 40 centesimi.

HISTOIRE DE DIX ANS, (1830-1840), par M. Louis Blanc, cinquième Édition, 5 volumes in-8°. 25 fr. »
HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE par M. A. Thiers, 10 volumes in-8° il est paru le 8^e volume, prix 5 fr. le volume.
OEUVRES DE WALTER-SCOTT, traduction nouvelle, revue et corrigée par M. Barré, 12 volumes in-8°. 42 fr.

Étrennes pour 1848.

PLUTARQUE DE LA JEUNESSE ou abrégé des vies des plus grands hommes de toutes les nations, par Pierre Blanchard. Nouvelle édition, soigneusement corrigée et continuée jusqu'à nos jours par un Professeur de l'Université. — Un magnifique volume grand in-8° de près de 600 pages, illustré de 180 portraits gravés par Chevin. — Relié en percaline, tranche dorée. 15 fr. »
— en percaline mosaïque. 17 fr. »

ELDA DE KÉRÉON par madame Tarbé des Sablons, auteur de *Eulodie, Souvenirs et Regrets, Souffrances et Consolations*, etc., etc. — Un très beau volume grand in-8°, sur papier velin glacé, illustré de 16 lithographies à deux teintes dessinées par Devéria. — Relié en percaline tranche dorée. 15 fr. »
— en percaline mosaïque. 17 fr. »

CONFESSIONS D'UN ÉCOLIER recueillies et mises en ordre par M. Alexandre de Sallet, maître de pension. — Un charmant volume grand in-8°, illustré du portrait de l'auteur et de 11 lithographies à deux teintes, dessinées par Victor Adam. — Relié en percaline tranche dorée. 13 fr. 50 c.
— en percaline mosaïque. 16 fr. »

LES HISTOIRES DE LA VIEILLE TANTE CHRISTINE, par madame Louise Bernier auteur des *Soirées d'Hiver* etc. — Ouvrage pour le premier âge. — Un beau volume in-8° en gros caractère, illustré de 8 jolies lithographies à deux teintes par Jules Noël. — Relié en percaline, tranche dorée. 10 fr. »
— en percaline mosaïque. 11 fr. »

LA PRISONNIÈRE DE 24 ANS par madame Louise Bernier, auteur des *Soirées d'Hiver*. — Un beau volume in-8°, illustré de 8 jolies lithographies à deux teintes dessinées par Jules Noël. — Relié en percaline tranche dorée. 10 fr. »
— en percaline mosaïque. 11 fr. »

ASSORTIMENT DE VOLUMES illustrés in-8° in-12 et in-18.

LIVRES DE MESSE FRANÇAIS ou ITALIENS, reliés en basane, veau, chagrin et velours.

ASSORTIMENT DE GRAVURES pour eucadre-

ment Decoupures, Dentelles, Cartes Géographiques, Atlas, etc. etc.
OUVRAGES de littérature, d'histoire et de sciences.

CARTES DE VISITE

IMPRIMÉES
à 2 fr. 50 c. le cent.
Idem en porcelaine 4 fr. le cent.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

A dater du 1^{er} janvier 1848 toute inhumation sera interdite dans le cimetière actuel.
Les inhumations auront lieu provisoirement à Paratojo. Les conseils de fabrique des deux Paroisses s'étant entendus avec l'autorité municipale, les frais de transport des morts ont été réglés ainsi qu'il suit :
1^{er} Pour les enfants de 10 ans et au dessous. 2 fr.
2^o Pour les personnes au dessus de 10 ans. 4 fr.
Ces frais sont à la charge des familles.

Carlo Magnani di Lucca, essendo di permanenza in questa città per mesi 3 circa, rende noto ai proprietari di effetti stabili che il medesimo si obbliga di levare perfettamente il fumo dai caminetti ed i prova. I sig. proprietari non pagheranno che dopo 8 giorni di prova e quando non fosse levato perfettamente il fumo a qualunque temperatura d'aria non dovranno pagare niente, come levato che sia il difetto alla prova suddetta pagheranno franchi 20 indistintamente.
Chiuso qui gradisco valersi del medesimo egli abita sopra la Traversa S. Rocco, di faccia al sig. Notaio Guasco.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Newcastle 16 courant, (brick Marie, de 153 tx, c. Le-moyne, houille.
Portotortes 16 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Vaonetti, passagers.
Livourne 17 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, blé et passagers.
Marseille 22 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, diverses et passagers.
Marseille 22 id. paquebot Ajaccio, c. de La Croix, lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.
Ajaccio 22 id. bat. à v. Maréchal Sebastiani, c. Vannetti, passagers.

DÉPARTS.

Ajaccio 17 courant, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Vannetti, passager.
Marseille, 17 id. paquebot Ajaccio, c. de La Croix, lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.
Marseille, 17 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, passagers.
Livourne, 17 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, passagers.
Livourne, 22 id. brick-goël. Sampiero, de 74 tx, c. Gaché, en lest.
Livourne, 23 id. brick-goël. Conception, de 60 tx, c. Rogliano, en lest.
Livourne, 23 id. goël. Assomption, de 42 tx, c. Thiers, en lest.
Livourne, 23 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

MAGNÉSIE ANGLAISE VÉRITABLE,

3 Fr. 50 c. LE FLACON, absorbe les aigreurs et facilite les fonctions digestives de l'estomac. Dépôt unique à Bastia chez MM. Ponelli et Comp.

LE SIROP LAROSE

d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, en régularisant les fonctions de l'estomac et des intestins, détruit la constipation, guérit la diarrhée et la dysenterie, les maladies nerveuses, les gastrites, les gastralgies, rétablit la digestion, prévient la langueur, le déprimement, la débilité, abrège les convalescences 3 fr. le flacon. On évitera les contrefaçons en exigeant les cachet et signature Larose. — Dépôt spécial chez M. Pomonti pharmacien à Bastia.

(8236.)

BASTIA (CORSE).

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le Conseiller Gavini.
AUDIENCE DU 20 DÉCEMBRE.
Assassinat.

Dans la soirée du 1^{er} décembre 1846 le malheureux Jules Istria se dirigeait vers la maison d'un de ses amis. Il était en compagnie d'Ange Ravani qui le quitta quelques instants après pour se rendre également dans sa demeure. Aussitôt qu'il fut arrivé à côté de son logement, Istria appela la femme Ettori qui demeurait avec lui, afin qu'elle descendit ouvrir la porte d'entrée. En ce moment une détonation se fait entendre et l'infortuné Istria, frappé d'une balle qui lui traverse la hanche et de plusieurs petits plombs qui le percent en différentes parties du corps, tombe immédiatement et rend le dernier soupir. Chacun se demande avec effroi dans la commune de Sollacaro quel a été l'auteur de cet assassinat. Pendant quelque temps les démarches de la justice demeurent infructueuses. Quelques jours après, la voix publique accuse le nommé Poggionovo François comme ayant été l'auteur de cet horrible attentat. On sut qu'une querelle avait eu lieu entre ce dernier et le malheureux Istria et que des menaces avaient été proférées par l'accusé dans cette circonstance. En vain l'accusé, pour soutenir son innocence, invoque un alibi qu'il ne peut nullement démontrer, en vain proteste-t-il qu'il n'est point l'auteur de ce crime; des témoins dignes de foi, auxquels il avait communiqué ses sinistres projets, donnent la preuve la plus complète de sa culpabilité.
M. D'Aigu, premier avocat-général, a soutenu l'accusation. M^{re} Casabianca aîné et Gavini ont présenté la défense de l'accusé.

Déclaré coupable de meurtre sans préméditation et avec circonstances atténuantes, Poggionovo a été condamné à douze années de travaux forcés.

Présidence de M. le Conseiller Giordani.

AUDIENCE DU 21 DÉCEMBRE.

Tentative de Meurtre.

Renucci Jean-Jérôme de la commune de Gozzano est accusé d'avoir, le 18 mai 1847, tenté de donner volontairement la mort à l'aide d'un coup de fusil à son beau-père Jean-Jérôme Mondoloni.

Les deux familles Mondoloni et Renucci ne vivaient pas depuis longtemps en bonne intelligence. Le mariage de la fille Mondoloni avec l'accusé les avaient instant rapprochées. Cette réconciliation ne devait pas être de longue durée. Un membre de la famille Mondoloni avait été poursuivi correctionnellement pour avoir recélé le contumax Peretti. Pour échapper à la condamnation qui l'attendait il demanda au maire de sa commune un certificat constatant que ce contumax était légitimement marié avec sa sœur. Le maire qui appartenait à la famille Renucci refusa de constater un fait qui n'était point l'expression de la vérité. De là nouvelle froideur entre les deux familles. Cette méintelligence éclata encore davantage le 18 mai 1847 à la suite d'une querelle de deux enfants appartenants à chacune des deux familles. Les armes furent prises de part et d'autre. Une irritation des plus vives se manifesta, un coup de feu partit des mains de l'accusé et alla légèrement blesser son beau-père. Il est résulté toutefois que ce coup paraissait avoir été dirigé contre un autre membre de la famille Mondoloni qui était également armé de fusil et avec lequel il menaçait de faire feu. Le beau-père entendit en vertu du pouvoir discrétionnaire de M. le président a cherché à atténuer les torts de son gendre.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, a soutenu l'accusation; M^{re} Gavini a plaidé en faveur de l'accusé le système de la légitime défense.

Déclaré non coupable par le jury. Renucci a été acquitté de l'accusation portée contre lui.

Présidence de M. le Conseiller Gavini.

AUDIENCE DU 22 DÉCEMBRE.

Meurtre.

Le 19 février 1846, dans la commune de Bastelica, Sambusetti François était allé passer la soirée dans la maison Follacci où se trouvait également le malheureux Michel Mancini. La conversation s'était engagée d'une manière paisible et amicale. Le nommé Benelli qui s'y trouvait également présent demanda à Sambusetti comment se portait sa femme. Celui-ci lui répondit : « Elle se porte très bien le jour et la nuit. » A la suite de ces paroles prononcées par Sambusetti qui s'était marié depuis peu de temps, Mancini lui répondit : « Cela m'étonne puisque toi et ton cousin vous n'êtes bons ni pour la nuit, ni pour le jour. » Cette plaisanterie, qui ressemblait à une insulte, donna lieu à une altercation des plus vives. Sambusetti dit à Mancini qu'il avait plus de vigueur que lui et que ses enfants étaient des bâtards. Mancini répondit par des propos tout aussi offensants. Au moment où les deux combattants étaient sur le point d'en venir aux prises, un coup de pistolet partit des mains de Sambusetti, et l'infortuné Mancini tomba baigné dans son sang sans donner aucun signe de vie. Une balle l'avait frappé dans le bas-ventre, et la mort s'en était suivie instantanément.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, a soutenu l'accusation, M^{re} Gavini a présenté la défense de l'accusé.

Déclaré coupable d'homicide volontaire avec circonstances atténuantes, l'accusé Sambusetti a été condamné à dix années de réclusion.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Meurtre.

Leoni François était garde-champêtre de la commune de Cognocoli. Le 12 avril 1846, des brebis causaient des dommages dans un champ. Elles étaient sous la surveillance d'un jeune berger, le nommé Luciani qui s'oppose à ce que le garde-champêtre les chasse de l'enclos où elles se trouvaient. Des pierres sont lancées par Luciani contre Leoni; sur ces entrefaites arrive la mère du jeune berger qui lance à son tour des pierres contre le garde-champêtre agissant dans l'exercice de ses fonctions. En ce moment l'arme de Leoni partit et la balle atteignit le malheureux Jacques Leoni père du berger Luciani. Il a été constaté que cette explosion a été involontaire et que la mort de la femme Luciani n'a pu être imputée à l'intention du garde-champêtre.

M. Gaffori substitut a soutenu l'accusation, M^{re} Caraffa a présenté la défense de l'accusé.

Déclaré coupable d'homicide par imprudence Leoni a été condamné à une année d'emprisonnement.

Présidence de M. le Conseiller Gavini.

AUDIENCE DU 24 DÉCEMBRE.

Tentative de meurtre.

Une contestation s'était élevée relativement au dommage que causait un canal d'irrigation conduisant au jardin de la famille Bazziconi, et passant à côté de la maison de l'abbé Rossi de la commune de Lozzi de Calacuccia.

Une action possessoire avait été intentée par ce dernier devant M. le juge de paix du lieu. Un arrangement paraissait devoir intervenir, mais une nouvelle querelle s'engagea plus tard et un membre de la famille Rossi donna un soufflet à un membre de la famille Bazziconi. Une réconciliation eut lieu encore mais elle fut de courte durée. Le 11 octobre 1845, la femme Luciani voulut faire passer les eaux par le canal en question. L'abbé Rossi en s'y opposant lui adressa des reproches auxquels il mêla des propos injurieux. Ces paroles ayant été rapportées par la femme à son mari Luciani et à son cousin Bazziconi, ces deux individus attendirent l'abbé Rossi à sa sortie de l'église et Luciani tira sur lui un coup de feu qui heureusement ne l'atteignit qu'à la cuisse.

Quant à Bazziconi qui se trouvait également sur les

lieux, il est accusé d'avoir prêté assistance à son parent en ayant lui-même tiré un pistolet de la poche dont il aurait menacé de faire usage. Luciani a été condamné à des précédentes assises à trois années de prison. Bazziconi vient aujourd'hui devant la justice répondre de ce crime. A ce premier méfait que l'accusation lui reproche vient se joindre encore une accusation de complicité d'assassinat sur la personne du malheureux Cipriani Pierre-Antoine. Le contumax Chiappini a été l'auteur de cet attentat dans la journée du 15 septembre 1846. L'accusation a soutenu que Bazziconi se trouvait en compagnie de ce malfaiteur et qu'il aurait coopéré à la perpétration de ce crime. Toutefois les charges ne paraissent point suffisantes pour établir la culpabilité de l'accusé relativement à cette deuxième inculpation.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, a soutenu l'accusation. M^{re} Gavini et Olagnier ont présenté la défense de l'accusé.

Déclaré coupable de complicité de tentative de meurtre avec provocation violente et circonstances atténuantes, Bazziconi a été condamné à trois années d'emprisonnement.

AUDIENCE DU 27 DÉCEMBRE.

Assassinat.

Molto Jean de Calacuccia, ce contumax qui après vingt-cinq ans d'exil dans l'île de Sardaigne, avait été jugé à de précédentes assises et condamné à cinq années de prison, comparait encore aujourd'hui devant la justice sous l'inculpation d'un autre crime d'assassinat. A l'appel des témoins assignés dans cette affaire qui aurait eu lieu il y a vingt-cinq ans, on apprend que plusieurs d'entre eux sont décédés et que d'autres n'ont pas été valablement assignés.

M. D'Aigu premier avocat-général demande le renvoi de l'affaire, M^{re} Caraffa et Benelli défenseurs de l'accusé s'opposent aux conclusions du ministère public, mais la cour prononce le renvoi de l'affaire à une prochaine session.

On nous prie d'insérer la lettre suivante :

A M. Gabrielli juge de paix.

Cervione, 23 décembre 1847.

Monsieur,

En venant mêler mes larmes aux vôtres, lors du fatal événement qui vous privait d'un fils, je n'avais pas, je ne pouvais pas avoir l'intention d'accuser qui que ce soit. Quelle n'est donc point ma surprise, de voir, après plus de trois ans, dans une brochure, que vous me prêtez des expressions qui impliquent accusation contre le fils de ma sœur, au nom de sa propre mère !...

La mort de M. votre fils a été pour moi l'un des plus grands chagrins que j'aie jamais éprouvés, et votre douleur je l'ai trop vivement partagée, pour cesser de l'honorer et de la respecter un instant; mais je dois vous dire que la douleur vous égarait alors en vous faisant considérer comme des preuves de culpabilité contre celui que vous pensiez être le meurtrier de votre fils, toutes les marques d'intérêt et de sympathie qu'on prodiguait à votre infortune; je dois vous dire qu'elle vous égarait évidemment encore aujourd'hui, en vous faisant invoquer contre Charles Poli, mon témoignage et le témoignage de sa mère.

Je désavoue hautement le langage que vous m'attribuez. — Moi aussi j'ai des devoirs envers mes proches. Recevez, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

A.-P. CASALTA.

Nous lisons dans le Journal de la Corse les réflexions suivantes, que nous trouvons parfaitement fondées. Nous les reproduisons, appelant à notre tour l'attention du gouvernement sur ce point important.

« En présence de la situation politique de l'Italie, tandis que la flotte anglaise se promenant sur ses cô-

21^o Lot. — Une petite cave en face desdites chambres, tenant au passage et à la cour devant la porte d'entrée desdites chambres. Mise à prix. 265 fr. 60 c.
22^o Lot. — Premier étage de la maison paternelle Firpi, composé de sept pièces y compris deux alcôves, une cuisine, balcon, et dessous d'escalier, plus un dessous d'escalier au rez-de-chaussée, tenant, à l'est, avec la route royale, au nord, à la maison Yaresse. Mise à prix. 3,318 fr. 50 c.

23^o Lot. — Boutique au-dessous dudit étage, tenant, au sud, avec le sieur Leonard Filippi, au nord, au portique de la maison Firpi. Mise à prix. 940 fr. 00c.

24^o Lot. — Le cinquième étage composé de cinq pièces avec greniers et une petite terrasse dépendant de la nouvelle maison Firpi, bâtie sur l'emplacement de l'ancien corps de garde de Saint-Joseph, tenant, au sud, avec emplacement à bâtir des sieurs Firpi et Parent, à l'ouest avec la route royale. Mise à prix. 3,338 fr. 90 c.

25^o Lot. — Un grand magasin servant de pressoir à huile ayant les mêmes aboutissants que ceux indiqués au lot précédent, dépendant de ladite maison, avec ses outils, ustensils, ainsi que sa presse. Mise à prix. 3,358 fr. 35 c.

26^o Lot. — Un entresol au dessus dudit pressoir à huile composé de deux grandes pièces, ayant les mêmes aboutissants qu'au 24^o lots. Mise à prix 1,412 f.

27^o Lot. — Une écurie dépendant de la nouvelle maison Firpi, tenant, au sud, au terrain propre à bâtir appartenant indivisément au sieur Parent et à la famille Firpi, et à l'est, au chemin de Ficajola. Mise à prix. 1,208 fr. 00c.

28^o Lot. — Un dessous d'escalier qui a son entrée dans le portique de la même maison, tenant, au sud, avec l'escalier, et à l'est, avec chemin de Ficajola. Mise à prix. 299 fr. 00 c.

29^o Lot. — Emplacement à bâtir ayant une contenance de 936 mètres 50 centimètres carrés, longeant la route royale et situé dans le faubourg Saint-Joseph, plus un autre terrain attenant apte à ensementer, à y construire des écuries ayant une superficie de 1364 mètres 35 centimètres carrés. Ces deux terrains sont indivis par moitié avec le sieur Joseph Parent; ils sont bornés, au sud, par la maison et écuries de M. Pitti-Ferrandi, et au nord, par la nouvelle maison Firpi et par le chemin de Ficajola. Mise à prix de la moitié afférente à la famille du sieur Firpi. 2,312 fr. 00 c.
Le prix de chaque lot sera payé comptant; chaque enchère ne pourra être moindre de cinq francs en sus de la mise à prix.

S'adresser pour connaître les immeubles à MM. les syndics susdits, et pour les charges, clauses et conditions au notaire commis pour la vente.

Bastia, le 20 décembre 1847.

RISTORI, avoué.

VENTE JUDICIAIRE.

Par jugement du Tribunal de Commerce de Bastia, en date du 3 de ce mois, enregistré, MM. les liquidateurs de la maison de commerce de M. Joseph Fontenille commerçant en cette ville, ayant été autorisés à vendre aux enchères publiques par le ministère du Greffier soussigné, le fond de commerce du dit M. Fontenille, consistant en la plus grande partie, en liquides, ainsi que ses meubles etc., cette vente aura lieu le quatre janvier prochain et jour suivant, dans le magasin même du dit M. Fontenille, sis à la Fontanichia à dix heures du matin. La vente sera faite au comptant.

Bastia le 23 décembre 1847.

Le Greffier du Tribunal de Commerce séant à Bastia,

Signé. A. D. MARIOTTI.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES.

Le 28 du courant mois à 9 heures du matin il sera procédé à la requête du sieur Philippe Scinetto, tuteur des enfants mineurs de feu Jean-Pascal et Jérôme conjoints Carega, de leur vivant commerçants demeurants en cette ville, à la vente de tous les meubles et marchandises dépendants des successions desdits défunts. Cette vente sera faite en présence du sieur Tartarini Charles subrogé tuteur et elle aura lieu d'abord dans la maison qui était habitée par ladite femme Jérémie Carega, sise rue du Môle et ensuite dans la boutique située en face du Vieux Marché (près du Canto dell'Olmo.)

BASTOLI.

tes, paraît vouloir, par sa présence, en imposer à tous les princes et à tous les peuples de la péninsule; lorsque certains points du littoral Méditerranéen peuvent devenir, d'un moment à l'autre, le théâtre de graves événements faciles à prévoir, on a droit de s'étonner de l'abandon dans lequel le gouvernement laisse, sous le rapport de la défense, les vastes mouillages de la Corse. Ajaccio, Saint-Florent et Portovecchio, placés au centre de ce grand mouvement, sont des ports où des flottes entières peuvent s'abriter avec sûreté; Ajaccio et Portovecchio surtout, se trouvent à peu de distance des plus belles forêts que la France possède, et cependant on frémit lorsqu'on réfléchit que ces points maritimes, que notre histoire nous montre comme ayant toujours été un objet de convoitise pour les anglais, céderaient peut-être à la sommation d'une simple frégate.

« L'importance de ces positions n'a pas besoin d'être démontrée. Après Toulon, la France n'a pas d'autres ports dans la Méditerranée, capables de contenir ses escadres; elle n'oubliera pas que ses flottes ont été pri- sonnières à Toulon, et si un malheur pareil se repro- duisait, et que les anglais fussent maîtres de la Corse, aucun navire français ne pourrait plus déployer ses voiles. Les anglais ont toujours été tellement convain- cus de cette importance, que lorsqu'ils occupèrent cette île, ils jetèrent immédiatement à Ajaccio les fon- dements d'un vaste arsenal maritime. Redisons-le, la France n'aurait-elle pas sacrifié sa plus belle colonie plutôt que de voir un rival pareil s'établir en face de Toulon ?

« Pour son étendue la Corse n'a qu'une très faible garnison; mais cela étonne moins que le peu de défen- ses que présentent ses côtes. Dans l'éventualité d'une invasion étrangère, le gouvernement compte, avec raison, sur le patriotisme des Corses, lesquels seraient tous soldats alors. Si le conseil général demande tous les ans l'augmentation de la garnison, c'est moins pour la défense du pays, que pour la consommation des produits.

« Sous le rapport purement maritime, Ajaccio comme Saint-Florent et Portovecchio, sont dignes de tout l'intérêt du gouvernement. Du moment que l'île de Corse fait partie de la France, c'est le point d'Ajaccio, c'est-à-dire son port maritime, que le gouvernement français doit embrasser de toute sa sollicitude. Vérités senties de tous les temps, publiées par un savant contre-amiral, M. de Hell; proclamées par M. le vice- amiral Hugon, qui deux fois vint mouiller dans ce port avec la flotte d'évolutions qu'il commandait, et dites l'année dernière par une haute capacité parlementaire.

« L'expérience est venue vingt fois prouver que la création d'établissements maritimes à Ajaccio est une nécessité pour le gouvernement. Presque tous les ans dans la saison où nous sommes, des navires de l'étranger viennent se réfugier à Ajaccio; le plus souvent après avoir essuyé de fortes avaries, et ils ne trouvent ici rien de ce qui leur est nécessaire: faute d'une pompe aspirante, l'état faillit perdre en 1839 un million et demi.

« Il suffit que le mer soit mauvaise pendant quelques jours, pour que notre port se remplisse de navires de relâche. Nous en avons onze en ce moment à voile et le bateau à vapeur le *Sphinx* de la compagnie Bazin de Marseille.

« Espérons donc que parmi les grands travaux dont les chambres vont s'occuper pendant cette session, les ports de la Corse seront pris en sérieuses considéra- tions sous le rapport de la défense, aussi bien que sous celui de leur position maritime.

Le 12 du courant, vers les six heures et demie du soir, une tentative de meurtre suivie de blessures graves a eu lieu dans cette ville sur la personne du sieur Giorgi Ambroise, par le nommé Zannetti Charles ou- vrier menuisier.

Un des parents de Giorgi, le sieur Andreucci Jérôme, concierge de la préfecture, parvint après deux heures d'actives recherches à faire arrêter par la gen- darmerie le meurtrier au moment où il allait se sauver sur un bateau.

Trois médailles dont une en or ont déjà été décernées au sieur Andreucci par M. le ministre de l'inté- rieur dans d'autres circonstances. Nous espérons, que le nouvel acte de dévouement dont il vient de faire preuve, ne sera pas laissé sans récompense.

(Journal de la Corse.)

Le courrier du continent nous est arrivé hier vers quatre heures d'après midi par la voie de St-Florent,

c'est le Lycargue, l'un des bateaux de service du Le- vant, qui a été expédié en remplacement de ceux de la Corse qui sont en réparation et ce bateau, malgré une mer calme, en a eu à St-Florent, redoutant de venir à Bastia dans la saison actuelle. Pourquoi, lors- qu'il y a empêchement, pour cause de réparations ou autres, à faire naviguer les baquebots ordinaires de l'Etat destinés à notre correspondance, ce qui se renouvelle assez souvent, au lieu, pour y suppléer, de détourner à grands frais d'un service spécial, un ba- teau de forte dimension que la prudence oblige à ne pas venir dans notre port, ne recourt-on pas au pa- quebot de la compagnie Valéry frères dont le départ et l'arrivée ont précisément lieu les mêmes jours adop- tés par l'administration pour le courrier? Il y aurait à cela d'incontestables avantages: 1° Avantage pour le commerce, pour les fonctionnaires et pour le pu- blic qui recevaient les dépêches beaucoup plus tôt, car, excepté lorsque c'est le Napoléon qui porte le courrier et que le vent le favorise, le Comte de Paris de la compagnie Valéry arrive toujours sept ou huit heures avant celui de l'Etat (hier il était dans le port à sept heures et demie du matin); 2° Avantage pour les passagers (nous parlons des militaires; quant aux passagers civils ils s'embarquent presque tous sur le Comte de Paris), car, indépendamment de ce qu'ils resteraient sept ou huit heures de moins en mer, ce qui n'est pas peu de chose surtout pour ceux qui souf- frent, ils ne seraient pas exposés à devoir encore, après une traversée prolongée et fatigante, traverser les montagnes qui séparent St-Florent de Bastia et supporter un voyage coûteux et extrêmement pénible pendant la mauvaise saison; 3° Avantage enfin pour le trésor, car nous sommes certains que la somme qu'on devrait donner à la compagnie Valéry présenterait une économie des quatre cinquièmes sur la dépense de combustible etc. occasionnée par un bateau tel que le Lycargue. Espérons que l'administration, mieux avisée, lorsqu'elle ne pourra pas user des paquebots ordinaires de la Corse, traitera à l'avenir avec la com- pagnie Valéry pour confier les dépêches au Comte de Paris. C'est assurément ce qu'elle pourra faire de mieux.

La flotte anglaise a quitté le port de Livourne le 20 de ce mois. Elle se rend, à ce que l'on croit, à la Spezia.

D'après des nouvelles apportées par le paquebot la Marie-Antoinette, arrivé le 20 à Livourne en venant de Naples, une nouvelle manifestation politique avait eu lieu à Naples le 18. Les troupes auraient tiré sur le peuple qui aurait répondu par des coups de pisto- let. Plusieurs individus auraient été blessés ou tués des deux côtés.

Les réclamations du chargement du navire *Cérès*, capitaine Daigre, venant de Newcastle avec de la houille, à l'adresse de MM. Hautier fils et Deccaens, arrivé à Bastia le 30 du courant, ne se présentant point, sont prévenus que le capitaine va vendre ou faire déposer à terre la marchandise laissant les frais au compte de qui il appartiendra.

NOUVELLES IMPORTANTES D'AFRIQUE.

Alger, 20 décembre.

Le courrier parti d'Alger mardi dernier pour Oran était porteur de dépêches pressées du prince gouver- neur-général pour M. de Lamoricière, commandant la province de l'ouest; arrivé à sa destination il n'a pas trouvé le général, qui était à Nemours, et le bâtiment de l'état le *Véloce*, qui se trouvait dans le port d'Oran, a été immédiatement expédié sur ce point, avec les missives apportées d'Alger.

Nous ne savons si l'autorité supérieure a reçu des dépêches officielles du commandant de la province d'Oran, mais le *Véloce*, qui rentrait au port, le 18 au soir, après avoir rempli sa mission, au moment où le *Ténare* partait pour Alger, sous le commandement de M. Poutié, capitaine de corvette, a transmis les nou- velles importantes que nous allons enregistrer.

Abd-el-Kader, dont nous avons fait connaître, dans nos derniers numéros la triste situation, se trouvant cerné avec sa déira, et dépourvu de toutes ressource- ses, soit en vivres, soit en blé, soit en orge, a pris un parti désespéré. Ne voyant plus de salut que dans une tentative hardie, il s'est décidé à faire une attaque sur le camp le plus rapproché et qui était sous les ordres d'un des fils de l'empereur. Il a même, assu- ré-t-on, dit aux Arabes sous ses ordres que ceux qui ne

se sentiraient pas le courage de s'attacher à sa desti- née étaient libres, et pouvaient aller se rendre, aux Français.

Enfin, il avait choisi la nuit du 11 au 12 décembre courant, pour attaquer le camp marocain. En effet, dès la soirée du 11, il mit en marche toute son infan- terie, et la suivit bientôt à la tête de sa cavalerie, dans la direction du camp ennemi. Il avait imaginé une ruse infernale pour jeter la panique parmi les Marocains et profiter ensuite habilement de cette terreur. Il s'était fait précéder des chameaux emportant des poix et du gou- dron, auxquels on devait mettre le feu aux approches du camp. Qu'on juge de l'effroi et du désordre qu'au- raient pu causer ces animaux, se ruant enflammés sur les tentes et sur les soldats. Cette ruse, qui rappelle l'audace et la barbarie des anciens Numides, n'a heu- reusement pas eu tout le succès qu'en attendait son fa- rocche auteur.

Les fils de Muley-Abd-er-Rhaman, par d'habiles espions, avaient été instruits de toutes les dispositions d'Abd-el-Kader et s'étaient entendus pour déjouer ses projets. En arrivant au camp marocain, Abd-el-Kader le trouva complètement abandonné et s'imagina sans doute, dans sa haine vanité, que ses ennemis n'avaient pas osé l'attendre. Il mit le camp au pillage et attendit au lendemain pour continuer sa marche; mais quel ne dut pas être son effroi en voyant, au point du jour, toutes les hauteurs qui environnaient le bas- fond dans lequel il se trouvait occupées par les Maro- cains.

Cerné ainsi par des forces supérieures, il ne trouva d'autre moyen de salut que de traverser à force ouverte la ligne qui l'enfermait, et s'élança résolument avec sa cavalerie pour opérer une trouée. Il y réussit, mais ce passage lui coûta cher, car il laissa sur le terrain environ 250 de ses plus braves cavaliers; parmi les- quels se trouvaient plusieurs chefs.

Son intention était de se replier vers sa déira et de revenir vers les tribus sur lesquelles il croyait encore pouvoir compter, mais il s'aperçut bientôt que la di- rection qu'il avait prise l'en éloignait au lieu de l'en rapprocher. Il fut alors forcé de revenir sur ses pas et eut beaucoup de peine à regagner, avec le peu de monde qui lui restait, les bords de la Moulaya.

On assure que sa déira a été pillée et faite en partie prisonnière; tout annonce donc que sa position per- sonnelle est aujourd'hui complètement désespérée. Ce qui le prouve encore surabondamment, c'est que son frère Sidi-Mustapha a fait demander l'aman au général de Lamoricière, et prié qu'on lui assignât un lieu où il pût vivre désormais tranquille.

On dit que le général lui a fait répondre qu'il n'avait qu'à se présenter au camp, que la générosité du gou- vernement français lui assurerait, soit en Algérie, soit en France, une existence honorable, et faciliterait même son voyage s'il désirait aller se fixer à la Mec- que.

Les nouvelles que nous venons de donner sont des plus graves. Il paraît que l'ex-émir s'était précédé quelques adhérents parmi les soldats du camp maro- cain, mais que ses intelligences étaient connues de l'empereur. Aussi lorsque Bou-Hamed, envoyé par Abd-el-Kader, se présenta à Fez sous l'égide du ma- rabout Sidi-el-Hadji-Lardi, qui jouit pourtant d'une grande influence, Abd-er-Rhaman ne se fit aucun scrupule de le retenir prisonnier. Abd-el-Kader crut sans- doute d'après cette arrestation, que tous ses projets étaient découverts, et c'est probablement une des cause- ses qui, avec son extrême dénuement, le décidèrent au coup hardi qui vient de consommer sa ruine.

Son frère Si Haid, qui était resté à la déira, a dit-on, écrit également aux autorités françaises pour faire sa soumission. Rien ne prouve mieux que le prestige qui avait jusqu'ici entouré Abd-el-Kader est tombé pour jamais, et qu'il ne peut plus exercer une influen- ce fatale sur les destinées de l'Algérie. (Akbar.)

NOUVELLES DIVERSES.

— On lit dans le *Moniteur*:

« Par ordonnances rendues sur la proposition de M. le ministre de l'intérieur,

M. Cournon, préfet du Cantal, a été nommé préfet de la Loire, en remplacement de M. Zédé, appelé à d'autres fonctions.

M. de Contentin, sous-préfet de Cambrai, a été nommé préfet du Cantal, en remplacement de M. Cournon.

M. Fleury, préfet de l'Arriège, a été nommé pré- fet des Basses-Alpes, en remplacement de M. Jour- dan, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. le vicomte Foy, sous-préfet de Bernay, a été nommé préfet de l'Arriège en remplacement de M. de Faur.

— Le vicomte Foy qui vient d'être nommé préfet de l'Arriège est le second fils de l'illustre général Foy et le frère du comte Foy, pair de France.

PARIS. — Berlin, 12 décembre. — M. de Mieros- lawski et Elanowski ne veulent pas se pourvoir en ap- pel, tandis que beaucoup d'autres Polonais condam- nés comme eux ont eu recours à cette voie. On assure que le ministère public n'est pourvu en appel contre le jugement qui déclare innocent MM. Mackewitz et Dambrowski.

— La Gazette Universelle de Prusse dit que l'on an- nonce que les huit Polonais condamnés à la peine de mort ont obtenu commutation de leur peine en celle de la détention perpétuelle.

— On assure, dit le même journal, que la confé- rence des puissances sur les affaires de Suisse aura lieu à Fribourg en Brisgaw.

— L'abondance de la dernière récolte a donné lieu, dit un journal, dans un village du canton sud de Baune, à une singulière spéculation.

« Un cabaretier, nouvellement muni de sa licence, fait l'entreprise d'enivrer, pour neuf sous par tête, les plus forts buveurs des environs. Il y a presse chez lui, et il fait une concurrence des plus désastreuses à ses confrères, qui ont conservé l'usage de compter les bouteilles volées par les consommateurs.

— Un propriétaire du département du Gers adresse à un journal de la localité la lettre suivante, au sujet d'une récente découverte:

« Il y a quelques jours, vous avez inséré dans vos colonnes qu'on pouvait extraire de la graine de raisins une huile qui valait la seconde qualité d'huile d'olives. Sur cet avis, j'ai fait extraire un cinquième d'hectolitre de graines de raisins, opération qu'une servante a fait dans une heure de temps par un pro- cédé très simple. J'ai mandé par la même servante au pressoir de l'huile de colza ma graine de vendange, et on m'a rapporté trois livres de bonne huile. Ma fem- me en a fait cuire des pommes de terre; nous avons trouvé que cette huile valait, pour le goût, la meil- leure graisse. Nous en avons essayé pour la salade à la chicorée.

Cette huile a été estimée valoir la seconde qualité d'huile d'olives. Comme cette découverte est pleine d'avenir pour notre pays tout vinicole, je vous prie de lui donner toute la publicité possible. L'essai que j'ai fait là est avec des graines de vendange non fer- mentée dans les tonneaux. La semaine prochaine j'es- saierai avec la graine de vendange fermentée dans le vin. Je vous ferai connaître le résultat.

— On dit que M. Thiers propose le maréchal Bu- geaud, duc d'Isly, pour la vice-présidence. Si cette candidature est acceptée par l'illustre maréchal, ce n'est pas de M. Thiers seulement qu'elle lui viendra, mais de la part du président du conseil. Toutes les fractions de la chambre voteront, du reste, pour lui. (Noirelle.)

ETATS-UNIS. — Petersburg, 26 novembre. — Diman- che dernier, dans la matinée, le steamer *Phoenix*, étant à 17 milles de Schoboygan, s'embarssa tout-à- coup; on vit le feu sur le pont: il fut impossible de se rendre maître des flammes. Il y avait à bord 200 pas- sagers; 30 furent recueilli par le steamer de Caware, les autres ont péri dans les flammes. Le capitaine Street était malade dans sa chambre, on l'a sauvé. Le *Phoenix* était assuré pour 15,000 dollars.

— On lit dans le *Standard*:

Le bruit courait à Matanzas que les États de San- Luis-Zacatecas-Durango s'étaient prononcés en faveur du projet monarchique de Paredes et lui avaient en- voyé 18,000 hommes de troupes.

Senor Iruvide est destiné au trône dans le cas d'une intervention européenne, sur laquelle on paraît com- pter avec confiance.

Beaucoup de Mexicains sont hostiles à ce mouve- ment et sont prêts à se joindre aux États-Unis pour empêcher qu'il n'ait lieu.

— Des lettres de Mexico, d'octobre, annoncent que la ville d'Atlixco a été détruite par un tremblement de terre, le 23 octobre. Pas une maison n'est restée de- bout. Beaucoup d'habitants ont péri. Les environs ont aussi beaucoup souffert.

— Une nouvelle insurrection a eu lieu parmi les Mexicains à Chihuahua. Pour ne pas être massacrés, les Américains ont été forcés de fuir. Le colonel Easton se disposait à marcher contre les insurgés.

— On mande de Mexico, le 17 octobre, que le gé-

néral Santa Anna a été traduit devant une cour mar- tiale, sous le poids de la plus odieuse accusation.

On a vu ouvrir toutes les valeurs du trésor et d'en avoir laissé les portes ouvertes pour détourner les soupçons.

— Depuis l'arrivée des derniers paquebots de l'Ita- lie, divers bruits ont circulé dans notre ville. Une grave insurrection aurait éclaté, disait-on, à Naples et en Sicile. Nous pouvons affirmer que, malgré l'in- quiétude qui se manifeste dans ces contrées, rien de semblable n'était survenu depuis les événements du 15, que nous avons déjà rapportés, jusqu'aux der- nières dates.

La nouvelle apportée par le courrier de Paris sur la nomination de M. Pietracatella à l'ambassade de Paris est tout aussi controuvée. Cet honorable ministre de- vait, au contraire, présider le conseil le 17 du courant; il est certain que l'état de sa santé ne lui a point per- mis, ainsi qu'on nous l'annonçait, le 18, un départ du dernier paquebot. Bien plus encore, l'âge de M. Pietracatella repousse évidemment ces suppositions.

— La cour de cassation a rejeté le pourvoi du sieur Rosemond de Beauvallon, contre l'arrêt de la cour d'assises de la Seine, qui l'a condamné, le 9 oc- tobre dernier, à huit ans de réclusion, pour faux témoignage en matière criminelle. (M. Morin plaide- rant. Arrêt conforme aux conclusions de M. Dupin, procureur-général.)

— TRIESTE, 10 décembre. — Il y a quelques jours le soldat Lukas Brissac est mort à l'hôpital à l'âge de 116 ans. D'après son acte de naissance, il est né dans l'année 1791, à Trieste. Il a servi pendant la guerre de 7 ans, et a vu la jeune impératrice Marie-Thérèse à Vienne. Il a été au service pendant 96 ans. Il s'est toujours bien porté, à toujours bu du vin avec grande modération et n'a jamais cessé de fumer.

— Les jeunes Taitiens que M. le contre-amiral Bruat a amenés à Paris sont au nombre de cinq; le plus âgé, nommé S. M. Pomaré, peut avoir seize ans et se nomme Tariiriri. Il est vêtu à la française et comme les collégiens. Ce qui le distingue de ses camarades, c'est qu'il porte un chapeau: Tuas, Vairatou, Ti- jonca et Motii, qui ont de dix à quinze ans, sont coiffés d'une casquette d'uniforme. Cette petite troupe d'enfants de l'Océanie est conduite par un officier d'administration de la marine, leur interprète. Ils ne font en ce moment d'autre métier que celui d'écoliers en vacances; mais ils vont commencer leurs études aux frais du gouvernement, qui s'est chargé jusqu'ici de toutes leurs dépenses. Ils ont assisté à plusieurs spectacles et ont visité assez souvent déjà les magasins de bonbons. Ils ont pour ces établissements une pré- diction toute particulière, et préfèrent de beaucoup les palais de sucre aux Tuileries et au Luxembourg.

— Les lettres de Naples reçues à Marseille, sont à la date du 20; il y a eu le 15 un mouvement populaire dans cette capitale. La foule s'est portée devant le palais du nonce apostolique, et a fait entendre des cris qui ont mis la police en émoi. Les gendarmes se sont mis en devoir de dissiper les rassemblements, et, si nous en croyons le récit de notre correspondant, une collision aurait eu lieu entre les troupes et la force armée, pendant laquelle un soldat aurait été tué et plu- sieurs autres blessés. Notre correspondant ajoute que le palais royal s'est transformé en un quartier militaire, et que les soldats sont prêts à faire feu à travers les grilles.

Des écrits séditieux ont été affichés; une nouvelle protestation exprimant les vœux des populations et dénon- çant les abus odieux du gouvernement a été imprimée et adressée au roi. Cette protestation a été répandue à des milliers d'exemplaires.

Il est pourtant question de quelques réformes que le roi serait sur le point d'introduire dans la législation et administration napolitaines. On parle d'une modi- fication du conseil d'état et de la consulta, et d'une ré- vision de la loi sur la presse.

— Voici comment on explique la maladie de la du- chesse de Parme.

On donne cette nouvelle comme certaine. D'après une lettre reproduite par le *Corriere liornese* et por- tant la date du 11 décembre, la duchesse aurait couru un grand danger dans une promenade en voiture. Les chevaux, effrayés par la chute du postillon, se sont emportés, et l'équipage royal n'a dû son salut qu'au dévouement d'un homme du peuple, qui a eu le cou- rage de saisir les rênes qu'il passait. Les chevaux se sont arrêtés, dit la lettre du *Corriere liornese*, mais la duchesse s'est épuisée, et depuis deux jours elle garde le lit avec une fièvre violente et de grands maux

de tête; elle a été saignée et des saignées lui ont été appliquées.

— Nos dernières correspondances de Rome nous annoncent que M. le prince de la Moskowa a été reçu en audience particulière par Pie IX. Le jeune pair a eu également de longs entretiens avec le cardinal Fer- retti. Plein de sympathie pour la cause du progrès et de l'indépendance de l'Italie, M. le prince de la Mos- kowa a voulu étudier de près des questions qui doivent exercer une si grande influence sur l'avenir politique de l'Europe. Accueilli avec la plus grande bienveillance par le saint-père et par son premier min-istre, il s'est trouvé placé dans les conditions les plus favorables pour connaître les sentiments et peut-être les desseins ultérieurs de ce pontife que les populations italiennes entourent de tant de vénération et d'amour.

— Le ministre de la guerre a adressé aux généraux une circulaire contenant des dispositions relatives aux dettes contractées par les officiers.

« On doit reconnaître, dit le ministre de la guerre, la première cause du mal dans la déplorable facilité avec laquelle les officiers trouvent à emprunter de l'argent près de certains agents d'affaires qui n'hésitent jamais à imposer à leurs dupes des conditions usuraires. On ne saurait trop prémunir les jeunes officiers contre les dan- gers que peuvent présenter pour eux de telles opéra- tions, ni leur inspirer trop d'éloignement pour les spé- culateurs qui s'y livrent.

« La solde actuelle de tous les grades suffit aux be- soins de la vie et aux exigences du service. Les dettes sont donc inexcusables, car elles n'ont d'autre origi- ne que des superfluités....

« Il faut apprendre à ceux qui l'ignorent que c'est de sa manière de servir et non de ses dépenses, de l'éle- vation de ses sentiments et non du luxe de ses plaisirs, qu'un militaire peut s'enorgueillir avec quelque raison.

« A côté des imprudens qui s'abandonnent à de fol- les dépenses, il existe, je le sais, un grand nombre d'officiers qui sans autre moyen d'existence que leur solde, parviennent cependant à satisfaire à toutes les convenances de leur état, et savent au besoin, par des privations cachées, parer aux embarras des circonstan- ces difficiles.

« C'est un devoir du commandement de rechercher ces nobles caractères, comme de surveiller les prodi- ges, de blâmer et de punir les uns, d'encourager et d'honorer les autres.

— M. le ministre des affaires étrangères a reçu un rapport de M. Lefebvre de Becourt, consul de France à Canton, en ce moment à Macao, qui donne avis des moyens qu'il a pris pour repatrier les naufragés de la Gloire et de la Victorieuse.

— Un architecte va être envoyé à Athènes par le gouvernement, pour dresser les plans de l'église catho- lique que la France va y ériger sur les terrains achetés par M. Piscatory.

— Les îles anglaises, et notamment la Jamaïque, sont toujours en proie à la plus vive agitation, causée par les manifestations qui se succèdent et se multiplient sur tous les points, pour protester contre la légis- lation des sucres et le système du libre-échange. Par- tout des meetings se réunissent et signent en masse des pétitions au parlement, dont les conclusions sont adoptées à l'unanimité. Nous donnons comme spéci- men celle de la réunion tenue à Saint-John le 30 oc- tobre, et sur laquelle sont calquées toutes les autres:

« Le meeting voit avec grande alarme la situation présente des Indes-Occidentales, et les conséquences qui doivent résulter des dernières mesures du parle- ment britannique, sanctionnant l'admission du sucre étranger produit du travail esclave, sous des condi- tions qui excluent la production libre des colonies an- glaises. L'énorme importation du sucre étranger ame- née par ces mesures, a déjà eu pour effet de réduire le prix du sucre colonial et des autres produits à un taux qui laisse une lourde perte pour le conducteur.

L'augmentation de la population de ces colonies tant par l'immigration que par l'accroissement naturel, bien qu'elle puisse produire le travail à meilleur mar- ché, est encore trop lente pour donner l'espoir de pou- voir lutter contre la concurrence étrangère, et par conséquent ne peut fournir le remède qui, dans les circonstances présentes, est si immédiatement urgent.

« Et si l'état présent des choses n'est pas immédia- tement amendé, la ruine totale de ces îles est certaine.

« Si les produits coloniaux sont admis dans la Gran- de-Bretagne francs de droits, si l'esclavage est totale- ment aboli et si les lois de navigation sont rappelées ou modifiées, ces colonies pourraient être conservées